

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE
SUR LE
DROIT MATRIMONIAL
dans la Coutume de Sedan

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 21 janvier 1909, à 1 h. 1/2

PAR

Ch. COUSIN

Président : M. LEFEBVRE, professeur.

*Suffragants : { MM. LESEUR, { professeurs.
 CHÉNON, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE

SUR LE

DROIT MATRIMONIAL

dans la Coutume de Sedan

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le jeudi 21 janvier 1909, à 1 heure 1/2



PAR

Ch. COUSIN

Président : M. LEFEBVRE, professeur.

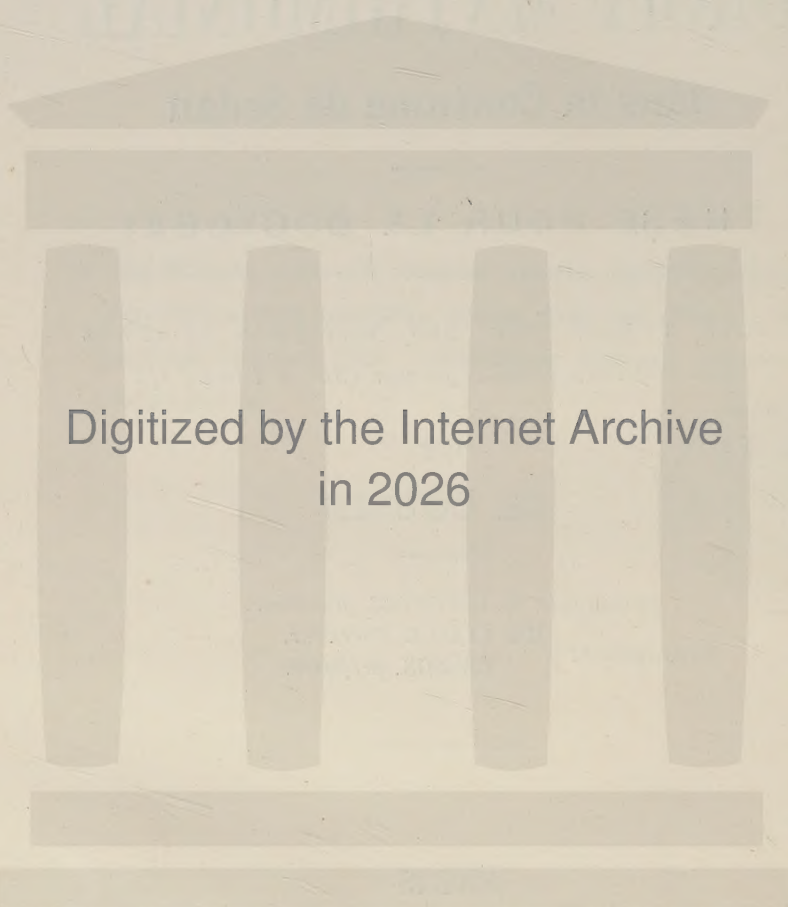
*Suffragants : { MM. LESEUR, professeur.
CHÉNON, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L E

DROIT MATRIMONIAL DANS LA RÉGION DE SEDAN

AVANT LA COUTUME RÉDIGÉE

SOURCES

Après la loi des Francs-Ripulaires, la loi de Beaumont est pour notre pays le premier document juridique intéressant d'une authenticité indiscutable. Notre étude ne commence donc qu'au XII^e siècle. Elle n'est à proprement parler jusqu'à la coutume que le compte rendu d'une enquête parmi le plus grand nombre possible de lois et de chartes.

Il va sans dire que notre premier soin a été de rechercher celles qui intéressaient directement Sedan : nous n'avons pu trouver aucun acte passé par des Sedanais ou des habitants des villages qui firent partie de la Principauté, antérieur au XVI^e siècle (1). Nous avons donc choisi nos documents dans les lois voisines et dans les

(1) A part quelques chartes égarées aux archives de Mézières. Dans la préface de son livre sur la famille des La Marck, M. de Chestret de Haneffe donne quelques indications sur leur retraite.

cartulaires de la région. Nous avons ainsi recueilli quelques données sur le droit des suzerains de Sedan et sur celui des villes voisines, c'est-à-dire sur ceux qui ont le plus contribué à la formation du nôtre.

Avant le xvi^e siècle, Sedan n'eut pas de loi spéciale. C'était, au début du moyen-âge, une ville de peu d'importance qui suivait soit les usages de celles dont elle dépendait, soit des usages propres formés de ceux-ci et de ceux des autres villes avec lesquelles elle était en rapport. Celles-ci appartenaient à de nombreux seigneurs qui les avaient soumises à des lois différentes, lesquelles étaient, comme on le sait, territoriales. Les droits les plus usités dans notre région à l'époque féodale paraissent avoir été par ordre d'importance, ceux de Beaumont, de Rethel, de Vervins, de Laon et de Bouillon, outre ceux de Mouzon, de Liège et de France dont Sedan dépendit successivement. On peut en les étudiant essayer de se faire une idée du milieu juridique dans lequel est né le nôtre. Ce n'est d'ailleurs pas chose facile au point de vue du droit privé et particulièrement du droit matrimonial, car les chartes des villes en contiennent fort peu. Elles avaient ordinairement pour but de régler des situations politiques et administratives. Le droit civil existait sous forme de tradition (1). Il se réduisait à quelques principes que con-

(1) Il paraît avoir passé dans les lois le dernier, après ce que nous appelons aujourd'hui le droit criminel et la procédure. A partir du xiii^e siècle, on en rencontre des fragments que les seigneurs inséraient dans leurs chartes à l'occasion, pêle-mêle avec des décisions touchant les échevins, les délits, les redevances, etc...

naissaient les arbitres et qu'ils n'appliquaient pas fréquemment, car les actes étaient rares, à cause du petit nombre de la population et de sa pauvreté. Les seigneurs étaient pour ainsi dire les seuls à contracter et c'est dans leurs actes que l'on trouve le plus de traces du droit que l'on observait alors dans ses rapports privés.

Droit de Mouzon. — Par un diplôme (1), daté du 8 des ides d'avril 997, pour l'amour de Dieu et le salut de son âme, et sur la demande du comte Godefroy son vassal, l'empereur d'Allemagne Otton III a confirmé au monastère établi sur le fleuve de Meuse et consacré à la Sainte Mère de Dieu la Vierge Marie (c'est-à-dire Mouzon) toutes les propriétés possédées par ledit monastère dans l'intérieur de ses Etats, savoir : les églises de St-Denis, St-Martin, et Ste-Geneviève, édifiées dans la ville où se trouve le couvent ; à Sedan, une manse (2) et la quatrième partie de l'Eglise (3).

Sedan dépendait ainsi de Mouzon à la fin du x^e siècle et il en dépendait encore en 1455 lorsque Charles VII délivra à Jean de la Marck les fameuses lettres patentes qui lui permirent d'en continuer les fortifications (4). Le

(1) Qui est le plus ancien document que l'on connaisse sur Sedan.

(2) Manse et les nombreux autres dérivés de manere désignent tous des domaines ruraux avec leurs bâtiments (ex. le mesnil du Nord et la mas du Midi de la France) (*Dictionnaire diplomatique de Giry*, p. 424).

(3) Archives départementales des Ardennes. V. ce que dit de ce diplôme, M. Laurent, l'archiviste des Ardennes dans ses *Variétés historiques ardennaises*.

(4) Charles VII s'exprime en effet ainsi au sujet de Sedan « man-vance de notre ville de Mouzon ».

droit de Mouzon dut donc avoir une influence sur le nôtre. Mais quel était-il au juste ? On a signalé une charte donnée à Mouzon en 1220 par Guillaume, archevêque de Reims. Elle semble avoir été une sorte de code pénal. En 1273, l'archevêque Pierre Barbet en octroya une autre pour assurer, dit-on, la tranquillité des habitants. Enfin, en 1379, Charles V confirma aux Mouzonnais « toutes leurs chartes, franchises, usages privilèges et coutumes qu'ils avaient des archevesques de Reims au temps passé » (1). Ces chartes sont perdues. Tels sont les renseignements que nous avons trouvés sur le droit de Mouzon au moyen âge. Etait-il celui de Reims dont Mouzon fut longtemps un fief ? Etait-il celui de Beaumont qui s'était formé si près de Mouzon et dont les premiers principes avaient été établis par un archevêque de Reims ?

La loi de Reims a été publiée par M. Varin dans son supplément aux archives législatives de Reims et par M. Giraud dans son essai sur l'histoire du droit français au moyen âge (t. II, p. 418). Nous nous occuperons plus loin de la loi de Beaumont dans un paragraphe spécial.

Droit de Liège. — En 1259, Thomas de Beaumetz, archevêque de Reims, et Henri de Guelde, évêque de Liège concluent à Francheval un traité par lequel le fief de Sedan et les environs sont mis sous leur juridiction commune. En 1379 Richard Pique archevêque de

(1) V. *Annales civiles et religieuses d'Yvois-Carignan et de Mouzon*, par Delahaut.

Reims échange avec Charles V ses droits sur Mouzon et ses dépendances (dont Sedan) contre Vaisly-sur-Aisne.

Sedan se trouve donc en rapport avec Liège pendant plus d'un siècle et à partir de 1379 il cesse d'être arrière fief de l'archevêque de Reims pour le devenir du roi de France.

On connaît les usages de Liège par le livre de MM. Raikem et Polain sur les anciennes coutumes de Belgique (Pays de Liège, t. I, p. 46, et suiv.).

Droit de Rethel. — Les comtes de Rethel avaient de nombreuses possessions autour de Sedan. M. Morainvillé, dans la *Revue historique ardennaise* (t. V, année 1898, p. 265), d'après un Terrier du comté de Rethelois qui se trouve à la Bibliothèque nationale (manuscrits fonds français 11.578) cite entre 1440 et 1470, Omont, Maisières, Donchery, Raucourt, Haraucourt (1), Briulles-sur-Bar, Chateau-Regnault, Warc, Wandelaincourt (2), Thelonne, Noyers, Autrecourt ; et faisaient partie de la vouerie de Donchery : Le Dancourt, Briaucourt, Villers-sur-Bar (3), Frénois, Torcy, Iges, Vilette et Glaire, Floing, St-Menges, St-Bale et Tendrecourt, Vigne-aux-Bois, Balan, Chaumont, Chéhery et Connage.

(1) Le 11 novembre 1322 aveu par Baudoin d'Angecourt à la comtesse Jeanne de Rethel pour son fief d'Angecourt et ce qu'il tient sur Haraucourt (*Trésor des chartes de Rethel*, t. I, p. 618).

(2) Acheté par le comte de Rethel le 1^{er} mai 1300 (*Trésor des chartes de Rethel*, t. I, p. 469).

(3) Le 25 mars 1316, Jean de Saint-Marcel, écuyer, seigneur de Villers, fait aveu à Louis de Nevers, comte de Rethel, *ibid.*, p. 522.

Un « rôle contenant l'état des villes du Rethelois qui n'ont pas payé l'aide accordée en Rethelois au comte de Flandre en 1382 » nous apprend que cette année-là « Floing est la ville dont le débat est entre Monseigneur et l'évesque de Liège ; Vrigne, Tendrecourt et St-Bàle sont au seigneur de Vervins ; Glaire n'est point sujette à Monseigneur, non plus que Chéhery (1). »

Le droit de Rethel était donc répandu dans notre région (2). Celui qui nous intéresse n'est pas écrit dans les

(1) *Trésor des chartes de Rethel*, t. II, p. 282. — Et Floing, Vrigne-aux-Bois, St-Bàle, Tendrecourt, Glaire et Chéhery ne sont pas non plus cités le 24 octobre 1348 dans les actes de Louis II, comte de Flandre, de Nevers et de Rethel réglant la contribution aux dépens des fortifications de Donchery par les villes fournies de sa juridiction. Ils citent Donchery et Nouvion, Manicourt, Vrigne-Meuse, Ledencourt, Briencourt, Ige, Villette, Torcy, Fresnoy, Villers-sur-Bar, Cheveuges, St-Martin, Dome et Flize, *Ibid.*, p. 118. En 1180, il y avait à Iges, Glaire, Frénois, St-Menges, Torcy, des chapelles qui ont été donnés cette année-là par Guillaume, archevêque de Reims, à l'abbé de St-Médard de Soissons, *ibid.*, t. I, p. 739.

(2) D'après une charte d'octobre 1251, il semblerait même qu'à cette époque, Sedan ait fait partie de la chatellenie d'Omont. Cette charte est un accord entre Marie, veuve de Jean, comte de Rethel et son beau-frère Gaucher au sujet de la donation propter nuptias à elle faite par Jean son mari défunt : « Et cum ex parte, ipsius G. comitis ab initio questio referretur utrum ville subscriptæ videlicet La mers, Sauvile, Li chaines et apendicie ejusdem, Chavoge, Baironis, Tosnays, Ponbars, Balans, *Sedans*, parrochiagium de Rumilli, galline de Giverone, redditus de Flabais et de Onc, quosibi habebat Johannes, maritus meus... essent de Castellania Altimontis (c'est Omont) vel pertinenciis ejusdem, demum ipse G. Comes in hoc equanimiter consensit et consendit liberaliter et benigne quod omnia predicta percipiam teneam et habeam, quandiu vixero omnibus predictis pacifice et quiete gaudeam, quandiu vixero, integraliter ratione donationis propter nuptias mihi facte, prout superius est expressum, *Ibid.*, t. IV, p. 203. Une autre charte du 14 sept. 1256 est une acquisition

chartes données à cette ville par ses comtes (1), mais on en a de nombreuses applications dans le *Trésor des chartes du comté de Rethel*, publié en deux volumes par MM. Saige et Lacaille, en 1902.

Loi de Beaumont (2). — Il y a deux lois de Beaumont : l'une, la charte proprement dite, a été octroyée en 1182 par Guillaume aux blanches mains, archevêque de Reims. C'est avec celles de Lorris, de Bruyères et de Laon une des premières chartes de franchises accordée par un suzerain aux habitants d'une de ses villes. A ce titre, elle est un document historique de grande importance car elle marque le moment où les suzerains se virent dans l'obligation de transiger avec leurs sujets pour les conserver. Elle rappelle une des étapes de l'émancipation du

par Gaucher, comte de Rethel, à Jeffroy de Givonne et Péronne sa femme du sauvement de Remilly-Allicourt, Sedan et Ballay pour 60 livres parisis, *ibid.*, p. 250.

(1) Les comtes de Rethel affranchissaient surtout à la loi de Beaumont qui régissait sans doute leur ville (v. *Archives départementales des Ardennes*, E. 727). Nous n'avons rencontré qu'une exception qui est l'affranchissement de Château-Regnault par Hugues II à la loi de Bouillon.

(2) L'original rédigé en langue latine portait le sceau épiscopal pendu à un double filet de soie rouge et verte entrelacée. Il était encore en 1588 déposé dans l'arche de Beaumont. V. l'ouvrage de M. Bonvalot : *Le tiers état d'après la loi de Beaumont*. Depuis, il a disparu on ne sait comment, mais il y en a de nombreuses copies. M. Bonvalot en cite quelques-unes : celle des archives de Beaumont, copie de 1788, celle de la Bibliothèque nationale, celle des archives de la Meuse et de Bouillon, celle de la bibliothèque publique de Nancy, celle des Archives nationales de France, etc. . . M. Bonvalot a publié pour la première fois le texte latin en 1883. Il existe une copie de la loi de Beaumont aux archives départementales de Mézières, L. 50 et 662.

peuple. Mais comme elle est avant tout un acte administratif elle néglige le droit privé et en particulier elle ne contient rien sur le droit matrimonial.

L'autre loi de Beaumont est celle que l'on a aussi appelée *l'arche* à cause du coffre de bois dans lequel elle était conservée (1). Elle est le développement de la première. Celle-ci comprenait 57 articles. L'arche en compte 163. On ne saurait lui donner de date, car elle s'est faite petit à petit, les articles s'ajoutant les uns aux autres au fur et à mesure des besoins des bourgeois de la ville de Beaumont et de ceux des autres villes qui en suivaient le droit.

La charte de Guillaume avait eu dans toute la région un grand retentissement. Elle fut utilisée par la plupart des seigneurs dont les sujets menaçaient de secouer le joug. Ils prévenaient leur révolte en leur accordant des franchises, et comme elle était alors considérée comme le modèle des chartes, ils s'en inspiraient dans les leurs ou bien même ils se contentaient « d'y mettre » leurs villes et leurs villages (2). Cette charte avait donné à Beaumont une ré-

(1) L'arche était le grand coffre de bois dans lequel les bourgeois des villes neuves gardaient les actes importants concernant la ville ou les particuliers.

(2) M. Bonvalot, p. 155 et suiv., cite plus de 500 villes à la loi de Beaumont. On peut y ajouter celles qu'indique M. Laurent dans ses *Variétés historiques ardennaises* (IX, 30 et VI, 6): Wautrin-court, aujourd'hui St-Laurent, canton de Mézières, 1280. Villers-sur-Lumes, 1230. Sachy, 1235. Vaux et Signy Montlibert, 1273. Tetagne, 1302. Blagny, 1318.... On trouve encore La Neuville à Maire, par Hugues II, comte de Rethel, en novembre 1200 (*Trésor des Chartes de Rethel*, t. I,

putation de ville juridique. On y venait prendre droit. Les jugements que l'on y rendait s'appelaient des « records » et étaient obligatoires. On y connaissait des affaires d'ordre judiciaire, administratif et politique. Beaumont devint une sorte de cour supérieure de justice où les maires et échevins demandaient des conseils, où l'on réunissait des arbitres pour donner plus d'autorité à leurs sentences (1). On comprend comment le droit se développa dans un tel milieu et de quelle importance sont pour nous les quelques dispositions que l'on trouve dans l'arche sur le droit matrimonial.

Loi de Vervins.— Elle fut donnée aux bourgeois de Vervins en 1238 par Thomas de Couci, fils de Raoul de Couci qui leur avait octroyé leur première charte en 1162. Elle n'est que la confirmation de celle-ci, mais dit Thomas : « par commun assens je et li bourgeois de Vervins, avons aucunes choses ajostées, muées et amendées par commune utilité. » Elle contient quelques dispositions intéressantes

741). Messincourt par Gobert de Braux, sire de Messincourt et Hawis sa femme en 1278, « le lendemain de la florie pake », *Archives des Ardennes*, L. 753. Pasmange et Bagimont en mars 1322, par Eguier de Neufmanil, *ibid.*, 2315. Pour Semoye, Semuid, M. Bonvalot catalogue la copie du XVIII^e siècle d'une charte donnée en mai 1248 par Guille de Vonc, Pierre de Vonc, Gaucher de Charbogne, chevalier et seigneur de Semoye (collect. de M. Fromageot, propriétaire à Semuy, Bonvalot, p. 204). *Le Trésor des chartes de Rethel* la relate comme étant de juin 1258, t. I, p. 361.

(1) Le 13 décembre 1366, Louis II, comte de Flandres et de Rethel, conclut avec Robert, duc de Bar, un traité statuant que si un débat de prise ou d'arrest advient entre les prévostez, il sera réglé par 4 arbitres, réunis à Beaumont-en-Argonne, *Trésor des chartes de Rethel*, t. II, p. 180.

sur le droit matrimonial. Elle a été publiée par M. Menesson dans son livre sur les chartes de Vervins.

Elle était suivie sans doute à Vrigne-aux-Bois, Tendrecourt et Saint-Bâle et certainement à Chémery en 1382 (1). Il semble même que Glaire l'ait reçue vers 1315 ainsi que le pays compris entre la Meuse, la Bar et le ruisseau de Thelonne (2).

Lois de Bouillon et de Renvez.

La loi de Bouillon devait être en vigueur à Noyers et dans les environs au XII^e siècle (3). Au XIII^e, Hugues II, comte de Rethel, l'établit à Château-Regnault en le fondant (mai 1227) (4). Mais c'est surtout dans l'Est et le Nord-Est de Sedan qu'elle devait être le plus usitée. Malheureusement elle est perdue. La loi de Renvez dont on a retrouvé un fragment est également mal connue. On ne s'accorde même pas sur le Renvez dont elle porte le nom (5). Comme elle a été adoptée par Beaudoin d'Or-

(1) « Chémery... et est icelle ville à la loi de Vervin... —, Vrigne, Tendrecourt et Saint-Baale sont au seigneur de Vervin », *Trésor des chartes de Rethel*, t. II, p. 282.

(2) Thomas de Couci, seigneur de Vervins, octroie en effet une charte à Glaire le 9 juillet 1315 dans laquelle il dit : « Glaire, Chémery et tout ceux qui asserront entre Meuse et Bar et le rus de Tellonne, seront mi bourgeois et mes hommes en la manière et forme par devant est dit. » *Trésor des chartes de Rethel*, t. I, p. 515.

(3) Le 25 mai 1189, Herbrand, châtelain de Bouillon, sur le point de partir pour la croisade, donne à l'abbaye St-Hubert pour le prieuré de Bouillon son alleu de Noyers et lui confirme la donation du bois de la Marfée et de l'alleu de Hollogne (*Cartul. de St-Hubert*, t. I, p. 158).

(4) *Trésor des chartes de Rethel*, t. I, p. 93.

(5) V. l'abbé Roland, *Orchimont et ses fiefs*, p. 61 et suiv.

chimont pour la seigneurie de Gédine, en 1236, il est probable qu'elle était en usage dans la même région que la loi de Bouillon.

Il y avait sans doute encore d'autres lois, comme celle d'Ivois, qu'a publiée M. Laurent et qui n'a pas de date (1).

Cartulaires. — Tels sont les documents les plus importants sur le droit des environs de Sedan pendant la féodalité. Nous y avons joint quelques chartes extraites des cartulaires des abbayes et des couvents voisins, notamment ceux d'Orval (2), de Saint-Hubert (3), de Signy (4) de Saint-Pierre-les-Mézières (5), de Novy (6), etc...

Les textes que nous avons réunis ne nous permettent pas de faire une étude détaillée sur l'association conjugale avant le xvi^e siècle. Les lois en effet contiennent peu de dispositions la concernant. Elle était soumise à des usages, et lorsque les seigneurs s'en occupaient dans leurs chartes, ce n'était le plus souvent que pour régler

(1) *Variétés historiques ardennaises.*

(2) *Cartulaire d'Orval* publié par Goffinet et *Chartes d'Orval* par Delescluse (2 fascicules), Bruxelles, 1896. L'abbaye d'Orval a été fondée en 1070 par Arnould II, cinquième comte de Chiny. C'était la plus ancienne abbaye cistercienne du diocèse de Trèves et des provinces lotharingiennes.

(3) *Cartulaire de St-Hubert* publié par Kurth (2 vol.). L'abbaye de St-Hubert fut fondée vers le commencement du viii^e siècle par Pépin d'Héristal et sa femme Plectrude. Les archives en ont été brûlées en 1130.

(4) *Manuscrit des archives départementales de Mézières.*

(5) *Idem.*

(6) *Idem.*

certaines questions auxquelles ils étaient particulièrement intéressés, pour décider par exemple que celui qui épouserait une femme de leur ville et y demeurerait un an avec elle serait de leurs hommes et vice versa (1), pour interdire à leurs vassaux de se marier avec des femmes de certaines villes (2) ou d'une condition infé-

(1) Item. Sy aulcun des hommes du Comte comme des estrangers dedans la ville prent une femme et épouse, et il y demeure par ung an en tout, il serat réputé pour bourgeois. Charte d'Ivois, publiée par M. Laurent dans les *Variétés historiques ardennaises*.

(2) Accord par lequel Grimoard, évêque de Comminges, administrateur de l'abbaye de la Grande-Sauve, ratifie la paix intervenue en 1205 entre l'abbé Amalvin et Hugues II de Rethel, traite avec le comte Hugues III de la fondation d'une ville franche à Corny, et règle avec lui d'autres droits relatifs au prieuré de Novy, août 1233 :

« Si quis burgensis hujus ville, cum aliqua de mulieribus comitis, sine assensu suo, vel cum aliqua de mulieribus ecclesie, sine assensu prioris, contraxerent matrimonium, oportebit eum, venditis possessionibus suis, exire de villa, nisi de assensu comitis qui mulierem suam acceperit, vel de assensu prioris qui cum muliere ecclesie contraxerit, ibidem valeat remanere. » *Cartulaire de Novy. Archives départementales des Ardennes*, H. 11, fol. 45 verso et *Trésor des chartes de Rethel*, t. I, p. 108.

Charte de Rethel 1253, juillet, par Gaucher comte de Rethel :

Et si est assavoir que je octroie à tous mes bourgeois de Rethest et veuil qu'il se marient fors de Rethest et dedens Rethest partout là où chascun voura et à quelle fame il voura, fors à mes fames de corps et as fames de gistes, et as fames de mes fievés, lesquelles fames de mes fievés li bourgeois de Rethest ne pourront prene fors par les fievés. *Trésor des chartes de Rethel*, t. I, p. 226.

« ... Et vice versa non licebit hominibus de dicta castellania de Rocourt et de dicto comitatu transire in banum de Remilleio, nec in villas in dicto banno constructas vel construendas, causa ibidem commorandi, nisi matrimonii causa de uno banno transierint ad alium quo casu contingente, qui causa matrimonii de uno banno ad alium transierint, ad bona ipsorum immobilia hereditaria regressum non habebunt, et dominus de sub cujus banno recesserint pena predicta contentus, in dictis personis vel earum heredibus, occasione dicti

rieure (1), pour établir leurs conventions matrimoniales de manière à éviter tout préjudice (2), enfin pour tarifer les

recessus, nihil poterit reclamare. » Juillet 1239 (Accord entre l'abbé de Mouzon et Hugues III, comte de Rethel, au sujet du ban de Remilly, d'Allicourt et d'autres villages).

Au contraire, charte donnée aux bourgeois de Bourcq par Jean, comte de Rethel, décembre 1247. « Quiconques bourgeois demourra à Bourc, il porra penre femme où qu'il vorra. » *Trésor des chartes de Rethel*, t. I, p. 182.

« Quiconques bourgeois qui demeure à Raucourt où à Haraucourt pourra pranre femme où qu'il voudra ; mais je fais assavoir que bourgeois de Raucourt et de Haraucourt ne peut pranre aucunes des femmes le Chastellain de Maisières ne aucunes des femmes le Seigneur d'Orcimont, desquels ilz sont tenant. Et se je pour ce en vouloir au cun quereler et disoie qu'il eust prise aucune des femmes desdits seigneurs à femme se ly eschevins dient qu'elle soit femme à aucun desdits seigneurs, cil qui l'aura prinse sera à ma volonté pour le forfait, et se luy eschevin dient qu'elle... » Fragment de la charte communale de Raucourt et Haraucourt octroyée en avril 1255, par Gaucher, comte de Rethel. Parchemin découvert en 1891 à la mairie de Billy-aux-Oies (canton d'Attigny), par M. Laurent, archiviste des Ardennes, et publié par lui dans les *Variétés historiques ardennaises* (Picard, Paris, 1892).

Ne se pusent mariez se ce nest à franche villes ou à femme sainte qui nait point de xente, et cil le faisoient, li seignours averoient à heritaiges et moibles.. Charte du Ban de Buzy. Bonvalot, appendice, p. 50.

Et est asscavoyr que mesdicts bourgoys devant dict ne puellent et ne doibvent marier leur anfans à ville batisse, se ce n'estoit desous moy ou franche ville que fust à la loi de Beaulmont ; et se ils ce maryoient en ville batisse fors que desous moy ils seroient lors hoirs de loix. Charte de Chenières et Cuttry, 1281, *ibid.*, p. 52.

(1) « Si quis parem sibi uxorem non duxerit, vel aliquem occiderit, comitis voluntati subjicietur. » Charte concédée par Hugues II comte de Rethel aux habitants du Châtelet en août 1200. *Trésor des chartes de Rethel*, t. I, p. 37.

(2) Accord entre Oudard d'Aulnay, maréchal de Champagne, et Hugues II, comte de Rethel au sujet de mariages entre leurs serfs.

Ego Odardus de Alneto, Campanie marescallus, omnibus presentibus et futuris notum facio quod talem inter me ac karissimum con-

formariages (1). Quant aux actes juridiques privés, ils ne permettent guère que des conjectures. C'est donc plutôt par nos documents eux-mêmes que par nos commentaires que nous essaierons de donner une idée d'ensemble sur le droit matrimonial de notre région, antérieur à la coutume. Nous pouvons dire dès maintenant qu'il ne nous a pas paru différer sensiblement d'un fief à l'autre et qu'il sem-

anguineum, ac dominum meum Hugonem, comitem Regitestensum, compositionem et excambium fecimus quod cum Haimo de Perneio, homo meus, debuit in uxorem ducere Julianam, filiam Odonis majoris, pariter feminam dicti comitis, similiter et Johannes, dicti Odonis filius, debuit in uxorem ducere Hauritam, sororem supradicti Haimonis, feminam meam, ego domino meo quietavi in perpetuum eam dem Harietam, ipse vero michi Julianam. *Sciendum est siquidem quod tales sunt conventiones in supradictis matrimoniis* : quod dicta Havieta omne hereditagium suum, quod habere debebat de capite suo, et quod movebat ex parte sua quietavit in perpetuum Haimoni, fratri suo, et uxori ejus Juliane ; Juliana quoque quietavit totum hereditagium suum de capite suo Johanni fratri suo et Hariete uxori ejus, in perpetuum possidendum. Est etiam sciendum quod si alter maritorum dictorum priusquam uxor sua, ex Dei voluntate et placito moriatur sine herede, uxor illius mortui tenebit unam medietatem totius hereditagii quod inter se habebunt ex parte sua, et loco illius hereditagii, quod quietavit, ex parte mariti sui movebat, tenebit in dotem et ad heredes ejusdem mariti altera medietas revertitur. Si autem alteram illarum prius mori contigerit sine herede quam maritum suum, hereditagium suum ad suos heredes revertetur. Hec quidem omnia, sicut supradicta sunt, diligenter coram nobis laudaverunt dictus Odo major et ejus liberi, et Haimo, et omnes ejus fratres ac sorores. Actum anno Domini M. cc^o vicesimus, mense januario, in cratius Epiphanie. *Trésor des chartes de Reithel*, t. I, p. 79.

(1) S'il advenoit que aucuns prenoit femme qui fut femme de Saint-Mart, il seroit tenu envers mi de C sols parisis pour son fourmariage ; et partout en autres lieux, hors mis les femmes Saint-Mart, il se pouroit marier sans meffaict. — Charte accordée aux bourgeois de Glaire, par Thomas de Coucy, 9 juillet 1315. *Trésor des chartes de Reithel*, t. I, p. 515.

ble avoir été dans ses principes le même que celui de Beaumanoir. On pouvait s'y attendre. Le droit comprend en effet deux parties. L'une est pour ainsi dire toute superficielle. C'est celle que l'on voit changer continuellement avec les conditions de la vie. L'autre, profonde, demeure longtemps la même sous les formes différentes et passagères dont elle se trouve successivement revêtue. Elle se manifestait avant le ^{xvi}^e siècle par les ressemblances des usages. La rédaction des coutumes a été le grand dépouillement qui l'a mise en lumière. Elle a passé dans le code. Il est naturel qu'elle apparaisse plus clairement dans le droit matrimonial que dans tout autre droit, car il règle les rapports qui dépendent le moins des circonstances extérieures.

Nous nous occuperons tour à tour de la personne et des biens des époux.

SUR LES ACTES DU MARI ET DE LA FEMME

Lorsque l'on considère l'histoire du droit matrimonial en France depuis l'époque gallo-franque jusqu'à nos jours du point de vue des pouvoirs des époux, il semble que l'on pourrait la diviser en trois périodes. La première, obscure, pendant laquelle ils avaient peut-être des pouvoirs égaux sur leurs biens, irait jusqu'à l'apparition des chartes qui montrent le mari contractant seul pour sa femme et pour lui, jusque vers le ^{xii}^e siècle ; la seconde

s'arrêterait au moment où il est considéré en principe comme le maître unique de la communauté, c'est-à-dire aux coutumes, et nous serions dans la troisième au cours de laquelle la femme paraît prendre une place d'associée dans la société conjugale autrement organisée que la primitive. Ce seraient des périodes à limites très vagues. On pourrait dire plus justement que les pouvoirs des époux ont décrit deux courbes concentriques de sens contraire. Les coudes en sont de près difficiles à distinguer, mais de loin, on les aperçoit assez nettement.

La plupart de nos documents sont du ^{xiii}^e siècle. La femme avait alors une personnalité civile importante. « Fille ou veuve, dit M. Bonvalot, la femme majeure contracte valablement et librement ; elle aliène, elle vend, elle achète, elle engage, elle cautionne sans pouvoir jamais s'aider du sénatusconsulte Velléien pour revenir sur ses actes » (1). Cela ressort de la loi qu'il cite. Cependant pour les veuves, on rencontre au ^{xiii}^e siècle de nombreux actes qui contiennent le consentement de leurs enfants (2). Ils concernent sans doute des biens de com-

(1) Bonvalot, p. 466, Loi de Beaumont, art. 23, 99, 126, 141. On ne rencontre pas de traces du Velléien dans notre pays avant le ^{xiii}^e siècle.

(2) C'est ainsi qu'en 1235, Mathilde d'Imécourt, veuve du chevalier Pierre des Termes, avec le consentement de ses enfants et de ses suzerains, a vendu au prieuré d'Evergnicourt toute sa dîme de Prouvais, *Cartulaire de St-Hubert*, p. 268.

T. Jo(hans) sire de Cons et je Ponce, sa fame, faesons conoissant à tous que dame Heluis, la fame Ruetin de Cons qui fu, at done (it) por Ben en amœne *par le creant de Renaldin Cocherel, son fil*, et

munauté. Au xiv^e siècle elles agissaient quelquefois avec un mainbour (1).

La femme du seigneur partageait avec lui non seulement ses titres de noblesse, mais aussi son pouvoir sur certaines terres (2). Elle concourait aux fondations de

(d) Gertrut, sa fame, à la mayson Sent Mychiel de Cons... un mu-de froment. 1353. *Cartulaire de St-Hubert*, p. 337.

(1) Catherine de Mérode, veuve de Barthelemy d'Autel, vend la seigneurie d'Orchimont à Evrard de la Marck, 12 janvier 1437 (n. st) (par devant le prévost d'Orcimont) : « Vint et comparu personnellement de sa pure, libre et france volonté, noble damoieselle Katherine de Rodez, dame de Commertze, *accompaignie de saize et honorable escuyer Eustache de Liers, son mainbour, licentié et autorissié de son dict mainbour* et recosneut qu'elle avoit donné, cédé et transporté et du fait entièrement renonchié et quicté et par ces présentes lettres, donne ... *par le grey, conseil et consentement de son dessus dit mainbour*... Orchimont et aussi pareillement une certaine lettre, tant le contenu et vertu d'icelle, que tres illustrissime prince l'empereur nostre sire avoit donné à Bertelmeus d'Autel, son mari... parlant de la some de sept mil florins de Rin ... elle garantit (*par lie et son mainbour*) sur tous les biens (à elle) et renonchant la dicte damoiselle Katherine et son dict mainbour à toutes graces, respis... » *Orchimont et ses fiefs*, par l'abbé Roland, p. 411 et suiv.

Dans le droit de Liège, la femme même mariée était souvent assistée en justice par des mainbours (V. le Pawlheiart de Liège). Le mot mainbour semble avoir signifié quelque chose comme conseil, tuteur, dans le nord-est de notre pays : — En nostre présence (comtesse de Luxembour) par devant le seneschai delle conteit de Luxemborch... fut jugié ... que tel paix et tel ordonnance... devoit estre et estoit de vallours... par tant que ledis Helluis astoit en plain mariaige et mainbours de luy et de sa femme et bien en tel point qu'il pooit ladite pais accepter et confermeir sans nelluy a appeler... 1316. *Cartulaire de St-Hubert*, p. 476. Il ne s'appliquait pas qu'aux conseils, aux défenseurs des veuves et aux maris ; il avait le sens général de protecteur : en 1418, Evrard III de la Marck fut élu mainbour de l'Evêché de Liège. *Chronique de Jean de Stavelot*, p. 164 et 168.

(2) Quand Messire de la Ferté affranchit Limes à la loi de Beau-

villes (1). Elle pouvait même être reconnue officiellement « *domina ville* », c'est-à-dire propriétaire d'une ville, et honorée comme telle indépendamment de lui (2). Elle avait un *sigillum* qu'elle apposait sur ses actes solennels (3).

La femme du vassal était en principe soumise comme l'homme aux droits de bourgeoisie (charge réelle de tout détenteur d'une maison), de terrage (redevance due pour les terres arables), de préage (redevance due pour prés), aux redevances en poules, céréales et numéraire, aux corvées et services (4).

mont en 1254 : « Et se ne puet mins tenir éritage ou ban de Lymes, se il ne meurt ou ban et en la ville, se par la volonteï monsieur et madame n'est. *Cartulaire d'Orval*, p. 330. — Arnould de Chiny et Jeanne sa femme, « comtesse de ces mêmes lieux », règlent un différend entre l'abbaye d'Orval et Lambert d'Etalle en 1233, — etc... *Cartulaire d'Orval*, p. 325.

(1) Par exemple charte de Marville 1263.

(2) Dans une convention conclue par l'abbé de Maire avec Hugues II, comte de Rethel, et Félicité sa femme, à l'occasion de la fondation d'une ville neuve à Maire (qui sera régie par la loi de Beaumont), en 1218, on trouve :

«... Inter nos et ipsos (comes Hugo et Felicitas, uxor sua) talem celebravimus pactionem quod comitissa predicta, quamdiu vixerit, *domina ville erit et villam in manu sua tenebit* ; post decessum vero ipsius ad eum qui comes fuerit Regiteste dominium ville in perpetuum redibit tali condicione quod jam dicti comes videlicet et comitissa et qui eis in hereditate succedent non poterunt villam ipsam extra manum suam mittere, nec dividere, nec pignori obligare nec alii concedere, priori nobis aliquid in elemosinam voluerint conferre... » *Trésor des chartes de Rethel*, t. I, p. 71.

(3) En 1225, donation de l'usage d'une grange à Orval par Gobert sire d'Apremont et Dun et sa femme : « *sigillum nostrum cum sigillo prædictæ uxoris nostræ* », » *Cartulaire d'Orval*, p. 232.

(4) Bonvalot, p. 419 et suiv. — « La femme doit cinq corvées à ses seigneurs, et ne doit le seigneur laisser l'une pour l'autre et la com-

Elle pouvait être témoin (1).

Enfin, il semble qu'elle ait eu le droit de vote dans certaines villes neuves (2).

mander le soir pour le matin sans danger ny amende ; la première à fauciller les bleds, la seconde à sarcler les avoines, la troisième à la fourche et fauciller les prez, la quatrième à couper les bleds et la cinquième à enjaveler les avoines ; et lesdits seigneurs la doivent nourrir et luy donner pour son souper un pain appelé une cine ; et put la femme, le jour qu'elle va à la corvée, porter le dîner à son mary dans l'estendue du ban et pas plus ; et put aussi enfourner une fournée de pain et le venir le retirer hors du four ; et en allant à laditte corvée, elle peut porter un enfant avec un berceau sur sa teste, un autre sur son bras et un autre en son ventre s'il y es. » Charte de Parroy, 1199. Bonvalot, appendice, p. 2. — La corvée était un impôt personnel. Il y en avait d'autres qui n'étaient perçus que par chef de maison : « Et chacun chef de maison me devra... et ne fera l'homme et la femme qu'un chef de maison ». Charte donnée par Guillaume de Resson, aux habitants de Resson en novembre 1298. *Trésor des chartes de Rethel*, t. I, p. 785.

(1) Charte donnée à Rozoy par Roger, sire de Rozoy et de Chaumont en mai 1249 : « ... et à tesmoing recevroient ciaux ou celes qui esté avoircint à la meslée que il feussent puis que il fëissent à croire ... » *Trésor des chartes de Rethel*, t. I, p. 765.

En 1087, Roger, comte de Porcien, fonde le Prieuré de Chateau-Porcien, le dote et le donne à l'abbaye de St-Hubert :

Hujus donationis testes fuerunt quorum nomina subscripta sunt. S. Rogeri comitis ; S. Raginoldi archiepiscopi Remensis ; S. Alberti comitis Namurcensis ; S. Ermengardis comitisse ; S. Sibilie filie ; ... et aliorum multorum (Ermengarde est la femme du comte et Sibille est sa fille). *Cartulaire de St-Hubert*, t. I, p. 74.

(2) Charte octroyée en 1365 à Pont-à-Mousson par le duc Robert de Bar :

« Voulons encore et ottroyons que nos bourgeois et bourgeoises ensamble puissent faire et eslire justice pour eux gouverneur, c'est assavoir maire et eschevins le jour de la Penthecouste par commun accord des diz bourgeois et bourgeoises de notre chasteil et bouch et en la manière que nos dis bourgeois et bourgeoises dudit Pont en usent et ont usé ». Bonvalot, p. 373.

Parmi les signatures d'un accord entre l'abbé et le procureur de

La femme jouissait donc dans notre région de droits considérables. Sa situation dans le mariage était-elle en rapport avec eux ? Nous n'avons pas de renseignements précis sur ce point mais il est vraisemblable, d'après les chartes, que son rôle dans la société conjugale était inférieur à celui de son mari. Ce qu'en disent les moralistes qui ont écrit sur le mariage permet de les mieux comprendre. En voici deux pris un peu au hasard parmi les moins connus.

En 1373, le chevalier de la Tour-Landry a fait un livre pour l'enseignement des femmes mariées et à marier (1). Suivant lui, il est nécessaire que la femme obéisse passivement à son *seigneur* (2). Celui-ci est responsable des ordres qu'il donne (3), mais elle ne doit pas les critiquer, ou plutôt elle ne doit pas lui résister ni lui faire voir ses torts devant le monde (4), mais elle peut le reprendre

l'Eglise de Belleval en Dieulet, Jehan de Cueille, seigneur de la ville de Vaux-en-Dieulet d'une part et le maire, les eschevins et toute la communauté de la ville de Vaux d'autre part, touchant la charte de cette ville, on relève 18 noms de femmes, 1317. — V. Bonvalot, *Appendice*, p. 78.

(1) Publié par M. Anatole de Montaiglon en 1854 chez Janet, à Paris.

(2) Il appelle le mari le seigneur de la femme. Cela ne lui est pas particulier. On disait indifféremment *mary*, baron ou seigneur. Chez lui cependant on peut croire qu'il y ait eu une intention à cause de l'insistance avec laquelle il lui donne ce titre.

(3) Et ainsi doit toute bonne femme fère, craindre et obéir à son seigneur et faire son commandement, soit tort soit droit, se le commandement n'est trop oultrageux, et se il y a vice, elle en est desblamée et demoure le blasme, se blasme y a à son seigneur, p. 43.

(4) Une bourgeoise disoit tant anvieusement à son seigneur, qu'il fut tel et courroucié de soy veoir ainsi ramposner devant la gent...

doucement (1) dans l'intimité. Telle est l'idée du chevalier : Dans le monde, le mari doit être le chef du ménage.

C'est ce qu'il observe, autour de lui, parmi ceux qui peuvent être pris pour modèles. Pour que la femme ait la paix et le bonheur à son foyer, il faut qu'elle se soumette complètement et aveuglément à son mari (2). C'est un conseil pratique. S'il a besoin d'arguments, il rappelle que le mari a été donné par Dieu ou bien il montre comment le lion veut être maître chez soi (3). Il invoque ainsi la nature et la religion, mais c'est d'abord dans le monde qu'il voit qu'il puise les règles de vie qu'il enseigne. Il dit : il faut que cela soit ainsi puisque Dieu et la nature le veulent et parce que c'est le plus sûr moyen d'être heureux. Pour lui, la domination du mari est une nécessité

haulça le poing et l'abbalti à terre et oultre la fery du pié au visaige et luy rompit le nez. Si en fu toute sa vie deffaite et ainsi par son ennuy et par sa riote elle at le nez tort, qui moult lui mesadvint. Il luy eust mieux valu qu'elle se feust teue et soufferte, car il est raison et droit que le seigneur ait les haultes parolles, et n'est que honneur à la bonne femme de l'escouter et de soy tenir en paix et laissier le hault parler à son seigneur..., p. 40.

(1) Mais je ne dy mie que quant vous serez privéement seul à seul, vous vous povez bien eslargir de dire ou faire plus vostre volenté, selon ce que vous saurez sa manière.

(2) Et pour ce nulle femme ne doit escondiur ne reffuser le mandement de son seigneur se elle vieult samour et sa paix garder.

(3) Je vous diray l'exemple du lyon et de sa propriété ; quand la lyonnaise lui a aucun despit fait, il ne retournera plus à elle de tout le jour, ne la nuit, pour chose qu'il aveingne. Sy lui monstre ainsi sa seigneurie, et est bon exemple à toute bonne femme, quant une beste sauvage, qui nulle rayson ne scet fors que nature qui lui esmeut se fait craindre et douter à sa compaignie. Or, regardez donc comment la bonne femme ne doyt desplaire ne desobeir à son seigneur que Dieux li a donné par son saint-sacrement.

naturelle ou mieux sociale, et c'est comme telle qu'il l'ordonne : il demande à la vie la plupart de ses principes et ceux qu'il cueille autour d'elle ont toujours quelque utilité pratique. Il est ainsi très moderne.

On pourrait en dire autant du *Ménagier de Paris* écrit entre juin 1392 et septembre 1394 par un auteur inconnu (1). Il prêche à la femme la même soumission (2). Il demande à la religion des principes (3), mais surtout des exemples (4). Il constate la prétention du

(1) *Le Ménagier de Paris* publié en 1846, t. I.

(2) La femme doit obéir passivement : « Il ne convient point que le mari vous die la cause de son commandement, ne qui le meut car ce sembleroit un signe de le vouloir ou non vouloir faire selon ce que la cause nous sembleroit ou bonne ou autre, ce qui ne doit pas cheoir en nous ne en nostre jugement, car à luy appartient de le savoir tout seul et à vous n'appartient pas de luy demander se ce n'est après, à vous deux seulement et à privé. » p. 134.

(3) En reprenant le premier point des quatre particularités qui dit que vous soyez humble à vostre mary et à luy obeissant, etc..., l'écripture le commande *ad Ephesios*, v° où il est dit : *Mulieres viris subdite sint sicut dominis quoniam vir caput est mulieris sicut christus caput est Ecclesie*, c'est-à-dire que le commandement de Dieu est que les femmes soient subjectes à leurs maris comme à seigneurs car le mary est aussy bien chief de la femme comme nostre Seigneur Jesu Christ est chief de l'Eglise, p. 97.

(4) Et par Dieu, il n'est pas toujours raison de dire à son souverain : je n'en feray rien et n'est pas raison ; plus de bien vient d'obéir et pour ce je tray à exemple la parole de la benoite vierge Marie, quand l'ange Gabriel lui apporta la nouvelle que nostre seigneur s'enumbre-roit en elle. Elle ne respondit pas : ce n'est pas raison, je suis pucelle et vierge, je n'en soufferray rien, je seroie diffamée ; mais elle obéissamment respondi : *fiat mihi secundum verbum tuum*, qui vault autant à dire comme ce qui luy plaist soit fait. Ainsi elle fut vraie humble et obeissant, et par son humilité et obéissance grand bien nous est venu..., p. 128.

mari comme un fait (1), et pour la justifier il met la raison, l'Eglise et Dieu, sur le même pied (2). Au fond ce qui le guide, c'est aussi une considération pratique (3).

Comme on le voit le *Ménagier de Paris* et le livre du chevalier de la Tour Landry se ressemblent fort, dans le fond et dans la forme. La seule différence consiste en ce que le premier a l'apparence plus religieuse que le second. Leurs principes sont les mêmes et leurs arguments. Ils sont contemporains. On pensait donc au *xiv^e* siècle que le mari était le chef naturel de la femme et que la soumission de celle-ci était une nécessité sociale. Au commencement du *xiii^e* siècle, l'Empereur Henri avait dit à sa fille tot privéement : « Bêle fille, vous avés chi pri un homme avec lequel vous vous en alés ; il est anques sauvages ; car vous n'entendés pas son langage, ne il ne set se poi non del vostre ; mais pour Dieu, gardés que vous jà pour çon ne soyés umbrage vers lui ne vilaisne, car mult est grans hontes à gentil feme quant elle desdaingne son mari et si en est trop blasmée de Dieu et dou siècle. Pour toutes coses, gardés pour Dieu que vous ne laisciés vostre bon usage

(1) Sachiez qu'il n'est si povre homme ne de si petite valeur, puisqu'il soit marié qui ne vueille seignourir... p. 236.

(2) Puisque ainsi est que Dieu, l'Eglise et la raison veuillent qu'elles soient obéissans et que leurs maris veuillent qu'elles aient tant à souffrir et que pour pis eschever il leur est nécessité de eulx soubsmettre de tout à la volenté de leurs maris et endurer patiemment ce que iceux maris veulent..., p. 125.

(3) Ne l'on ne peut mieulx ensorceller un homme que de luy faire son plaisir, p. 170.

pour l'autrui mauvais et soyés douce et de bon aire et soufrans tant et ossi avant comme vostre mari vaura et si honnorés toute sagent pour lui. Mais sor tout vous gardés que jà, pour amour que vous ayée à iaus, ne k'il aient à vous, ne retrayés vostre coer de nostre gent dont vous iestes extrait (1). »

Si le monde et les moralistes des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles considéraient le mari comme le chef de la femme, ils étaient en avance sur le droit, car elle avait, comme nous le savons, une personnalité civile considérable et nous verrons d'autre part que son rôle d'associée était encore loin d'être absorbé par celui du mari : ce que l'on pense des mœurs et ce que l'on en écrit les devance toujours. Nos moralistes nous indiquent le chemin qu'elles vont suivre. Ils nous font prévoir que dans la vie juridique des époux, la seigneurie du mari s'affirmera comme elle s'affirme dans leur vie privée et ils préparent ainsi notre interprétation des quelques renseignements que nous trouverons dans nos textes sur le fonctionnement de la société conjugale.

Le diplôme d'Otton III, notre document le plus ancien, montre qu'au ^x^e siècle les époux concouraient dans les donations pieuses (2). Les chartes des ^{xi}^e et ^{xii}^e siècles,

(1) Continuation de l'histoire de Ville-Harduin d'après les mémoires de Henry de Valenciennes. Edit. Michaud et Poujoulat, p. 129.

(2) Confirmamus insuper predicto monasterio prædia que prelibatus Gotefredus comes et conjux sua pro anime sui fratris Alberonis et sue et suorumque parentum remedio, sibi concessit et tradidit... ; v. p. 3. Ce comte Godefroy était probablement celui que l'on appela

plus nombreuses, semblent indiquer que c'était alors la règle pour tous les actes. Mais il est à remarquer que les époux ne sont pas seuls à concourir. Les actes sont le plus souvent faits par les familles tout entières (1). On peut se demander si cette collaboration avait simplement pour but de leur donner plus de solennité ou bien si tous les membres de la famille étaient considérés comme ayant des droits égaux sur les biens de la communauté (2). Elle s'explique aisément dans les donations

le Barbu, qui fut duc de Basse-Lorraine et de Bouillon et eut pour fils le fameux Godefroy de Bouillon (né vers 1050, mort en terre sainte en 1100).

(1) En 1087, donation par Roger, comte de Porcien, sa femme, sa fille et toute sa progéniture. *Cartulaire de St-Hubert*, t. I, p. 73.

Donation de serfs, « par Witier, comte de Rethel, au prieur du Mont Dieu : « In nomine Patris, et Filii et Spiritus sancti, amen, G Dei gratia venerabili priori, ceterisque fratribus Montis Dei presentibus et futuris, Iterius, Dei patientia comes Regitestensis cum uxore et filliis ac nepotibus, salutem et pacem bonam... Rogamus post hec, karissimi domini *ut pro me et pro uxore mea comitissa, necnon et filiis et nepotibus*, Dei misericordiam instanter dignemini exorare... » Après 1151, avant 1185. *Trésor des chartes du comté de Rethel*, p. 10.

(2) Echange entre Hugues, comte de Rethel, et le chapitre de St-Pierre de Mézières et accord pour l'institution d'une chapellenie, 1198 : « Que omnia, ut firmum obtineant vigoris nunimentum, *uxoris mee Felicitatis et liberorum meorum* assensu facta sunt et sigilli mei impressione roborata ». *Trésor des chartes de Rethel*, t. I, p. 35.

En août 1214, quand Foulques de Rista ou Sainte-Marie, renonce aux prétentions qu'il élevait contre l'abbaye d'Orval au sujet de la donation de son oncle naturel Soibert de Mussy : « Sed et uxor prædicti Fulconis Oda, et filius Hugo, *necdum uxoratus*, et filia Elisabet, *ferens secum filiam triennem, omnes scilicet præfati militis hæredes*, huic dono adsensum suum ore et manibus addiderunt, et in manu fratris G. Cellerarii, apud Riste posuerunt. *Cartulaire d'Orval*, p. 170. On disait au XII^e siècle : « In nomine sanctæ et individue Trinitatis

pieuses ou dans les fondations, dans les actes qui avaient pour but d'attirer sur la famille les bénédictions du ciel. Mais elle se comprend moins dans ceux qui n'intéressaient pas tous les membres qu'on y faisait comparaître. Étaient-ils là comme de simples témoins, ainsi que le disent les formules de Saint-Hubert, et quel était le rôle de ces témoins (1) ? Faisait-on concourir les membres présents de

es notum sit., quod ego Albertus comes de Chionei, conjux que mea Agnes comitissa petitione abbatis Beata Maria de Signiaco, Fratuumque suorum, Donum quod prædictæ Ecclesiæ donavimus, possessionem silicet nostram Humandicultem, quæ adjacet Parrochiæ Sanctimemii in comitatu Portuensi *coram Ludovico filio et hærede nostro recognovimus et huic dono ipsum benivole consentire fecimus cæteros que fratres suos.* Fratres vero ipsius ecclesiæ ob majorem hujus doni confirmationem *et ne subrepat occasio alicujus querela hereditibus nostris vel alii personæ* largiti sunt nobis filioque nostro Ludovico ducentos sexaginta solidos. *Ne igitur in posterum prædicta ecclesias per aliquam personam super hac elemosina patiaturs aliquam injuriam per præsentem cartam sigilli nostri signatam,* Donum quod fecimus, possessionem silicet prædictam quam hereditario jure possidemus cum omnibus appendiciis terram, prata, silvas, omnemque decimam cum omnibus denique nonariis libere et absque contradictione et sine retentione alicujus juris *pro remedio animarum nostrarum et predecessorum successorum que salute* eidam ecclesiæ *in perpetuum confirmamus.* Facta sunt hæc apud Florenvillei. Hi vero sunt testes abbas Theodoricus de Aurea Valle, Roricus Prior, Arnulphus cellerarius ejusdem loci, etc.. 1143. *Cartulaire de l'abbaye de Signy, fol. 4. Arch. dép. des Arden. H, 205.*

Le chef de famille dit aussi : « Et si oblige moy et mes choses et mes hoirs à tous les poincts et à tous les articles qui sont contenus en ceste présente charte... » 1265. *Arch. dép. des Arden. G, 9.*

(1) Vers 1120, donation faite avec le concours de la famille : Et ne per succedentia tempora aliquis hanc nostram remissionem vel donationem aliquo modo vellit infringere, hoc super ea scriptum fieri precepimus, quod sigilli nostri impressione corroboravimus, *testesque ydoneos tam ex liberis quam ex familie nostre hominibus* qui affuerunt suscribi fecimus, videlicet Elizabeth comitissa, conjux

la famille au même titre que les héritiers nés et à venir, pour donner aux actes dont la rareté augmentait l'importance, un caractère de perfection dans l'espace comme dans le temps (1)? Ou bien ne concevait-on alors que

mea, Beatrix soror mea et Godefridus, filius ejus et Brida... » *Cartulaire de St-Hubert*, p. 98 (homines veut dire *gens* et non pas seulement *hommes* : « Gernedus dictus Roncians de Sansulle, et Wydla ejus uxor recognoverunt se et heredibus suis, spontanea voluntate, non coacti, recognoverunt et asseruerunt se esse *homines de corpore nobilis viri comitis Regitestensis*, 12 décembre 1259. *Trésor des chartes de Rethel*, t. I, p. 349). — Copiait-on dans les actes privés les solennités des actes publics ? — Le 26 septembre 1081, Restitution de privilèges et donations faites au chapitre de Braux par Manassès comte de Rethel : « ... Tandem tamen ego Manasses, Regitestensis comes, ejusdem ecclesiae, quomodocumque patronus, divino respectu compunctus, in die dedicacionis ipsius, reddo canonicis ecclesiam cum prebendi, et male usurpata in melius restauro ; eaque vigere sub archiepiscopi regimine, et judicio, arbitrioque capituli majoris accelesiae Remensis, utpote dignitatem suae pristinae institutionis relinquo, annuentibus uxore Judiz et venerabili Hugone filio... Actum Braquis, sexto Kalendas octobris, et confirmatum a Manasse, *presente Remense archi presule, multaque francorum nobilitate*, anno Incarnacionis Dominicae millesimo octogesimo primo indictione tercia. *Trésor des chartes de Rethel*, t. I, p. 1.

(1) Donations solennelles avec le concours de toute la famille :

1213. Elisabeth de Villers donnant la dime de Margny, conformément à la dernière volonté de Jacques de Villers, son mari défunt le fait : Tractatu et testimonio Richardi de Pruoville, prefatae Elizabet patruï, et Hectoris, secundi ejusdem mariti, *ante portam abbatiæ Aureavallis*, multis audientibus et *in testimonium* convocatis. Laudaverant hoc idem ipsius duæ sorores supradicti Jacobi, *in Alemannia maritalæ*... Ludovicus alterius earum filius, et ambo earum mariti Rodulphus et Reneus *pro cæteris suis hæredibus*. *Cartulaire d'Orval*, p. 167.

Vers 1202, Elisabeth de Neufchateau déclare que son mayer a investi le prêtre Alard de la moitié d'une maison qui lui a été vendue par les héritiers de Payen de Mareuil. Elle donne les raisons de l'intervention des nombreuses parties à l'acte. « Et ne etiam earum (presentes litteræ) parva videretur auctoritas, placuit quorundam

les actes faits pour ainsi dire par familles, de famille à famille ? L'unité sociale était-elle alors la famille et sa tendance à devenir l'individu ne s'est-elle manifestée qu'avec l'accroissement de la population et de l'activité de la vie ? (1)

Ce concours des familles est presque général aux ^xⁱ et ^{xii}^e siècles. Il est encore fréquent au commencement du ^{xiii}^e. Les actes que nous avons où il est le plus

qui interfuerunt nomina subscribendo per litterarum durabilitatem labilem hominum memoriam premunire, ut si necesse fuerit valeant recolere qui super hiis in testimonium sint vocandi. *Cartulaire de St-Hubert*, p. 188.

(1) En 1173 Louis, comte de Chiny et sa femme Sophie, confirment des donations faites à l'abbaye, l'une par un nommé Dudon : « Uxore etiam ipsius Dudonis Elizabeth presente et fideliter laudante, de qua nondum susceperat filium vel filiam, quando loco adjudicata sunt eis (dilectis fratribus nostris Aureæ Vallis)... Terram... quam dederunt eis *Bonvalet de Yvodio et unica filia ejus Eumelot, necdum habens maritum et Odo strangulans vaccam et filii et filiae ejus omnes, et jam dictus Jacobus de Yvodio nondum habens uxorem*. *Cartulaire d'Orval*, p. 52.

En 1198, Manassès, comte de Rethel, du consentement de Beaudoin son frère, Mathilde son épouse, Hugues son fils et Félicité femme de celui-ci, donne en aumône à l'Eglise de Sauve-Majeur et Novy 12 muids de blé de rente sur la dîme d'Ecordal... moyennant quoi il est absous et pardonné par les moines, pour ses nombreux méfaits : « Notum sit universis tam presentibus quam futuris quod ego Manasses, comes Regitèstentis anime mee providum ac consulem, *astantibus Balduino fratre meo et Mathilde, uxore mea, et Hugo ne filio meo, et Felicitate uxore ipsius... dedi...* Actum anno Incarnationis dominice MC nonagesimo octavo. » *Cartulaire de Novy*, folio 27. Il semble ici que le donateur appelle au même titre sa femme et ses autres parents. Il la cite après son frère.

Les sentences se rendent aussi « contra Audam et *hæredes ejus* » (1182). — *Cartulaire d'Orval*, p. 84.

V. également p. 25, note (1).

complet sont même de cette époque (1). Cela ne veut pas dire que c'est au XIII^e siècle qu'il a fait le plus partie des mœurs, mais bien plutôt qu'elles étaient prêtes à l'abandonner. Une institution qui devient formaliste n'est pas loin de tomber : elle est comme un fruit mûr. En fait on ne rencontre plus que rarement des concours de familles dans la seconde moitié du XIII^e siècle. Ce que l'on rencontre alors, c'est le concours des époux. Il existait sans

(1) En septembre 1205, accord entre Hugues II, comte de Rethel et le prieuré de Novy :

Id ipsum etiam jurabit filius meus Hugo, si decreverit prefatus archiepiscopus quod ei suppetat etas faciendi juramentum. Sin autem cum etatem habebit juramento faciundo competentem, quod ego juravi hoc et ipse jurabit, et quod ipse priori Noviacensi faciet haberi litteras heredis Campanie confirmatorias, verbo ad verbum totam formam pacis continentes, nisi eas, me vivente, habuerit, et heredem suum pacem et conventionem istam faciet jurare, cum a se predicta ecclesie priore fuerit requisitus ». Trésor des chartes de Rethel, t. I, p. 45. Cartulaire de Novy et copie aux archives département, des Ardennes, H. 13.

Concours dans vente avec consentement d'enfants majeurs et mineurs autant que faire se pouvait, février 1210. « ... Cum Richardus Mozians et Henda ejusdem uxor de assensu liberorum suorum vendidissent... medietatem domus sue... Haec autem venditionem approbaverunt liberi eorundem qui ad annos discretionis provenerant. Scilicet Wilhelmus, Sibelinus, et soror eorum Dura et Theodoricus ejusdem maritus et omnes fidem interposuerunt preter Duram... quod de ipsa ferent garantiam. Liberi etiam eorum qui nondum ad annos discretionis provenerant interfuerunt et quantum in se fuit discretioni approbaverunt. Dederunt autem plegios... » Cartulaire de Novy, folio 16.

Le 5 juillet 1256, Jobert d'Escordal et sa femme vendent à Gaucher, comte de Rethel, leur maison du Chesnois : « Promiserunt etiam fide data, dicti miles et ejus uxor : *quod dictam vendicionem laudari facient ab herede suo, ad quem predicta omnia in parte vel in toto possunt et debent jure hereditario devenire, et hoc quam cito ad etatem perveniret dictus heres competantem.* » Trésor des chartes de Rethel, t. I, p. 274.

doute au x^e siècle, car les rares documents authentiques que nous avons sur ce sujet le contiennent. Il existait certainement aux xi^e et xii^e siècles (1).

Ici la loi de Beaumont nous fournit une indication précieuse : Art. 80. — « *L'homme peut acquerir héritage sans le gré de sa femme, mais il ne peut revendre sans le gré de sa femme.* » Il ne semble pas qu'il ait usé souvent de la faculté que lui accordait la loi, car on ne rencontre guère que des ventes faites à la fois au mari et à sa femme. Pour les aliénations comme pour la plupart des actes juridiques des époux, le concours est en général au xiii^e siècle, aussi complet que possible : ou bien les époux parlent tous deux dans l'acte (2), ou bien ils comparaissent ensemble devant leur seigneur, un membre du clergé ou des eschevins qui mentionnent leur présence (3), ou bien le mari agit seul pour lui-même et

(1) Dans le cartulaire d'Orval les premiers actes qui mentionnent le concours du mari et de la femme sont de la seconde moitié du xiii^e siècle, p. 220.

(2) En 1262, « *Je Thomas de Coucy, sire de Vervin et je Marguerite sa feme. Faisons savoir a tous ciaux qui ces lestres verront et orront que comme nous avons fait eschange envers l'abbé et le couvent de Mouson...* Arch. départ. des Arden. H. 158.

En fév. 1299, — « *Nous Richard de Lonbus, escuiers, et dameizelle Yzabias sa femme... faisons savoir que nous... avons repris en fiez... vingt livrées de terre à parisis qui nous est escheue et venue à nous par la mort madame Gile de Vone, jadis mere à moi Ysabial de-seure nommée...* » Trésor des chartes de Rethel, t. I, p. 462.

(3) Exemple de formule : En 1240... « *Colardus Davadas de Castro Portuensi et Sibilla, uxor ejus recognoverunt... vendidisse ecclesie beate Marie de Evernicurte quartam partem totius decime tam grosse quam minute de Provisex quam dicebant ad dictam Sibillam jure hereditario pertinere...* » Cartulaire de St-Hubert, p. 287.

pour sa femme (1). Il semble que cette dernière manière de procéder soit devenue plus fréquente au cours du xiii^e siècle. On rencontre de même à cette époque beau-

(1) En 1205, Hugues, comte de Rethel, et sa femme Félicité déclarent avoir transigé devant l'abbé de Sainte-Colombe de Sens avec le prieur de Novy au sujet d'un procès existant entre les parties ; « *Ego Hugo Regitestensis comes et uxor mea Felicitas universis tam futuris quam presentibus notum facimus quod nos super querelis et controversis quas adversus ecclesiam Noviacensem habebamus... Cartulaire de Novy et copie aux archives départementales des Ardennes, H. 13. Hugues signe seul l'acte.*

Vaux-les-Moines, 9 mars 1241 : « Cum Richardus de Augetort inquietaret abbatem et conventum Aureæ vallis super quadam hereditate sita in confinibus Villei et Bellonis Campanie, quam *ad Idam uxorem suam jure hæreditario pertinere dicebat...* hereditate dictum nostrum retulimus in hunc modum : quod hæreditas de qua agabatur ad ecclesiam Aureæ valis integraliter pertinebat, et quod dictus Richardus, et uxor sua, et sui, in ea nichil juris habebant. Et hoc dictum nostrum dictus Richardus, *pro se et uxore sua*, recepit et promisit servaturum. » Le mari qui agit *pro se et uxore sua*, agit-il comme administrateur d'un propre de la femme, ou bien l'immeuble est-il considéré comme un bien sur lequel les époux ont un droit égal ? Il semblerait d'après cette formule, qu'il ait un droit supérieur à celui de la femme.

Le 17 août 1242. Jean de Ramponcel, à son départ pour le pèlerinage de Saint-Jacques : « recognoist quod in nemore de Seques nullam aliam quitus partem reclamabat et poterat de jure reclamare, *nisi tantum uxoris suæ partem.* »... *Trésor des chartes de Rethel*, t. II, p. 144.

Jean sire d'Orchimont vend à l'abbaye de Laval-Dieu sa part dans la dîme de Briaucourt en 1254 : et « *avons creunteit je et ma fame par foit fiancie* que jamais a nul jour ne irons contre icest vendage par nul raison... En *tesmoignage de laqueil chose j'ai mis mon sael a ices presentes letres...* » *Archives de Méz.*, H. 243.

Le 28 juin 1350, aveu à Louis II de Flandres par Hugues de Faux. Une maison, grange, et mazures seans à Savigny, ensemble certaines arables, vignes et terraiges, homes et femmes, *que je Hugues ai et puis avoir en ladite ville de Savigny, de par la dame d'Olizy ma femme.* » *Trésor des chartes de Rethel*, t. II, p. 534.

coup plus d'actes faits par le mari au nom de toute sa famille que d'actes où chacun des membres de celle-ci comparait en personne (1). Cela semblerait indiquer

(1) 1200. Henri, sire de Laferté, ayant une discussion avec les religieux d'Orval au sujet du bois de Blanchampagne, les arbitres des parties rendent une sentence : « Ipso quoque Henrico, de consensu uxoris suæ Sophiæ, et filii Lindemardi et omnium hæredum ejus, eadem audiente et approbante. » *Cartulaire d'Orval*, p. 132.

1208. Odon de Marnai renonce à tous les griefs (omnes querelas) qu'il pouvait avoir contre l'abbaye d'Orval. Feci autem hæc laude et assensu dilectæ conjugis meæ Agnetis, et omnium heredorum meorum. *Cartulaire d'Orval*, p. 151.

En 1208, le même, moyennant cent sous, renonce aux prétentions que ses ancêtres et lui ont eues relativement à un cheval : « Notum sit tam præsentibus quam futuris quod ego Odo, dominus de Cornaco, assensum Agnelis, uxoris meæ, et omnium filiorum et filiarum mearum, querelam quam de quodam equo tradere consueveram, sicut et predecessores mei, cum ecclesia Aureævallis, pro remedio animæ et heredum meorum, eidem ecclesiæ in perpetuum condonavi. Hoc tamen memorie commendandum quod fratres ejusdem ecclesiæ, pro bono pacis et concordia conservanda, mihi centum solidos remensis monetæ cartulerunt.. » *Cartulaire d'Orval*, p. 152.

En 1241, dans une vente par Beaudoin d'Orchimont à l'église St-Pierre de Braux : « Noverit universitas vestra quod ego, de assensu uxoris mee dilecte Clementie, Joannis et Claricie, liberorum meorum, vendidi ecclesie Beati Petri Braquensis... de quibus mihi satisfactum est ad plenum ab eadem ecclesia in pecunia numerata, que versa est in utilitatem meam, uxoris meæ et liberorum meorum... Ego autem et predicta uxor mea, et dilecti liberi, fide corporali interposita, promisimus quod contra dictam venditionem, per nos, vel per alios de cetero, ratione dotis, sive aliquoque ratione, ullatenus veniemus, vel aliquid reclamavimus, sed contra omnes dicte ecclesie legitimam exinde portavimus garandiam... » C'est le mari qui signe seul : « *Quod ut ratum et in concussum permaneat, ego, pro me, uxore mea et liberis meis ... supra predictis omnibus fideliter observandis, omnibus exceptionibus et omnium tam juris canonici quam civilis auxilio, penitus adrenuntiavimus, presentes litteras prelibate ecclesie contuli, sigilli mei appensione roboratas.* » *Trésor des chartes de Rethel*, t. I, p. 142.

qu'avant d'en être le chef, il en a été une sorte de porté-for et que ce changement de qualité s'est opéré entre le ^xⁱ^e et le ^xⁱⁱⁱ^e siècle. Le concours de la famille disparaît en effet des actes vers la fin du ^xⁱⁱⁱ^e siècle. La seule trace qu'il en restera est la formule « et pro heredibus meis », et « pro successoribus meis » qui n'est déjà plus qu'un ornement augmentant l'importance de l'acte, accusant son caractère définitif, éternel. La femme au contraire continue de concourir. Elle concourt même plus souvent mais sous des formes différentes. Elle cesse d'intervenir à l'acte et d'y parler. Son mari agit pour elle ; et cette façon de procéder passe elle-même par deux étapes. D'abord le mari dit : « Moi et ma femme ». Il dit ensuite : « moi, du consentement de ma femme ». Ainsi la femme s'efface derrière son mari. Mais alors apparaît la force du principe qu'avait dégagé au ^xⁱⁱ^e siècle la loi de Beaumont : « *L'homme peut bien engager l'héritage de sa femme et le peult bien garantir tant qu'ils sont ensemble en mariage et non plus, si donc la femme ne l'accorde de son plain gré et sans contraincte. Et qui le prendrait autrement serait nul et de nul prouffict, et les amys de ladite femme y reviendront sans rien vendre* » (1). Le mari a l'administration des biens communs et des propres de sa femme, comme des siens, mais il ne peut agir sans son consentement. Il le mentionne expressément dans ses actes, qu'il s'agisse des conquêts, des propres de sa

(1) Loi de Beaumont, art. 90. V. aussi art. 80, *supra*, p. 30.

femme ou même des siens à cause du douaire (1). Lorsqu'il n'a pu l'obtenir sur le moment, ou lorsqu'il a contracté sans le demander, la femme confirme l'acte pour le rendre valable et le garantir (2). Lorsqu'elle le lui a

(1) « Je Rogiers, sires de Marcey, chevaliers, fas connoissant... que je ai vandu a tosjors en heritage et en perpetuité à hommes religieux Thiébaut, par la grâce de Deu abbes de St-Hubert en Ardenne, et au covent de cel meisme leu desordit quanque je n'ai, puis avoir et doi en la ville de Neufvillers en Ardenne, et en toutes le appendizes entierement de leus desordis... *et c'est vandange desordit ai je fait par bongrée et par l'otroi de Ysabiaus ma fame. Et je Ysabiaus fame au desordit Rogiers, ai loei et greei lou vandage et les convenances desordites...* ne rapeleraï par mi ne par autre, *pour raison d'eritage ou de douaire.* Cartulaire de St-Hubert, t. I, p. 443. V. sur le douaire, p. 149 et suiv.

En 1301, Thiebaud de Mellier, seigneur de Neufchatel en Ardenne vend cinquante moyées de haute futaie dans les bois de Saint-Bâle et de Vrigne : « *Encore, pour plus grant seurteit, je, Thiebaud deseur diz, ai priet et deprie à ma chierre compaigne, damisel Ysabel, ma femme, que toutes ces convenances deseur dites veille avoir en convent à tenir et à warandir avec mi. Et je Ysabiaus, deseur nommée à la priere et à la requeste de mon chier Seigneur et marit Thebaud deseur nomneit, qui le pooir m'a donné de ce faire, grée et loe toutes ces convenances...* et les promet à tenir fermement et à warandir sans rapel.. » *Trésor des chartes de Rethel*, t. II, p. 476.

En 1225, Renaud Ligo, seigneur de Juvincourt, a engagé contre 120 livres parisis au prieuré d'Evergnicourt le tiers de la dîme grosse et menue de Juvincourt : « *Sibilla etiam uxor ejusdem Renaldi, coram nobis dictam recognitionem laudavit et approbavit et omne jus quod habebat in dicta tertia parte quarte partis decime sive nomine dotis, sive alio modo, eidem ecclesie quittavit usque dum fuerit redempta, fidem interponens de non reclamando per se vel per alium.* » *Idem. Cartulaire de St-Hubert*, t. I, p. 247, p. 239, p. 279.

(2) Confirmation par Félicité de Coucy, dame de Beaumont, de l'échange de droits sur Lannoy et sur Bulson fait entre Baudoin d'Avesnes, son mari et Thomas de Coucy, sire de Vervins, son frère, 20 juillet 1257. « Je Felicitas, damme de Biaumont, femme mon-

refusé, il est obligé de donner à ses créanciers des garanties contre les difficultés qu'elle pourrait soulever lors de l'exécution du contrat (1). L'intervention de la

signor Bauduin d'Avesnes, fas savoir à tous ceux qui ces presentes lettres verront et orront, *que je lo et grée* teil eschange, teil marchié, et teil covenances cum messires Bauduins, mes maris, ci devant dis, a fait à mon tres chier frere monsignor Thomas de Couci, signor de Vervin, des quatre vins livrées de terre que nous aviens chacun an à Lannoit et en Bleson ; lesquies quatre vins livrées de terre nous teniens de mon tres chier oncle et signor Gauchier, comte de Retesten fié et en hommaige. Lesqueis quatre vins livrées de terre ci deseus dites, *je quit et ait quitté entièrement par ma foi fiencée, à tous jors permenablement, sens rien reclaimer ne par moi, ne par autrui, par raison de doaire, ne par raison d'aquest, ne par nule autre raison. queis qu'elle soit,* à mon frere monsignor Thomas ci deseur dit. Et weel et otroi par ma foi fiencée que mes oncles ci devant dis en preigne à homme et en saisisse mon tres chier frere monsignor Thomas ci devant dit ; *et en ce fait, je renonce par ma foi fiencie à toutes exceptions et à toutes aides de droit de creistienté et de laire justice qui me pourroient aider à aler encontre ceste quittance ci deseur ditte,* ne grever mon oncle, ne mon frere ci devant dis. Et pour ce que ces choses soient fermes et estables, *je en ait fait saeler ces presentes lettres de mon sael et les ai baillées à mon oncle ci devant dit.* Ce fut fait en l'an de grâce mil deus cens cinquante et set, le vendredi devant la Magdelainne, en mois de juillet. *Trésor des chartes de Rethel*, t. I, p. 350.

(1) Ainsi, le 16 janvier 1292, Baudoin d'Orchimont, seigneur de Romery, vend à Robert, comte de Nevers, tout ce qu'il possède dans la seigneurie de Donchery. Ce qu'il possède ainsi, c'est « *comme bon eritage qui m'est escheus* de monsieur Bauduin mon oncle » ; ce sont des propres. Comme sa femme n'intervient pas, dans un acte séparé de la même date, il « *weil et otroi* que messires li cuens deseur dis praingne, het, et ait chascan, *tant comme Madame Marie ma femme vivra*, en ma terre de Romeris. *que je taing* de Monsigneur le conte de Retest, *com ele porra aquerre pour raison de doaire en la terre de Doncheri, que j'ai v'n lue* à monsieur le conte deseur dit. » Il offre donc un dédommagement au comte pendant la vie de sa femme qu'il ne peut contraindre à déplacer son douaire. *Trésor des chartes de Rethel*, p. 427.

femme à l'acte n'était d'ailleurs pas toujours considérée comme suffisante pour préserver les créanciers : au ^{xiii}^e siècle, apparaissent les renonciations au bénéfice du sénatus-consulte Velléen et à d'autres exceptions, dont les formules prouvent que notre droit était alors en train de subir l'influence romaine (1).

En même temps que le mari s'affirme comme le directeur des affaires de la société conjugale, la femme voit diminuer son rôle d'associée. Mais alors il semble que la communauté ne soit plus si complète. Dès que les époux ne concourent plus réellement à tous les actes, on dirait qu'ils tendent à séparer leurs intérêts. Serait-ce au ^{xiii}^e siècle que remonterait cette tendance qui n'a fait que s'accentuer dans le droit moderne, et l'unité sociale aurait-elle été le ménage transitoirement entre la famille et l'individu ? Toujours est-il qu'au ^{xiii}^e siècle le mari

(1) En mai 1292, vente par Robinet de Marqueny et sa femme Ysabiaus des cens, rentes et revenus de Cherpet, au comte de Rethel : « Et je Ysabeas (*renonce*) *par ma foi à exception dou Velleyen* à tous drois de doaire et de raport et d'autre raison que je i porroie avoir ». *Trésor des chartes de Rethel*, p. 440.

En 1272, reprise en fief du comte de Rethel par Simon le Ro-beur et sa femme Alix de la terre de Jonval, qu'ils possédaient en franc alleu et vente par les mêmes au comte, de cent coudées de terre : Ils obligent leurs hoirs... leurs biens, « renoncent aux exceptions de fraude » .. : « Et je Alis, de l'auctoritet et de l'assentement Symon, mon marit, *renunse à benefice dou Velleyen*, qui bien et certainement me fu exposieis, certifies et desclairies, à tout doit que je i porroie avoir pour raison de doaire ou de raport, *à tout droit qui est otroies en faveur de la femme*, et aussi ensamble à toutes raisons et allegations qui nous porroient aidier pour empachier les choses deseur dites ou aucunes d'eles. » *Trésor des chartes de Rethel*, t. I, p. 444.

contracte souvent seul du consentement de sa femme et vice versa. Sans doute c'est lui qui est le maître (1). Les moralistes le déclarent et nous voyons dans les chartes qu'il a en fait la direction de l'association conjugale, de sorte que l'on peut dire que c'est encore lui qui contracte lorsque la femme agit avec son consentement (2). Mais

(1) « Penesson le Horgne, demeurant à Nouvy, aagiez de LX ans, ou environ... environ XX ans puet avoir, il emprunta auxdis lombarts la somme de VIII florins francs pour lesquels *il se obliga, lui et sa femme* en III muis de froment loyaulx et marchands, lesquels il tint par un an... » Il paie mais non complètement, car il est « mis à paüreté, par le feu qui en 3 ans arse par 3 fois ses maisons et hauberges et par ce délaissa à païier par l'espace de V ans ou environ ;... *Et pour ce que la femme dudit qui parle fut louée auxdits lombars, pour eulx servir en leurs maisons à Mouhon parmi VI francs pour an, et le serait VII ans continuels*, qui montoient à XLII francs, lesquels ont été rabatus par lesdis lombars, tant pour le sort comme pour le montez, *sans que il aist eu aucune chose desdits louiers et encores*, qui pix est, lesdis VII ans passés, Lorens, le lombart... fit encore obliger ledit qui parle à III florins. *Trésor des chartes de Rethel*, t. II, p. 400.

(2) En 1251, Jean de Juvincourt et sa femme Helvide, ont cédé au prieuré d'Evergnicourt leur droit de pêche à Riancourt en échange de la remise d'une rente que l'abbaye levait dans cette localité. « *Quam aisantiam insimul acquisierant*, ut dicebant... recognoverunt se dedisse... in permutationem .. Et nihil-ominus dicta domina Helvidis, fide data in manu dicti clerici, spontanea et non coacta, ut dicatedat, *de assensu et auctoritate predicti J. milis, mariti sui*, promisit quod nec ratione dotalici nec alio modo veniet contra predicta per se nec alium in futurum... » *Cartulaire de Saint-Hubert*, t. I, p. 330. C'est la première autorisation expresse du mari que l'on rencontre dans le cartulaire. Cette charte prouve que les époux aliénaient ensemble leurs conquêts.

En 1378. Adam dou Moncel et Margarite de Marqueny sa femme, dou congié, licence et auctorité doudit Adam, son marit, que elle reçut agréablement en lye... vendent... pour convertir en leurs bons usages, en acquit de pluseurs et diverses dettes, en quoy ils se disoient estre tenus envers pluseurs personnes, leurs creditours,... vint et

il n'en est pas moins vrai que la femme agit en personne. C'est le début de son émancipation. Pour quel motif aurait-on proclamé si haut la « seigneurie » du mari si elle avait été évidente pour tout le monde ? S'il est vrai que ce que l'on écrit sur les mœurs est en avance sur elles, il est également vrai que leur préparation intérieure précède ce que l'on en écrit. Lorsque les moralistes annoncent la souveraineté du mari, elle a déjà commencé de diminuer et nous pourrions penser qu'elle n'est pas loin de disparaître quand nous la verrons reconnue par

cinq sextiers de grain, .. que lesdits conjoints vendeurs tenoient, trouvoient et possédoient à cause de ladite damoiselle Margarete. » *Trésor des chartes de Rethel*, t. II, p. 238.

Au XII^e siècle, la femme agissait *per manum mariti* : En 1195 : « Ego Gaufridus, dominus de Duno, notum facio tam futuris quam presentibus quod domina Hadvidis uxor Lamberti de Danviler, pro remedio animæ suæ, antecessorum successorum que suorum salute *per manum* jamdicti mariti sui, contulit fratribus Auræ vallis pasenacia et aientias suas de Fontaines, omnibus filiis et filiabus suis benigne laudantibus. Sciendum etiam quod omnes querelas quas adversus prædictos fratres habebat, pro vitrico suo Pagano Corone, denique guerpivit et in manus domini Reniegii abbatis remisit. Hujus veritatis et pacis soliditatem, propter defectum memoriæ qui solet veritatis ignorantiam inducere et justicia derogare, sigilli mei impressione confirmo attestor et corroboro. Acta sunt hæc anno dominicæ incarnationis M^oC^oXCIV^o. » *Cartulaire d'Orval*, p. 112. La différence n'est pas seulement dans les termes. Longtemps avant qu'elle agisse en son nom personnel de l'assentiment de son mari, la femme intervenait dans les actes au même titre que les autres membres de la famille. On pourrait croire qu'au lieu d'avoir diminué, son rôle dans l'association conjugale n'a fait qu'augmenter (surtout si l'on admet avec certains auteurs que le mari l'achetait au temps des Barbares) et l'influence chrétienne n'aurait pas été étrangère à ce mouvement car si l'apôtre disait au mari « vir caput mulieris », il enseignait en même temps à la femme l'égalité des sexes.

les lois, car les lois sont toujours en retard sur les mœurs. Elles ont même l'air de vouloir les arrêter dans les formes que l'intelligence lente d'une majorité a fini par distinguer. Mais les mœurs tiennent peu compte des lois. Lorsque les coutumes adoptèrent comme régime normal la communauté, il y avait longtemps qu'elle n'était plus complète, et depuis elle ne cessa pas de s'altérer. Les dispositions nouvelles que l'on inséra aux deuxièmes rédactions en font foi. On n'employa le nom même de communauté que lorsqu'elle n'existait plus.

Voilà ce que d'après nos textes nous pouvons dire sur les actes juridiques des époux de notre région au cours du moyen-âge. Le ^xⁱ siècle et une partie du ^{xii}^e sont caractérisés par le concours des membres de la famille contractant soit personnellement, soit sous le nom de leur chef ; le ^{xii}^e et le ^{xiii}^e siècles, par la prépondérance du mari, le concours des époux, l'émancipation de la femme ; et si l'on feuillette les cartulaires des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, on voit que la femme s'émancipe de plus en plus tandis que le mari continue d'augmenter ses pouvoirs : lorsqu'il devient le maître des conquêts comme des meubles, elle peut se passer de son autorisation pour contracter en obtenant celle des juges. Tel est le double sens dans lequel paraissent évoluer les pouvoirs des époux. Ce n'est bien entendu qu'un sens général. Une évolution ne se fait pas en bloc, du moins en appa-

rence, et il n'est pas difficile de trouver des documents
ments qui nous contredisent (1).

(1) On pourrait par exemple citer des actes où les époux ne concourent pas.

Manassès IV cède à l'archevêque de Reims l'église Saint-Pierre de Mézières le 16 septembre 1176. Il s'exprime ainsi : « ... *cum assensu uxoris mee Mathildis et filii mei Hugonis, et Alberti, Henrici, Balduini fratrum meorum...* » *Trésor des chartes de Rethel*, p. 15.

Quand il constitue une dot à son fils à l'occasion de son mariage avec Félicité de Beaufort vers 1191, il dit : « Notum sit... *quod ego Manasses, comes de Rethet, dedi...* » *Ibid.*, p. 27.

En 1196, il fait une convention avec l'abbé de St-Denis de Reims au sujet des moulins du châtelet sur Retourne : « Quoniam pactiones et stabilita veritatis inimica persepe dampnat oblivio que memoriter teneri proponuntur, consuevit provida veterum discretio ut veritas cujuslibet pactionis et stabiliti ad memoriam revocetur scripti beneficio ; *inde est quod ego, Manasses, comes Regitestis, et Hugo, unicus filius meus*, pactionem quam habemus cum abbate Sancti Dyonisii Remensis et capitulo suo, de molendinis Castellarii, super Rotanam et Pontoliam constructis, constituimus, perpetuo tenendam, et hac presenti pagina tam presentibus quam futuris transmittimus cognoscendam... » Et cette pactio engage ses héritiers : « Ceterum dictum est quod neque comes *neque heredes* sui ibi alia molendina super fluvios prenomatos edificare... » Et aussi : « Determinatum est etiam quod neque abbas neque alvearius poterit molentes ad dandam farinam cogere, neque comes, *vel aliquis ejus officialis* poterit ne detur farina prohibere, aut de data farina aliquam portionem requirere... » Il parle même de sa femme dans des termes qui indiquent qu'elle existe : « Concessum est etiam a prenomato abbate quod unoquoque anno debet facere predicta ecclesia anniversarium *Manassedis comitis, et uxoris sue, et Hugonis filii sui.* » *Ibid.*, p. 28.

Quand la même année il confirme la donation des moulins de Raucourt et autres droits faits par Amaury, seigneur de Raucourt et sa femme Ida et sa sœur Helisinde, à l'abbaye de Mouzon : « ... *Que ad feodum meum spotabant, me et filio meo Hugone laudantibus et assentientibus*, in elemotinam delegavit... » « Que ut firmum obtineant rigoris munimentum, *ego et predictus filius meus Hugo*, sigillorum nostrorum attestacione roboramus. » *Ibid.*, p. 30.

En 1198 quand il fait une donation sur Vendresse au monastère d'Omont : « Ego Manasses, Regitestensis comes, tam presentibus quam

Libéralités. — Les donations entre vifs sont parmi les actes que l'on rencontre le plus fréquemment dans les cartulaires. Il semble qu'elles étaient libres en général entre étrangers (1). La loi de Beaumont interdisait seulement aux époux d'en faire à leurs bâtards qui auraient pu nuire à leurs enfants légitimes (2). Quant aux libéralités testamentaires, elles ont sans doute évolué dans le même sens que les contrats. On rencontre de nombreuses chartes du xiii^e et du xiv^e siècles contenant des legs faits

futuris notum facio quod, *laudantibus et astantibus Mathilde, uxore mea, et Hugone filio meo, et uxore ejus Felicitate, do, concedo.* » *ibid.*, p. 33.

Enfin un accord entre l'Abbaye de Saint-Nicaise de Reims et le prieuré de Novy fait allusion à une autre donation du même monastère faite « *astantibus et laudantibus Matilde uxore sua et Hugone suo filio et uxore ejus Felicitate, et Balduino fratre suo...* » qui a dû être faite entre 1191, date probable de la constitution de dot de Hugues et 1198, date probable de la mort de Manassès obtenue en rapprochant ces deux dernières chartes.

La comtesse Mathilde n'intervenait donc pas toujours dans les actes de son mari. Cela ne prouve rien tant que l'on ne connaît pas la nature des biens qu'ils concernaient. Étaient-ce des conquêts ou des propres ? D'ailleurs, au temps de Manassès IV, ce sont encore les familles entières qui concourent le plus ordinairement. On peut remarquer que dans ces textes, lorsque la femme agit, c'est avec toute la famille. Ils sembleraient indiquer que le mari était le seigneur féodal de sa famille et qu'il ne la nommait dans ses actes que pour les rendre plus solennels, comme il faisait encore quelquefois de ses autres vassaux.

(1) V. sur les libéralités entre époux, p. 169 et suiv.

(2) Loi de Beaumont : *Les enfants bastards ne peuvent succéder après la mort de leurs parents ; si donc ils ne sont nés en mariage. Mais on leur peut bien donner, et par raison quelque peu de bien, sans fouler les légitimes. Si donc que l'homme print la fille que fust grosse et la menait dessoules le drap, le jour des nopces, et le lendemain accouchast, cet enfant seroit heritier apres leur mort.*

par l'un des époux avec l'assentiment de l'autre, et le Pawlheiart de Liège prouve que la femme ne pouvait à cette époque testersans l'autorisation du mari et qu'il était interdit à celui-ci de préjudicier à ses droits par son testament (1).

(1) Raikem et Polain, t. I, art. 110.

Legs du mari. — Jean de Chauvency, vicaire de Jamoigne, fait savoir que Fournes de Ranponcel, « a lit de la mort enkor en son boin sens et en sa bonne memoire, a doneit a l'eglise d'Orval en amosne parmanablement, *par le los et l'assentement de sa femme, dous fachies de preit, ki sont de son acquest* et gisent desous Grassy... » 8 octobre 1270, *Cartulaire d'Orval*.

Legs de la femme. — « Ponceta, *uxor Roberti Cochet*, dicte ville de Registeste, *licentiata et auctorisata a dicto Roberto, marito suo*, jacens in lecto egitudinis, sane tamen mentis sue... » (11 témoins et le curé qui instrumente). Elle lègue de l'argent, des meubles, des vêtements, puis « *eidem Egidio dedit, cessit et contulit pure, sane et libere mediam partem sui seminascentis, videlicet omnium hereditagiorum suorum sitorum et existentium in villa, bano et territorio de Sorbonno, ubicumque poterunt invenire...* » Elle lègue huit sous au curé instrumentant : « *mihi curato prius dicto octo solidos Parisienses...* » XIV^e siècle. *Trésor des chartes de Rethel*.

Idem. — Vendredy d'après la St Mathieu de 1360. Yderonne, veuve de Jacquet Marion, autorisée par son second mari Baudoin, lègue, pour l'augmentation des revenus de la chapelle Ste-Catherine qu'elle a fondée dans l'église de l'abbaye de Moyon, 17 jours 40 verges de terre, 2 fauchées 1/2 de pré, 30 verges de vigne et la moitié d'une grange, en se réservant l'usufruit desdits biens pour elle et son mari. . « Tandem noverint universi quod coram Johannoto Cassiny de Mosomo clerico fideli curie Ramensis notario jurato ad hoc a nobis specialiter deputato et evocato propter hoc personaliter constituta dicta *Ydonna in presentia dicti Balduiny mariti sui presentis de auctoritate dicti Balduiny mariti sui auctori antis* in augmentatione dicte capellanie in dicta ecclesia beate marie de Mosomo per ipsam relictam fondate... Ac pro deo et in puram et perpetuam elemosinam *de consensu et assensu mariti* sui eidem capellanie dedit cessit et contulit et dedisse cessisse et contulisse fide data bene et legitime recognovit donatione... et sine spe revocandi... »

Délits et crimes. — Nous n'avons pour ainsi dire pas de renseignements concernant les délits et les crimes des époux (1). Sur quels biens étaient prises par exemple les amendes prononcées contre les femmes pour le délit d'injure qui paraît avoir été l'un des plus fréquents (2).

(1) Un texte semblerait indiquer qu'au xiv^e siècle le mari « confisquait » par ses crimes les biens de sa femme, mais il n'est pas fort explicite : Louis, comte de Nevers et de Rethel, s'étant vu saisir le comté de Rethel par ordre de Philippe V, roi de France, pour cause de rébellion, le roi donne un mandement pour opérer mainlevée au profit de Jeanne comtesse de Rethel sur les revenus d'Oumont à elle affectés pendant la saisie du comté « certa provisio super castro et pertinencias d'Oumont us que ad quantum tempus duratur, pro victu, sustentacione et necessities sui sibi facta fuerit... » Et le 2 juin 1322, Charles IV le Bel, dans un amendement au bailli de Vitry, ordonne de faire cesser les empêchements apportés avec violence par Louis à la perception de la provision assignée sur Oumont et mise sous la garde du roi. Celui-ci accuse le comte de Nevers d'enfermer dans ses prisons les gens qu'il avait mis pour la protéger et alia nostrum Francie transferre fructus et extra regnum pertinencia ». *Trésor des chartes de Rethel*, p. 570, 583-598. La comtesse de Rethel n'avait-elle pas, indépendamment de sa provision des biens personnels qui n'avaient pas été confisqués ? La loi de Beaumont décidait que la femme ne perdait ni son douaire ni la part de ses biens pour le délit de son mari sauf si elle en était complice. V. *infra*, textes concernant le douaire (texte n° 1). La femme était-elle seule responsable de ses délits, ou le mari en répondait-il comme chef de la communauté ?

(2) *Charte de Beaumont.* — Art 47. — (Traduction trouvée dans les papiers de D. Calmet et éditée par M. Bonvalot) : « *Item.* — La femme qui aura dit lait à femme, se elle est convaincue par le témoignage de deux hommes et de deux femmes elle paiera 5 sols ; au seigneur 4 sols, au maieur 6 deniers et à celle qu'elle aura laidengié 6 deniers. *Item* si elle ne veut payer les dits 5 sols, elle portera pierre à la procession le jour du dimanche à sa chemise. *Item* si elle dit lait à homme, elle payera 5 sols, se elle est convaincue par témoins. *Item* si l'homme dit lait à la femme, 5 sols doit à deviser semblablement.

Charte d'Ivois non datée. — « *Item* se aulcune feme dict injure à

Il est vraisemblable que tous les biens du mari et de la femme indistinctement (au moins les meubles) ont ré- une aultre feme, elle portera deux pieres sur ces espaulles en la présence de tous, depuis la porte Saint-George jusques au pont Alix. » (corruption de Pont aux lices). *Variétés historiques ardenn.*, T. VI, 8.

Une charte qu'Almavinus, abbé de Sauve-Majeur et Hugues comte de Rethel accordent à une ville neuve qu'ils fondent sous le nom de Villefranche super Salciam en 1205 porte que la femme convaincue d'avoir injurié une autre femme payera 5 sous ; si elle ne peut payer, elle paraîtra à la procession du dimanche portant des pierres dans sa chemise ; si elle a injurié un homme, elle payera également 5 sous. *Cartulaire de Novy, aux archiv. départ. des Ardennes*, H. 11, et *Trésor des chartes de Rethel*, T. I, p. 50. Idem dans la charte du Chêne accordée en 1297 par le même comte de Rethel. *Trésor des chartes de Rethel*, T. I, p. 53.

Charte des Mares. — 1218. Art. 47. — « Mulier que mulieri convicia dixerit, duorum vel duorum testimonio convicta quinque solidos solvet : dominis quatuor solidos, maiori six denarios ; cui convicia dixerit ex denarios. Et si nummos solvere noluerit, lapides portavit ad processionem die dominica in sua camisia ; et si viro dixerit convicia testibus convicta quinque solidos solvet ; et si vir mulieri convicia dixerit, quinque solidos solvet similimodo dividendos. » Id. dans charte de Lametz 1228. *Revue hist. ardenn.*, T. V, p. 162.

Charte de Charny et Villers, 1331. — « Saucune femme dit lai vilaine à l'autre ou vilenie et trouvei estoit elle paierait seix soulz ou elle porterait par quatre dimanches la pierre de demy cent pezant en pure cotte sens kouvrechief quant on chanterait un tour entour le moustier à hore de procession ; et celle qui se clamerait et témoin-gnée n'en en estoit, elle en feroit en semblant manière. S'aucune femme mettait main à autre et tesmoignée n'est estoit elle paieroit deïx soulz ou elle ferait la procession dessus ditte par oïuct diemenches ». Bonvalot, app., p. 62.

Charte de Manheules, Villers et Haudiomont, 1520. — « Se aucune femme dit villain lait à autre et trouvé estoit elle paieroit cinq solz ou elle pourteroit par quatre dimanches une pierre de demi cent pesant en pure cotte sans kouvrechief quant on chanteroit à leure de la procession ung tour autoure le moustier et celle qui se clamerait et tesmoigné n'en estoit, elle en feroit en semblant manière. Se aucune femme mectait main à aultre et tesmoigné elle payerait dix solz ou elle feroit la procession dessus dite par quatre dimanches ». *Ibid.*, p. 63.

Le port de la pierre s'appelait *Harnescar*. V. Bonvalot, p. 493.

pondu de leurs délits et de leurs crimes au début du moyen âge. La responsabilité est devenue personnelle petit à petit en même temps que s'accusait la tendance des époux à agir chacun pour son propre compte.

SUR LES BIENS DU MARI ET DE LA FEMME

Nous ne pouvons non plus dire grand'chose sur les biens des époux. Ils leur venaient soit de leur collaboration, soit de successions, soit de libéralités d'étrangers ou de parents (1); en particulier, la dot constituée par le père ou la mère de la femme semble avoir été d'un usage

(1) Reconnaissance par Thomas de Coucy, seigneur de Vervins, de biens situés à Sézanne, donnés à sa femme Mathilde, par ses père et mère le comte Hugues de Rethel et sa femme Félicité, 1224, décembre. « Ego Thomas de Cociaco, dominus Vervini, notum facio universis presentes litteras visuris quod dominus meus Hugo, Regitensis comes ac domina mea, uxor ejus, Felicitas, de assensu Hugonis primogeniti eorumdem, vineas, domos, et quidquid apud Sezannam possidebant, dederunt et concesserunt Mathildi, uxori mee, filie eorumdem, tali condicione quod si predicta Mathildis uxor mee, de propria carne sua heredem habuerit, ipsa et ejus heres, supradicta omnia in perpetuum possiderunt. *Ad hec, si forte contigerit quod sepe dicta uxor mea Mathildis, antequam ego absque herede de carne sua, viam universe carnis aggrediatur, ego universa supradicta omnibus diebus vite mee possidebo.* Que omnia et quicquid ibidem edificavero, post decessum meum ad prenomatos, Hugonem comitem et Felicitatem comitissam, vel ad heredes eorum, sine contradictione redibunt, nec heredes mei in hoc aliquid poterunt reclamare. *Si vero, me non habente heredem de predicta Mathilde, uxor mea, mori contingerit priusquam ipsa Mathildis uxor meamoriatur eadem Mathildis predicta plenarie possidebit omnia supradicta.* In cujus rei testi-

fréquent dans notre pays (1). C'était le mari qui la recevait. Il en avait l'usufruit. On croirait même qu'elle lui était donnée à lui personnellement « avec sa femme » comme il le disait quelquefois (2). Cette dot était reprise

monium, presentes litteras patentes emisi, sigilli mei munimine roboratas. Actum anno Domini M° cc° vicesimo quarto mense decembri. » *Trésor des chartes de Rethel*, T. I, p. 87.

(1) Quelquefois les seigneurs pour maintenir leurs vassaux sur leurs terres les menaçaient de prendre autant de biens qu'ils en avaient donnés en dot à leur fille épousant un étranger. Charte d'Aulnoy. — « Il est à savoir que se aucuns bourgeois ou bourgeoise demeurant desoubz nous ou ban et paroichage d'Aunoy faisoient mariaiges d'eus et de lor enfant à estrainges personnes que ne fissent de nostre terre et de nostre seignorie, il perdraient lor héritaige qu'il donraient ou mariaiges faisant ou autretant com il en donroient à lor enfans en mariaige, si ce nestoit par nostre grei et par nostre assentement et demorroit à nous et à nos hoirs icil héritaiges, et sens héritaige donneir, il porraient faire mariaige de lor enfans partant et à teilz gens et en teilz seignoraiges com il lor plaira senz meffait et senz occoison », Bonvalot, p. 337.

(2) Juin 1253. Jehan de Thonrote : « Cum messires Menissiers de Restet, sires de Bore, m' eust donné en mariage avec Felicitas sa fille, ma fame cinc cens livrées de terre à Biaufort. » *Trésor des chartes de Rethel*, t. I, p. 220 ; *id.*, p. 747.

Conventions matrimoniales de Hugues III, comte de Rethel, novembre 1239.

« Je Marguerite, dame de Dampierre, fas savoir à tous cels ki sunt et ki à venir sunt, ki ces letres verront, *ke tels convenances sunt faite entre moi, d'une part, et Huon, comte de Retest, d'autre, dou mariage ki doit estre entre lui et damoisele Jehane, ma fille, ke je doi donner al devant dit comte de Retest deux cens livrées de terre à provenisiens, en ban et en justice*, laquel justise doit estre prisié avec la valeur de la terre par le dit monseigneur Jehan de Chaelons et monseigneur Nichole de Condé, c'est à-dire à Visinueil deles Cele et a Sodi le Grant ; et le remanant ou li aserra plus pres que on porra de celi, se il en defaut en la maniere devant dite ; et ces deus cens livrées de terre devant dites il tenra de Guillaume, mon aisé fil, en plain hommage. *Et à saveir est que je, avec ce, doins au devant dit conte, ou mariage de ma fille, sis mil livres de provenisiens, à rendre*

par les héritiers de la femme (1).

Les chartes permettent de supposer l'existence de

deus mil livres à ceste procaine foire Saint Ajoul à Provins, et à la suivant foire de Bar, cinc cens livres et à la procaine foire saint Ajoul après, cinc cens livres, et à la procaine foire de Bar après cinc cens, et à la suivant foire saint Ajoul à Provins, cinc cens, et à la suivant foire de Bar après, cinc cens livres, et à la suivant foire saint Ajoul après, à Provins, cinc cens livres ; et par tant, li cuens et ma fille sa feme, quittent la terre mon mari, ki fu monseigneur Guillaume de Dampierre, et la meie, se esceance ni irient de freres à d'autre oir. *Et s'il avenoit, que Dex donist ki n'aviegne mie, ke le cuens morist sans oir vivant, ma fille repennoit ses sis mil livres, u ses oirs de par son pere à seït cens livrées de terre qui sont à asener ou fief monseigneur le roi de Navarre, conte de Champaigne et de Brie palasin, par devant lui u par devant ses baillins, qui sont en son liu, audit seigneur Jehan de Chaelons et monseigneur Nichole de Condé, d'an en an, tant que ses païés soient acomplies ; et quant eles seront acomplies, la terre doit estre délivré et revenir as oirs le conte. Et se ma fille devant dite moroit sans oir de son cors vivant, je repenroie ces six mil livres devant dites as seït cens livrées de terre deseure nommées, en la maniere devant dite, u mi oir que j'ai de monseigneur Villaume de Dampierre ; et s'il avenoit que je moruscevant que mi oir que j'ai de monseigneur Guillaume euscent aage de terre tenir, li cuens, de par sa feme, auroit la baillie s'il la voloit penre ; et s'il la prenoit, ce ki adonc serroit à paier des six mil livres devant nommées seroit quite, et li ostage ki de ce estoient dené, délivré ; et s'il le voloit, il n'en penroit point, et li paieroit en la dete devant dite. Et est à savoir ke li cuens donne ma fille en douaire Mazieres, le castel et les appartenances, sans castel Renaut, en tel maniere k'il li doit faire valoir mil livrées de terre à paresis, se la terre ne le valoit, par le dit des souvent nommés chevaliers monseigneur Jehan et monseigneur Nicole, sa plus procaines viles de Maisieres en ban et en justice, sauf ce, quand il*

(1) Le comte de Bethel Hugues III et sa femme Jeanne comtesse de Bar sont morts entre 1239 et 1247. Les héritiers de la comtesse Jeanne exercent la reprise de sa dot : — « Je Willaumes, cuens de Flandres, sire de Dampierre, faz savoir à tous ciaus ki ces lettres verunt et orunt, ke com descorde fust entre me dame me mere et moi, et mes frères, d'une part, et Jehan, noble home, conte

propres et de conquets, mais non de les classer parce que les époux ne donnent que rarement (surtout avant le ^{xiii}^e siècle), l'origine de leurs meubles et de leurs immeubles dans les actes qui les concernent. Il y avait-il aussi des dettes personnelles et des dettes communes, et quelles étaient-elles (1) ? Enfin, comment se parta-

defaura de la mere le conte, ma fille aura Biaufort et toute la castelerie en fiés et en demaine entierement ; et avec ce elle aura cinc cens livrées de terre à parésis en son douaire à Maceu, se Maceus les vaut ; et se Macheus ne les valoit, on li parferoit au plus pres de Macheu que on porroit, au dit des souvent nommés chevaliers, monseigneur Jehan, et monseigneur Nicole ; et par tant quitera ele le devant dit donaire de Maisieres. Quant cele chose li sera assise quitelement et parmi ces choses faites est afremées, li cuens doit peure à feme ma fille Jehane, et si la fiencie de sa foi corporel et à tenir toutes les choses et les convenances deseure escrites. Et ausi je li ai fiancé corporelment à donner ma fille à feme, et ausi toutes les convenances deseure escrites par ma foi fermement. Toutes ces prisiés deseure escrites doivent estre faites et assenées par le dit des souvent nommés chevaliers, monseigneur Jehan et monseigneur Nicole de Condé, et se d'ans deus de falloit u de l'un d'aus, je enni meteroie un pour moi, et li cuens un autre pour lui. Et pour ce ke ces choses devant dites soient fermes et estables, j'ai ces presentes lettres saiélées de mon saiel. — Ce fu fai l'an de l'Incarnation Jhesu Crist mil cc trente nuef, el mois de novembre. » Ces conventions matrimoniales sont les seules que nous ayons pu trouver. Elles ont lieu comme on le voit entre la mère de la fiancée et le fiancé. Elles contiennent une constitution de dot et une constitution de douaire.

de Rethest, d'autre part, de ce que nous demandiens à celui comte de Rethest deniers, ke Jehane, me suer, ki fu comtesse de Bar, emporta à mariage avoec Huon, le conte de Rethest, ki fu freres de devant dit Jehan, conte de Rethest ;... » mai 1247. *Trésor des chartes de Rethel*, T. I, p. 176.

(1) Convention au sujet du paiement des dettes de Hugues II, comte de Rethel, entre sa veuve Félicité et son fils le comte Hugues III, août 1228. — Ego Felicitas, dicta comitissa Regitestens, notum facio universis presens scriptum visuris, quod super omnibus debitis karis

geaient les biens à la dissolution du mariage ? Les lois contiennent sur ce point quelques dispositions, mais commenus ne savons pas quels étaient les propres et les biens à partager, nous ne pouvons pas essayer de reconstituer un partage. Il paraît que suivant la loi de Liège, le survivant prenait tous les meubles et les enfants les immeubles (1), que suivant celle de Vervins, les époux se partageaient tous leurs biens s'ils avaient des enfants, tandis qu'ils reprenaient leurs propres dans le cas contraire (2). La charte de Nassogne accordait au survi-

simi mariti mei Hugonis, quandam comitis Regitestensis, et super omnibus assignamentis que ipse fecerat ibicumque assignasset, inter me et karissimum filium meum Hugonem, comitem Regitestensem, concordavimus in hunc modum : *quod ego de debitis et assignamentis dicti domini ac mariti mei supradicti mille libras tantum persolvam, quarum mille librarum sexcente libre ad teloneum meum de Machaudio accipientur, prout ad taloneum veniet, done fuerint persolute ; et quadringentas libras Johanni Gibet, civi Cathalaunensi, persolvam ad tales terminos quales dictus dilectus filius meus habere poterit ab illo ; et his supradictis mille libris Remensium mediantibus sepedictus filius meus ab omnibus debitis et assignamentis patris sui, Karissimi domini ac mariti mei, ubicumque facta fuerint, tenetur me penitus acquittare et indempnem observare ; et inde debet mihi dare litteras patentes comitis Campanie, et litteras patentes domini Remensis archiepiscopi. In cujus rei testimonium, presentes litteras sigilli mei muninime roboravi. Actum anno domini M^oCC^o vicesimo octavo, mense augusto.* » *Trésor des chartes de Rethel*, T. I, p. 98.

Robinet et sa femme... « lidis conjoins, quand ils trespasèrent de ce ciecle, estoient escumenies de plusieurs escumeniemens, pour plusieurs et grosses debtes qu'ils devoient... », 1349. *Cartulaire de St-Hubert*, p. 568. V. également *Trésor des chartes de Rethel*, T. I, p. 433 : Dans la quittance d'un prix de vente de terres, datée de 1292, Baudoin et Aalis sa femme prient le Comte de Nevers de payer le reliquat à « Adam Halot à cui nous les devons ». — V. *suprà*.

(1) Raikem et Polain, *op. cit.*, t. I, p. 51.

(2) Mennesson, *op. cit.*, p. 31. — Ils étaient obligés de faire faire

vant la jouissance de tous les conquets (1). La loi de Reims les réservait au mari (2). Celle de Beaumont décide que le mari non encore remboursé au décès de sa femme du prix d'un de ses immeubles vendu pour affranchir un bien de celle-ci (par exemple d'une rente), aura droit à ce prix mais non à l'immeuble affranchi (3), ce qui montre que l'on pensait à conserver les biens dans les familles, et que s'il ne l'a été par sa femme il ne sera pas indemnisé des dépenses qu'il aura faites pour ensemler ses terres. Il ne pourra même pas toucher aux fruits parce que la mort en a saisi les héritiers (4). La loi de Beaumont annonce ainsi la théorie des récompenses,

un état de leur mobilier au moment de leur mariage, pour qu'ils pussent le reprendre à sa dissolution, ainsi que le dit une charte de Landouzy-la-Ville de 1243.

(1) « Et se ly hons et sa femme aient pris ensemble aucune vesture de quelle manière qu'elle soyt, cil qui plus longuement vivra la tenra apres la mort de l'autre entierement toute sa vie sans requerre vesture. » Charte de Nassogne par Gérard, sire de Duilruz, 29 janvier 1275. *Cartulaire de St-Hubert*, p. 399.

(2) *Loi de Reims*, art. 1 : « Li ons tient tous les acquies qu'il fait entre lui et sa femme toute sa vie. »

(3) *Loi de Beaumont*, art. 85. — L'homme qui aura vendu son héritage pour affranchir l'héritage de sa femme, la femme s'en vadt de vie à trespas sans faire reassignation à son marit des dessus dits deniers devant justice ou présens les amis et par leur consentement, le marit prendra les deniers et n'aura rien à l'héritage par lui affranchy.

(4) *Loi de Beaumont*, art. 81. — L'homme qui aura laboure l'ancien héritage de sa femme, et elle se vadt de vie en trespas avant les fruits *les coupés veult couper* (sic), les fruits seront avecq l'héritage aux hoirs avecq le fond : car la mort a saisy et l'homme ny aura rien ; si donc la femme ne donnait récompense a l'homme, présence les hoirs, justice et tesmoings, publiée par M. Bonvalot, app., p. 6 et suiv. C'est un des premiers textes qui emploie le terme français de récompenses.

mais elle n'est guère plus explicite que les autres sur le régime des biens des époux. Du moins peut-on penser d'après ces lois et les chartes, qu'il n'y avait pas dans notre région au moyen âge de régime matrimonial opposé au droit commun des pays de coutumes (1).

(1) V. l'ouvrage de M. Lefebvre sur l'*Histoire du droit matrimonial français*, qui a été notre guide au cours de toute cette étude.

LE

DROIT MATRIMONIAL DANS LA COUTUME

SOURCES

I. — *Le coutumier.*

C'est un manuscrit du xvi^e siècle de 142 folios qui se trouve actuellement à la Bibliothèque nationale (1).

On lit sur le verso du premier folio non numéroté : « *Ce présent coutumier a esté fait et advisé pour la reigle et justice de nostre terre souveraine de Sedan par nous Robert de la Marck, chevalier de l'ordre, maréchal de France, cappitaine de cinquante lances fournies des ordonnances du Roy et des Suisses de sa garde, conseiller chambellain ordinaire dudict seigneur, duc de Bouillon, conte de la Marche, seigneur de Sedan et de Raucourt terres souveraines, conte de Brayne et de Maulevrier, Baron de Becoispin, seigneur usufructuaire*

(1) Fonds français, n^o 8342. Il a été donné à la Bibliothèque nationale (alors Bibliothèque impériale) par M. Chenet. Il ne semble avoir été connu d'aucun des historiens de Sedan.

de Chateauthierry, Chastillon-sur-Marne et Chastellerie de Nogent-le-Roy. »

Il fut rédigé le 8 octobre 1539 par ordre de Robert IV de la Marck (1) augmenté de 22 articles et définitivement approuvé par lui le 30 novembre 1549 (2) ; approuvé enfin par Henri Robert de la Marck le 21 octobre 1559 (3).

Ce coutumier est le premier essai de codification des usages de notre pays. Il contient donc notre droit traditionnel. Il est en outre intéressant du point de vue historique parce qu'il témoigne d'un souci d'administration, nouveau chez les seigneurs de Sedan. Les prédécesseurs de Robert IV n'avaient pas eu le temps de s'occuper de l'organisation intérieure de leur ville. Ils n'avaient été que des guerriers.

En 1424 Evrard II de la Marck achète Sedan à son beau-frère Louis de Braquemont. Il en commence les fortifications en 1440. Son fils Jean les continue, mais il est bientôt menacé par Charles VII de voir saisir sa ville, « murée sans la permission du Roy ». Jean lui affirme qu'il n'est pas dans ses intentions d'inquiéter les terres voisines de Mouzon qui appartiennent à la couronne, mais qu'il ne demande au contraire qu'à lui rendre service. Le Roi le laisse alors libre de poursuivre ses travaux à condition qu'il lui ouvrira la ville à lui et à ses

(1) Folio 2.

(2) Folio 40.

(3) Folio 141 (verso).

successeurs « toutes et quantes fois qu'ils en auront besoin pour leur guerre » (1). Jean le promet par serment.... Il avait récemment réduit à l'obéissance du Roi certains seigneurs rebelles de Champagne, ce qui le lui avait rendu favorable. Sa politique était de lui plaire mais il avait pris pour devise « n'a qui veult la Marck ». Au fond, il ne rêvait qu'indépendance.

Pendant un siècle, ses successeurs combattent avec le Roi dont ils sont les alliés plutôt que les sujets. Lorsque François I^{er} licencie la compagnie de 100 hommes de Robert II, celui-ci offre ses armes à Maximilien (2) et appuie l'élection de Charles d'Autriche à la diète de Francfort. L'année suivante, mécontenté par l'Empereur il revient au Roi moyennant des pensions nouvelles (3). Il en use librement avec les souverains. C'est un capitaine de valeur et ils tiennent à son alliance. Il a aidé Louis XII à secourir le duché de Gueldre contre la maison de Bourgogne, il l'a soutenu en Italie, à Ravenne. Sur le champ de bataille de Novarre il a relevé ses deux fils criblés de blessures (4) : l'un en avait reçu 46, c'était Fleuranges, « le jeune aventureux » qui se battit à Ma-

(1) Lettres patentes de Charles VII. Saint-Porsain, novembre 1455.

(2) Traité de Saint-Trond en 1518.

(3) Traité de Romorantin en 1519.

(4) « Le cas alla assez mal pour les Français, car ils perdirent une journée contre les Suysses et y furent les enfants de Robert de la Marck qui avait charge de lansquenetz quasi laissez pour mors et les alla quérir leur père dedans un fossé. » *La très joyeuse, plaisante et récréative histoire du gentil seigneur de Bayard, composée par le loyal serviteur*, ch. 58 Pour détails : *Mémoires de Fleuranges*, ch. 37.

rignan, donna Crémone au Roi, lui resta fidèle malgré les sollicitations de son père, fut fait prisonnier en même temps que lui à Pavie et, en 1536, tandis que François I^{er} guerroyait dans le Midi contre Charles-Quint, par son admirable défense de Péronne, arrêta les Impériaux dans leur marche sur Paris. Il mourut Maréchal de France. Cependant, ébloui par l'éclat de ses armes, il avait perdu de vue les intérêts de son pays. Il était allé jusqu'à le trahir en 1518 par sa fidélité au Roi (1). D'ailleurs il vivait le plus souvent à la Cour. Il ne venait à Sedan que pour combattre aux côtés de Robert II. Un jour encouragés par leurs succès, le père et le fils poussèrent l'audace jusqu'à défier Charles-Quint à la Diète de Worms et ils opposèrent une vive résistance à l'armée qu'il envoya pour les châtier (2); mais de telles aventures ravageaient leurs terres et fatiguaient leurs sujets.

Fleuranges ne survécut qu'un mois à Robert II et Robert IV lui succéda dans les derniers jours de l'année 1536. Il avait un autre caractère. Il était né administra-

(1) Lorsque Robert II passa du côté de l'Empire.

(2) « Peu de temps après l'élection de Charles Quint ne sçay qui en donna le conseil le seigneur de Sedan, qu'on nomme Messire de la Marche qui pour lors estoit au service du roy de France, fist quelques courses sur le pays de l'esleu Empereur qui commença à lever grosse armée et telle qu'il fut maistre et seigneur de la campagne. » Franz de Sickingen prend à Robert II : Floranges, Bouillon, Loigne, Messincourt et « peu de gens eschappèrent vifs, des dites places. Le dict seigneur de Sedan estoit dans sa place de Sedan, qui est quasi imprenable, par quoy fut exempte de siège et pareillement ceulx qui estoient dedans une de ses autres places nommée Jamais ». *Le loyal serviteur*, chap. 52.

teur et diplomate. C'était un homme de paix. S'il n'avait pas été entraîné par François I^{er} contre Charles-Quint, il eût été le prince sage et tranquille dont avaient besoin ses sujets pour leur repos et pour la prospérité de leurs affaires. Les guerres du moins ne lui furent pas inutiles et il sut profiter des services qu'il rendit au Roi pour travailler à l'indépendance de Sedan, reprenant ainsi et continuant la politique de Jean II qu'avaient négligée ses successeurs. Ceux-ci, par une belle étourderie qui est à son comble dans Fleuranges, avaient pris pour but la guerre pour le roi de France qui, dans la pensée de Jean II, n'était qu'un moyen de s'assurer son amitié. Ils avaient oublié que Sedan était toujours en droit un arrière-fief de la couronne et que malgré leurs fortifications, malgré la courtoisie des rois qui ne les traitaient pas en vassaux (1), ceux-ci n'avaient jamais reconnu l'autonomie de leur Etat : ils les appelaient « Seigneurs » et non « Princes ». Robert IV obtint de prendre le titre de « Prince Souverain » dans ses actes publics (2). Il est d'ailleurs fort probable, suivant l'abbé Prégnon, que c'est à la bienveillance de Diane de Poitiers dont Robert IV avait eu l'habileté d'épouser la fille en 1538, qu'il dut cette faveur de Henri II (3).

Ses premiers actes sont deux échanges qu'il fit avec

(1) Charles VII dans ses lettres patentes de Saint-Porsain n'exige pas l'hommage de Jean de la Marck.

(2) Robert II était déjà qualifié de « Prince de Sedan » dans le traité St-Trond.

(3) V. *Hist. de Sedan*, par l'abbé Prégnon, t. I, p. 141.

l'abbé de Mouzon pour réunir ses terres. Il hérita de Jametz, du Saulcis, puis il acheta Raucourt. La Principauté étant devenue importante (1), il lui donna des lois. S'il avait pu suivre les idées que supposent ses actes, il n'est pas douteux qu'il aurait multiplié les réformes (2) et développé l'industrie des draps dont il connut le commencement (3). Mais ce n'était ni à lui ni même à son fils qu'il devait être donné de jouir des beaux jours de Sedan ; les troubles religieux après les guerres d'Allemagne les reculèrent jusqu'au XVIII^e siècle.

(1) A la mort de Robert IV, les Etats des princes comprenaient :

La principauté de Sedan composée des villages de St-Menges, Floing, Fleigneux, Illy, Givonne, Villers, Cernay, Daigny, Lamoucelle, Rubécourt, Lamécourt, Bazeilles, Balan, Pouru, St-Remy, Pouru-aux-Bois, Escombres, Francheval et Douzy ;

Le duché de Bouillon, sur le territoire duquel en 1482 étaient épars 145 châteaux, bourgs ou villages (Ozeray, *Hist. de Bouillon*, p. 335) ;

La seigneurie de Florenville, acquise en même temps que celle de Sedan en 1426 par Evrard III de la Marck ;

La seigneurie de Fleuranges et de Jametz ;

La seigneurie de Raucourt sur la rive gauche de la Meuse (Angecourt et Haraucourt en dépendaient) (Charte de 1255) ;

Les terres et seigneuries de Messincourt, Lognes et Saulcy ;

Le comté du Maine les préf. de Château-Thierry et de Chatillon-sur-Marne, ces deux derniers donnés par François I^{er} à Fleuranges. Villet, *Les la Marck*, p. 23 et suiv.

Le premier des 22 articles ajoutés en 1549 au coutumier cite quelques villages : « Item avons droit et nous appartient pareillement droict de deux gabelles de tous vins vendus en détail es villaiges de Balan, Bazeilles, Douzy, Pouru, Saint Remy, Francheval, Villiers, Cernay, Fleigneux, Illy, Givonne et Daigny, terres et seigneuries à nous appartenans. Art. 581. Voir d'autre part les titres de Robert IV, p. 53.

(2) V. sa charte de 1548, et celle qu'il donna à Raucourt.

(3) Il y avait en 1557 deux teintureries dans la rue des Caquettes. Abbé Prignon, t. II, p. 466.

L'œuvre la plus considérable de Robert IV est le coutumier. Il est postérieur à la coutume de Vitry et à la première rédaction de celle de Paris. Robert IV put y puiser quelques idées, mais sa source principale semble avoir été les usages régionaux et les sentences des officiers de justice de la ville. Les rédacteurs qu'il choisit étaient d'ailleurs des Sedanais, « de notables personnes, tant gentils hommes cappitaines, genz de guerres et genz de conseil » réunis sous la présidence de « M. Adrian Marteau, licencié ès droits » (1). Les principes qu'ils codifièrent ne sont pas très différents de ceux du droit commun (2). Cela s'explique par les rapports fréquents que les seigneurs de Sedan eurent avec les rois de France et surtout par la communauté d'origine des deux droits. Ils procèdent en effet de la tradition gallo-franque dont on peut, pour le nôtre, retrouver des traces dans la loi de Beaumont et dans les autres chartes du moyen-âge.

En rédigeant le coutumier, Robert IV voulait unifier « les coutumes, lois, reigles et statuts, dont ses sujets usaient incertainement et variablement », abrégier les procès et en diminuer les frais (3). Comme on peut le voir par la table des matières et par les extraits que nous en donnons (4), il ne se contenta pas de faire une « *compilation sans ordre de décisions, points de droit et de*

(1) V. p. 193.

(2) Le droit du coutumier ressemble davantage au droit de Paris qu'à ceux de Liège ou de Reims dont il a dû cependant subir l'influence.

(3) V. p. 193.

(4) V. p. 193.

pratique judiciaire (1) ». Le coutumier est un véritable code de droit civil, criminel et de procédure dont la clarté est même remarquable pour l'époque de sa rédaction. Henri Robert le confirma sans y rien changer en

(1) Le Père Norbert, en 1769 : « En 1539, Robert IV, en qualité de seigneur souverain de Sedan et autres lieux susdits, établit une coutume particulière et propre auxdites terres et seigneuries souveraines. Cette coutume *informe cependant*, n'était qu'un *amas et compilation de décisions, points de droit et de pratique judiciaire publiés en forme d'édits et ordonnances*. » — *Annales de la Ville de Sedan* (manuscrit Biblio. de Sedan ; et Biblio. Nation., fonds français, n° 11.581). L'abbé Prégnon en 1856 : « Dès 1539, Robert IV rédigea en *forme d'édits et ordonnances*, un recueil de diverses *pratiques judiciaires* et de *décisions* touchant plusieurs questions de jurisprudence. Ce n'était encore qu'un *amas informe*, une *compilation sans ordre*, mais c'était un témoignage que le prince sentait le vide que ses prédécesseurs avaient laissé subsister. C'était un noble effort qu'il tentait pour le combler, dans l'intérêt de son peuple. Il donnait ainsi naissance à la jurisprudence sedanaise qui devait être perfectionnée par son successeur. » *Hist. de Sedan*, t. III, p. 420 (édit. de 1856). L'abbé Prégnon connaissait le Père Norbert, mais non le coutumier que celui-ci ne semble pas avoir lu davantage. On retrouve quelques mots de leurs phrases dans le procès-verbal d'Henri Robert qui précède les Ordonnances de 1568 (dans l'édit. Thezin) : ... « Notre très honoré seigneur et père, voulant ôter la confusion qui avait été au temps passé au fait de la justice de notre ville de Sedan et mettre par écrit plusieurs *décisions et point de droit et pratique judiciaire*. Lesquelles afin d'être mieux et plus étroitement gardées, il eut fait rédiger en *forme d'édits et ordonnances* qu'il aurait fait publier. Et lesquelles aussi nous avons depuis ensuivies et approuvées comme bonnes, utiles et nécessaires au bien public, selon le tems. » Les « édits et ordonnances » dont parle ici Henri Robert et qu'il désigne plus loin sous le nom de « constitutions » sont sans doute contenues dans notre coutumier manuscrit, quoique dans ses procès-verbaux il ne soit nulle part appelé « édits et ordonnances. » Le coutumier traite en effet de la procédure et il a été approuvé en 1559 par Henri Robert. Mais de qui le Père Norbert tient-il l'appréciation qu'il en donne ? Pour quoi l'abbé Prégnon a-t-il ajouté à *compilation* les mots *sans ordre* ? Comment expliquer cette insistance à contredire Henri Robert ? Claude Ber-

1559 et ses rédacteurs de 1568 n'en modifièrent pas le plan général qui était déjà celui que devaient adopter la plupart des coutumes postérieures.

II. — *La coutume.*

Henri Robert a donné les raisons qui l'ont conduit à réformer le droit de Sedan. Les édits et ordonnances de Robert IV, dit-il dans le procès-verbal de rédaction de ses Ordonnances de 1568 « étaient bonnes, utiles et nécessaires. » Il les avait lui-même approuvées et admises en 1559. « Toutefois comme jamais il n'y a eu rien si fer-

ziau, dans son discours de 1569, parle bien d'ordonnances « confuses et indigestes », mais ces ordonnances sont celles du royaume de France dont, dit-il, on s'est servi avec discernement « pour le bastiment et la contexture » des nôtres. Il est vrai que la phrase n'est pas claire, mais ce sens ne semble pas douteux. L'abbé Prégnon avait d'ailleurs à sa disposition l'histoire de Sedan du pasteur Peyran qui, interprétant simplement les paroles d'Henri Robert que nous avons rapportées et les discours de l'édition Thézin, disait ces choses raisonnables : « L'on a vu Robert IV réformer l'ancienne coutume et mettre en vigueur des lois mieux assorties aux besoins de son siècle. Il est probable que ce code eut suffi longtemps encore sans la révolution religieuse qui venait d'avoir lieu. Mais l'accroissement rapide survenu dans la population, la multiplicité des affaires contentieuses qui en fut la suite, le développement que prit le commerce et apparemment l'esprit de discussion que la religion avait réveillé et qui s'étendit à tous les autres intérêts, engagèrent Henri à reprendre les travaux de son père et à leur donner le degré de perfection que comportaient l'époque et les localités. Comme il est impossible de supposer que l'abbé Prégnon ait préféré la version du Père Norbert pour la seule raison qu'elle n'était pas celle du pasteur Peyran (d'autant plus que celle-ci augmentait le mérite de Robert IV, prince catholique, aux dépens de celui d'Henri Robert, prince protestant), on peut se demander quel intérêt historique a déterminé son choix.

me ni bien ordonné que la malice des hommes n'ait osé renverser et corrompre et surtout la malignité des plaideurs, lesquels par subtilitez et cautelles exquisés s'efforcent de détourner toutes choses de leur droit usage et vrai sens, pour les tirer et faire servir à leurs mauvaises intentions. D'autre part, comme chacun âge ou saisons de tems amène toujours avec soy quelque changement de mœurs et nouvelle manière de vivre le plus souvent pire que la première, il est venu par ce moïen que lesdites constitutions en partie altérées, en partie méprisées de nos sujets par la négligence de nos officiers ou autrement n'ont rapporté le fruit que nous en espérions, à sçavoir une abolition entière de procès et différends ou pour le moins un retranchement et abbréviation d'iceux ; mais ont été les procès autant ou plus fréquens entre nos dits sujets et entretenu en tel train et longueur comme auparavant.

« A quoi voulant pourvoir et désirant sur tout après l'honneur et service de Dieu que la justice soit sincèrement et saintement administrée à nosdits sujets et au plus grand soulagement d'iceux : Il nous a semblé bon de faire revoir lesdites ordonnances avec les coutumes générales de nos dites terres et seigneuries souveraines par Maitres Claude Berziau, sieur de la Marsilière, conseiller du Roy en son grand conseil, François de La-louëtte, bailly du comté de Vertus, avocat en la cour de Parlement à Paris ; Pierre Bergier, Pierre Pithou, sieur du fief de Chantaloë et de Savoye, aussi avocats en la-

dite cour ; Gille du Han, bailly dudit Sedan ; Claude de Marolles, bailly de Jametz, Pierre Raulet, sieur de Vitry-la Ville, procureur du roy en l'élection de Chaalons ; Nicolas Beschesfer, licencié es-lois, avocat du siège et ressort de Sainte-Menehould, Jean Pailla, lieutenant particulier au siège de Rethel, Michel Camart, licencié es-droits, élu pour le Roy en l'élection dudit Rethel et procureur général au comté de Rethelois ; Jean du Cloux, licencié es-lois, bailly des terres souveraines de Chateau-Renauld : François Roussel, aussi licencié es-lois, avocat au siège de Chaalons ; Nicolas Blondel, procureur au siège présidial de Reims et Pierre Margaine, aussi procureur et praticien au siège dudit Chaalons : à cette fin assemblez de par nous, avec nos officiers, en cette nôtre ville de Sedan, pour nous donner avis sur ce qu'ils trouveroient devoir être corrigé, retranché ou ajouté ausdites ordonnances et coutumes, ou avoir besoin de plus ample déclaration et interprétation. Ce qu'ils ont fait soigneusement suivant la charge qu'ils en ont prise et le tout mis et réduit en un bref caïer et recueil par bon ordre selon la suite des matières y contenuës ; tellement qu'à cette fois nous estimons, avec l'aide de Dieu, avoir atteint le but de notre intention, et esperons par ce moïen redresser, rétablir entre nos sujets un état politique et régleme[n]t de justice tels qu'il est à désirer ès républiques et seigneuries bien conduites et gouvernées. »

La plupart de ces juristes étaient des protestants venus dans la ville d'Henri Robert de la Marck pour y exercer

en paix leur religion (1). Ils étaient tous, comme le dit Claude Berziau dans son discours, « des personnages expérimentés et versés au fait et maniement de la justice » (2). L'un d'eux était Pierre Pithou dont l'érudition et l'intelligence l'ont fait considérer comme un des hommes les plus grands de son siècle (3).

(1) Ils étaient sans doute tous protestants. Pas de doute au sujet de ceux qui n'étaient pas du pays, et pour Claude Berziau, pour Gilles du Han, Claude de Marolles, leurs fonctions et les discours du premier permettent de supposer qu'ils professaient la religion du prince.

(2) « Vous savez comme Dieu a préparé et ordonné ce lieu au refuge et à la retraite de plusieurs pauvres affligés, et de quelle hospitalité et humanité mondit seigneur a usé envers tous, leur faisant non seulement ouverture de ses portes, mais aussi de sa bénignité, grâces, faveurs et protection, en quoy faisant il a acquis une louange immortelle, et de nous tous une obligation perpétuelle. Entre ceux qui s'estoient retirez en cette ville, se trouvant plusieurs personnages expérimentez et versez au fait et maniement de la justice, voir et des plus grands sièges et Parlement du Royaume ils ont esté requis de Monseigneur mettre la main à cet ouvrage et dresser cette réformation at abréviation de justice que vous verrez. »

(3) Lire l'éloge qu'en a fait son ami Jacque Auguste de Thou dans son *Histoire universelle*, t. XIII, p. 37 (édit de Londres, 1734). Grosley, son historien de 1756, a dit sur ce qui nous intéresse : « La raison qui l'avait déterminé à quitter Paris lui fermait le barreau de Troyes dont le parti catholique était alors en possession exclusive.

« Mais il eut de quoi se consoler de cette exclusion : dans le même temps que la capitale de Champagne lui refusait l'entrée du barreau, il donnait des loix à une des principales villes de cette province. Il fut alors chargé par le duc de Bouillon de la rédaction des coutumes de Sedan. Cette commission qui l'élevait au rang des législateurs l'occupa dans son cabinet une partie de l'année de 1567. La coutume qui régit encore aujourd'hui la ville et le bailliage de Sedan, fut l'ouvrage d'un homme que les avocats de Troyes n'osaient avouer comme confrère.

« Ayant quitté cette ville en 1568, il passa à Bâle où il demeura deux ans. » *Vie de Pithou*, t. I, p. 115 (édit. de 1756). Comme on le

Henri Robert leur demanda donc de revoir les ordonnances et les coutumes de ses terres et seigneuries souveraines et de les corriger. Ils rédigèrent de nouvelles ordonnances (1) et la coutume. Henri Robert approuva leur travail au mois de mars 1568 (2). La séance de promulgation eut lieu le 22 janvier 1569 (3).

voit, Grosley exagère le rôle de Pithou dans la rédaction de la coutume. Il n'était pas le seul à qui Henri Robert s'était adressé et rien n'indique qu'il ait été l'objet d'honneurs particuliers de sa part ou de celle de ses collègues. Il est en effet nommé avec eux sans distinction dans le procès-verbal et sa signature est au milieu des leurs. Il semble bien même que ce n'est pas lui qui présida la commission, mais Claude Berziau, sieur de la Marselière, qui signa le premier les procès-verbaux et prononça le discours de publication de la coutume. Toutefois on peut penser que l'avis d'un tel homme était prépondérant. Né en 1539, il avait en effet déjà pu prouver, avant son séjour à Sedan, qu'il était « très docte en droit et qu'il avait un si grand jugement en toutes choses qu'il ne s'y trompait guère » ainsi que le dira plus tard Loysel dans le Pasquier. — On peut aussi remarquer le nom de François de l'Alouët, l'auteur du *Traité des nobles* et *Histoire généalogique de la famille de Coucy* (Paris, 1577), de la *généalogie de la Maison de la Mark en Allemagne*, de laquelle est issu le comte de Mauleuvrier, chevalier des ordres du roi (Paris, 1584).

(1) Quelles étaient au juste celles de Robert IV ? Henri Robert semble avoir appelé « Edits et Ordonnances », les lois du droit administratif et criminel que le prince promulguait, par opposition à la coutume qui, suivant la définition de Jean Ducloux dans sa remontrance (Edit. Thézin, p. 278) « n'est autre chose que ce qui est approuvé et reçu par un bon usage du fait civil et tenu pour loix entre un peuple ». Les ordonnances de Robert IV seraient alors les chapitres du coutumier qui ne traitent pas du droit civil. Et ce sont eux en effet qui ont été réformés en 1568. Il pouvait d'ailleurs y avoir d'autres ordonnances de Robert IV ajoutées à ces chapitres et perdues depuis ?

(2) Dates des rédactions des coutumes voisines : Vitry 1509, Châlons 1557, Verdun 1746, Metz 1677, Luxembourg 1623, Bouillon 1628, Liège 1650, Yvois Bar 1579, Thionville 1681, Vermandois 1556, Reims 1556.

(3) *Anciennes ordonnances des ducs de Bouillon, pour le règlement*

L'œuvre des rédacteurs avait été double : réformation du droit administratif et criminel ; réformation du droit civil. Ils avaient organisé la justice et l'administration et apporté à la coutume les modifications que rendaient nécessaires les usages nouveaux. L'étude du droit matrimonial permet de voir qu'ils s'inspirèrent un peu de la jurisprudence de Paris et de leurs propres coutumes (1), mais qu'ils s'efforcèrent surtout de respecter autant qu'il était alors possible les principes que le coutumier tenait de la tradition locale, et Claude Berziau a pu dire fort justement à l'assemblée de 1569 : « Vous serez avertis que les dites coutumes sont celles même lesquelles de tout temps et ancienneté ont esté gardée et observée en ce Païs, réservez quelques peu d'articles qui y ont esté adjoutez ou pour déclarer ce qui estoit obscure, ou pour suplérer à ce que déffailloit, et telles aditions ont esté prises des lieux et provinces circonvoisins ; desquelles selon la disposition de droit doit être toujours pris ce qui defaut en un autre lieu prochain voilà en somme tout ce que

de la justice de ses terres et seigneuries souveraines de Sedan, Jametz, Raucourt, Florange, Florenville, Messaincourt, Lognes, et le Saulcy avec les coutumes générales desdites terres et seigneuries, augmentées de plusieurs ordonnances et règlements postérieurement rendus par les princes souverains de Sedan, chez Adrien Thézin, imprimeur du Roy et marchand libraire, grande rue, à la Tour d'Or, p. 252 et 254. Il existe une autre édition des ordonnances et coutumes de Sedan, celle de Robert Estienne. Il y en a un bel exemplaire à la Bibliothèque nationale. Il a dû appartenir à Henri Robert. Il contient des additions manuscrites datées du 15 avril 1569 et sa signature.

(1) C'est-à-dire des coutumes de Paris, Vitry, Reims, Châlons, Troyes.

j'ay à vous dire pour le présent. » Ces additions n'ont pas été prises au hasard dans les coutumes voisines, mais elles ont été choisies de façon à satisfaire le mieux possible aux besoins nouveaux et les rédacteurs se sont moins arrêtés à leur goût, qui, vraisemblablement, les inclinait vers les solutions de la jurisprudence la plus récente qu'à celui des gens pour lesquels ils travaillaient. De sorte que l'étude comparée de la coutume et du coutumier fait connaître le droit matrimonial de notre pays au moment intéressant où il se transformait et se complétait par des emprunts faits aux droits voisins. Le choix de ces emprunts nous renseigne sur son esprit.

Au cours du moyen âge la société conjugale avait évolué. Le rôle du mari n'avait pas cessé de prendre de l'importance. Au ^{xiii}^e siècle, il était déjà le maître des meubles ; au ^{xiv}^e et au ^{xv}^e siècles son pouvoir s'étendit sur les conquêts. Au ^{xvi}^e, il apparaît dans les coutumes comme le chef de la communauté et l'on rencontre de nombreuses dispositions prises dans le but de l'empêcher d'abuser de ses pouvoirs aux dépens des intérêts de la femme. C'est dans ce sens que se développa notre droit, de même que le droit commun. Cependant, il semble avoir suivi plus longtemps que lui l'ancienne tradition suivant laquelle les époux étaient des associés ayant des droits et des pouvoirs égaux sur la chose commune. Le coutumier et la coutume posent en effet en principe qu'ils doivent participer aux bénéfices et aux pertes de la communauté et qu'ils doivent y participer également ; et tous leurs au-

tres articles anciens et nouveaux sur le droit des gens mariés prouvent l'intention des rédacteurs d'assurer l'égalité des conjoints. Telle est l'impression générale que donne notre droit. Mais il est difficile de dire exactement s'il était en avance ou en retard sur le droit de Paris, car il contient certaines dispositions qui n'y entreront que plus tard, il en contient d'autres que le droit commun avait abandonnées, et vice versa. C'est une tâche délicate que d'apprécier la valeur de chacune d'elles sous ce point de vue avant de conclure sur l'ensemble. S'il est vrai qu'ayant respecté plus longtemps que le droit de Paris les principes de l'ancienne société conjugale, notre droit est en retard sur lui, c'est peut-être parce qu'il a subi plus tard l'influence romaine ou qu'il y a résisté davantage. Il était naturel que la notion de collaboration des époux persistât dans un droit qui dérivait de la loi Ripuaire !

Comme nous l'avons dit, les rédacteurs de 1568 ont évité le plus possible de modifier le fond du droit du coutumier. Ils y ont été conduits cependant malgré eux plusieurs fois, soit que pour rendre plus pratique une institution, ils lui aient apporté quelques changements, soit qu'ils aient simplement voulu corriger une rédaction. C'est ainsi par exemple qu'ils ont consacré un chapitre aux propres et acquêts. Il est vrai que le coutumier était particulièrement confus dans cette matière ; mais leur préoccupation de classer les propres était la conséquence de la tendance que l'on avait alors d'en augmenter le

nombre et ils ont eux-mêmes cédé à cette tendance, ainsi que nous le verrons. Nous noterons chaque fois que nous les rencontrerons dans la coutume, les dispositions non conformes à l'esprit du coutumier et nous verrons aussi que celui-ci en contenait déjà lui-même qui, produits d'usages alors récents, semblent actuellement incompatibles avec l'ensemble des autres. De telles contradictions sont naturelles dans un droit en évolution. Elles sont d'autant plus nombreuses dans le nôtre qu'à celles de la coutume, s'ajoutent celles des ordonnances, dans la composition desquelles les rédacteurs n'avaient pas de tradition à respecter.

Là ils ont fait une œuvre vraiment originale. Ils ne se sont pas contentés de séparer du droit civil tout ce que le coutumier contenait de droit administratif, criminel et de procédure, et de lui faire subir quelques modifications en le classant dans un recueil spécial d'ordonnances. Ils ont refondu complètement l'ancien droit, suivant le désir d'Henri Robert de la Marck « avec telle industrie, dextérité et fidélité, dit Berziau, qu'à mon avis ayant esté cet ouvrage bien considéré par gens qui peuvent avoir jugement en telle chose, il y aura plus d'occasion de s'en contenter et prendre en bonne part ce qu'ils en ont fait qu'il ne sera aisé avec raison de la calomnier ou reprendre (1) ».

(1) Berziau indique ensuite leur source principale : « Au bâtiment et contexture duquel (ouvrage) d'autant qu'il n'y a aujourd'hui nation si bien approprement réglée et policée de bonnes loix, statuts et ordonnances en toutes ses parties que le royaume de France si

Ils ont en effet donné à la Principauté une organisation administrative et judiciaire excellente, dont il serait intéressant d'étudier le détail. Le but d'Henri Robert était comme il le dit de diminuer le nombre des procès et de faire rendre à ses sujets une bonne justice rapide ; les ordonnances sont sur ce point aussi bien faites que possible. Elles contiennent en outre de nombreuses dispositions dont le but est de réformer les mœurs et qui sont extrêmement rigoureuses : elles ont été rédigées par des protestants sous la direction d'un prince protestant et pour une ville où la religion nouvelle était particulièrement en faveur (1).

Henri Robert voulait des sujets de mœurs sévères. Il voulait aussi des familles bien construites. La coutume est une des premières à parler de la puissance paternelle (2) : jusqu'à leur vingtième année les enfants n'ont aucun pouvoir sur leurs biens (3). Ils n'agissent qu'avec le consentement de leur père, chef naturel de la

les mœurs et l'observance repondoient aux lois, on s'est spécialement servy d'icelles, mais avec telle discretion et jugement, que d'une immense volume d'ordonnances confuses et indigestes et pour la plus part non observées, on a extrait ce que plus appartient, on s'est pû accommoder, aux mœurs et coutumes de ce pais et singulièrement à ce que nous avons principalement recherché l'abréviation de justice, en telle sorte toutefois que telle abréviation ne tournât point en précipitation et surprise et contre les formes ordinaires de droit » (*Berziau dans sa remontrance*).

(1) V. dans les ordonnances le chapitre intitulé « *Des crimes, excezs et délits, peines et amendes d'iceux* ».

(2) V. Viollet, *Histoire du droit civil français*, p. 525 et suiv.

(3) Coutume, art. 7.

famille (1). S'ils se sont mariés sans l'avoir obtenu, ils tombent sous le coup de l'ordonnance sur les mariages clandestins (2). Henri Robert voulait favoriser les unions

(1) « Enfans de famille sont censez et reputez émancipez quand au vû et scû de leurs père et mère ils font et exercent à part négociation estat ou charges publiques. » Cette puissance est confiée au père pour la commodité car la coutume reconnaît à la mère un droit égal à celui du père sur les enfans en exigeant son autorisation pour les émanciper (art. 6).

(2) Ordonnances, chapitre « *des mariages clandestins faits sans le vouloir et consentement des parents.* »

ART. CCCCLXXVI. — Pour ce que plusieurs fils de famille mineurs et en bas âge étant sous la puissance d'autrui, plus par volonté indiscrete et charnelle ou par induction et subornement que par bon conseil contractent souvent mariage au déçu et sans le consentement de leurs pères, mères, tuteurs et parents, oubliant le devoir et révérence qu'ils doivent selon le commandement de Dieu, et l'honnêteté publique a leurs dits parents, qui en reçoivent un grand regret ennui et déplaisir : afin de réprimer telles légèretés et contenir les dits enfans en leur devoir, avons ordonné et ordonnons que les pères et mères et chacun d'eux puisse exhéredé et exclure de leurs successions, leurs enfans qui contracteront ci-après mariage à leur déçu et sans leur vouloir et consentement, sans espérance de pouvoir quereler l'exheredation ainsi faite ; qu'ils puissent semblablement révoquer toutes et chacunes, les donations et advan-taiges qu'ils auraient faictes à leurs dits enfans.

ART. CCCCLXXVII. — Voulons aussi que les dits enfans qui auront ainsi contracté mariage clandestinement et illicitement soient déclarés et lesquels nous déclarons incapables de tous avantages, émoluments et profits qu'ils pourraient prétendre par le moyen des conventions matrimoniales ou par le bénéfice des lois et coutumes de nos terres et seigneuries, concernant les droits de mariage. V. Esmein, *Le mariage en droit canonique*, t. I, p. 182.

ART. CCCCLXXVIII. — Et d'abondant ordonnons que les dits enfans pupils et mineurs conjoints par la manière que dessus, ensemble ceux qui auront pratiqué tels mariages, ou donné conseil ou aide à la consommation d'iceux, soient punis de telles peines qui seront avisées par nos juges selon l'existence des cas. » Mais ils pouvaient se marier librement s'ils avaient dépassé l'âge de 25 ans pour les garçons et 22 pour les filles.

légitimes et les mettre à l'abri de toute espèce de trouble. Il s'efforça d'empêcher les adultères, surtout entre gens mariés et de supprimer dans sa ville toutes les causes de débauche et de désordre (1).

(1) ART. CCCCLXXXIV. — Quant aux simples fornications, voulons que ceux ou celles qui en seront convaincus, soient punis selon la gravité et conditions d'icelles à l'arbitrage de nos dits juges ; auxquels toutefois, nous enjoignons d'en faire telle rigoureuse et exemplaire punition que leur connivence et dissimulation ne soit cause de multiplier et attirer tels vices et deshonestetez entre nosdits sujets.

ART CCCCLXXXV. — Et afin de retrancher la racine des crimes et ôter toute occasion de débaucher et attirer la jeunesse à telles vilenies et infametez de paillardise, dont adviennent infinis maux : Nous ordonnons très expressément : Que toutes femmes et filles mal renommées et qui par commun bruit seront réputées impudiques et abandonnées à paillardise, informations préallablement faites de leur vie et mauvais train par notre bailliy ou son lieutenant auquel et à nostre procureur général, nous enjoignons s'en enquerir et y vaquer diligemment, soient chassées et mises hors de nos terres et seigneuries, comme contagieuses et indignes de converser avec les femmes de bien : leur faisant inhibitions et défenses après qu'elles auront esté ainsi chassées d'icelles nos terres, de plus y retourner hanter ny fréquenter sur peine du fouët : et à chacun de nos bourgeois et sujets de leur louer maison, habitation ou demeure sur peine d'amende arbitraire, telle que le loier de ladite maison, habitation ou demeure pourra valoir et monter pour un an.

ART. CCCXCIX. — Et pour oster tous moïens par lesquels nos bourgeois et sujets et principalement la jeunesse pourroient être induits et attirez à se debaucher et abandonner à vices : nous prohibons et défendons toutes danses publiques, ehansons, ordres et dissoluës, jeux de hazard, berland de cartes, dez, masques, momeries, festes de villages, yvrogneries, gourmandises, gaudisseries, et autres dissolutions, sur peine de vingt sols tournois d'amende pour chacune fois contre chacun et sauf au juge de l'augmenter.

ART. D. — Nous défendons aussi semblablement à tous hosteliers, taverniers et cabaretiers de recevoir les fils de famille, mineurs, serviteurs et autres estans en la puissance d'autrui en leurs hostelleries, tavernes et cabarets, pour y banqueter ou joüer à car-

Il espérait ainsi obtenir des familles unies, des sujets sains et bien dirigés. Rien n'était plus nécessaire pour organiser solidement la Principauté et pour assurer son indépendance. Il continuait donc l'œuvre de Robert IV. Il fut d'ailleurs mieux favorisé que lui par les circonstances. Le roi ne l'ayant pas entraîné dans des guerres inutiles, il eut le loisir de travailler à la prospérité de son Etat. Il encouragea l'industrie drapière et le commerce et il jugea qu'il ne pouvait mieux faire dans ce but et dans celui d'augmenter sa population que de recevoir les protestants chassés de France (1). Il risquait ainsi de s'aliéner le roi, mais il se sentait sans doute assez fort de ses armes et de celles des protestants qui avaient déjà fait leurs preuves (2).

On a beaucoup discuté sur le point de savoir si Henri Robert avait eu tort ou raison de faire de sa Principauté un asile de réfugiés ; on a discuté sur la sincérité de sa propre conversion. Les livres du pasteur Peyran et de l'abbé Prégnon sont les deux plaidoiries contradictoires. La chronologie du père Norbert contenait de quoi leur fournir à tous deux des arguments (3). Aussi en

tes, dez ou autres jeux, sur peine de soixante sols d'amende et de perdition de la dépense, que lesdits fils de famille, mineurs et serviteurs auront faire aux dites hostelleries pour laquelle nous voulons que toute action soit déniée auxdits hosteliers, etc....

(1) Le Père Norbert, sous l'année 1557.

(2) V. dans les *Dimanches politiques et littéraires* du 15 août 1900, l'article de M. Hanoteau intitulé « La vérité sur l'Edit de Nantes ».

(3) V. le P. Norbert, notamment sous les années 1557, 1568, 1569.

ont-ils peu cherché autre part (1). Ils n'ont rien démontré. La personnalité d'Henri Robert et son œuvre mériteraient d'être dégagées des exagérations de ses historiens. Il faudrait rechercher comment en fait a été utilisée la vie apportée par les émigrés, si elle a profité à la ville ou si au contraire elle n'a pris que la forme du désordre (2). Alors on pourrait peut-être dire si Henri Robert fit bien d'ouvrir la Principauté aux protestants ou

(1) L'abbé Prégnon, a en outre interprété les ordonnances de la manière que l'on verra dans la note suivante.

(2) Le pasteur Peyran : « ... au bout de peu de mois, l'aspect de Sedan changea. D'immenses fortunes y étaient entrées avec ceux qui étaient venus s'y dérober à la mort. La nécessité de loger ces malheureux fugitifs donna naissance à de nouveaux quartiers... Les genres d'industrie y firent de précieuses acquisitions... Les salons étaient souvent convertis en écoles de théologie, de jurisprudence et de philosophie, où les sujets les plus transcendants du siècle discutaient sur les matières les plus intéressantes pour l'humanité et les plus dignes d'occuper la pensée.

« Pour fixer dans Sedan cet éclat qui commençait à l'illustrer et pour profiter de ce retour vers l'ordre et les lumières qui se faisait déjà sentir dans les Etats voisins et répandait une chaleur vivifiante dans toutes les conditions... » L'abbé Prégnon : « Malgré toutes les mesures et les dispositions législatives prises par Henri Robert pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité dans ses Etats, les principes dissolvants de la réforme y portaient leurs fruits comme partout ailleurs. Favorisées par le Prince et plus encore par Francoise de Bourbon, son épouse, les nouvelles opinions, en dépit des lois et de la pure et expresse parole de Dieu prêchée partout avec zèle, introduisaient dans les souverainetés l'esprit d'insubordination et de révolte : et aux maux de la guerre, à toutes les souffrances physiques, elles vinrent ajouter la licence, l'immoralité, tous les désordres, toutes les calamités morales... Personne n'était plus en sûreté dans la ville... La passion du jeu était effrénée... Les vols et les assassinats devenaient des faits quotidiens », t. II, p. 442 et 443.

s'il ne commit qu'une « faute énorme » ainsi que le croit l'abbé Prignon (1). Mais actuellement on ne sait rien là-dessus, non plus que sur sa conversion qui fut peut-être sincère, peut-être politique et l'on ne comprend pas le mot de Brantôme qui l'avait connu : « Il s'estoit mis Huguenot comme plusieurs autres de France et ce pour charité bonne qui estoit en lui... » (2).

Tout ce que nous pouvons dire après avoir étudié notre droit, c'est que le protestantisme ne paraît pas avoir exercé sur lui une mauvaise influence (3) et que nous devons à des protestants les Ordonnances, la morale qu'elles renferment et la prière écrite en tête du livre imprimé par Robert Estienne qui contient aussi la signature d'Henri Robert de la Marck (4).

(1) T. II, p. 443.

(2) Brantôme, *Vie des grands capitaines*.

(3) Les protestants n'ont pas retardé son développement. Ils en ont même respecté le sens. Ils auraient pu transformer le droit civil suivant leur idéal ou au moins y introduire quelques modifications, autoriser comme par exemple le divorce qu'admettait leur religion et qui entra dans leurs usages.

(4) *Prières que doit faire le juge chrétien avant que tenir les plaids* : Notre aide soit au nom de Dieu qui a fait le ciel et la terre.

Notre bon Dieu et père puisqu'il te plait te servir dans tes pauvres créatures en l'administration de la justice, nous te supplions qu'il te plaise repurger nos cœurs de toutes souillures et mauvaises affections et les remplir de ta sapience afin qu'en toute fidélité et droiture nous oyons et jugions les différends de ton peuple discernant clairement le droit de tous et rendions à chacun ce qui lui appartient en sorte qu'en toutes nos actions on connaisse que tu es avec nous et que nous ne sommes que les instruments pour prononcer et exécuter ta volonté. Veuille aussi par même moyen unir et confondre ensemble les volontés des parties par le lien de

La coutume de 1568 fut en vigueur jusqu'au Code civil. Avec Sedan, elle régissait dans le département des Ardennes, les communes de : Angecourt, Balan, Bazeilles, Bulson, La Chapelle, Daigny, Douzy, Fleigneux, Francheval, Givonne, Haraucourt, Illy, Lombut, La Moncelle, Noyers et Thelonne, Pouru, St-Remy, Raucourt, Rubécourt et Lamécourt, Villers, Cernay, Wadelincourt.

III. — *Le commentaire.*

Outre le coutumier et la coutume, nous avons utilisé comme sources de notre droit régional, les archives de notaires que nous possédons et un commentaire manuscrit du ^{xvii}^e siècle que nous a obligeamment prêté M. Auguste Philippoteaux, avocat. Ce commentaire ne porte pas de signature. Il a dû être fait vers 1661. L'auteur dit en effet dans sa préface qu'il a entrepris son travail à l'occasion de l'établissement d'un siège présidial dans la

paix et charité et leur fais la grâce qu'en toutes leurs poursuites et actions ils aient la conscience droite et entière, reconnaissans bonne fois partout sans aucune chose déguisée de la vérité de leurs fait ad ce qu'ils en puissent recevoir plus brève et fidèle expédition au nom de Jésus-Christ Notre Seigneur. Ainsi soit-il.

Prières et actions de grâce après les plaid.

« Nous te rendons grâce, père céleste, de l'assistance qu'il t'a plu de nous faire en ce lieu qui est le signe de ta justice. Te suppliant nous supporter en nos infirmités si en quelque endroit nous ne sommes pas acquittés en telle droiture et fidélité que tu requiers, nous rendant pour l'avenir plus propres et idoines en cet endroit à à la gloire de ton saint nom, au repos et soulagement de ton pauvre peuple ce que nous te demandons au nom de ton fils Jésus-Christ notre Seigneur qui en l'unité du Saint-Esprit vit et règne avec toi Dieu, éternellement. » — Ecrite à la main en tête de l'édition de R. Estienne de 1568, qui se trouve à la Bibliothèque nationale.

ville (1). Il fait connaître en même temps son but et renseigne exactement sur la nature et la valeur de son œuvre. « Ayant considéré, cher lecteur, pendant l'espace de quatorze ou quinze ans que j'ay passé en France que plusieurs coustumes de ce Royaume estoyent annotées et commentées par des jurisconsultes modernes et entr'autres, celle de Paris par Charondas, celle d'Orléans par Pyrrhus Englebermeus, celle du Berry par Labbé, celle de Bourgogne par Chassanée, celle de Lorris-Montargis par Lhoste, celle d'Anjou par Choppin, celle de Poictou par Rat, celle de Bretagne par Dargentré, celle de Bordeaux par Ferroun, celle du Nivernais par Coquille, celle de Blois par Pontanus et celle de Troye par Pithou ; j'ay souhaité beaucoup de fois de voir aussy la nostre commentée par quelque docte jurisconsulte. Mais voyant que personne ne vouloit mettre la main à un ouvrage si louable et fort nécessaire à ceux qui suivent le barreau, sur tous aux jeunes advocats et procureurs, bien que je me sois senty faible et peu exercé, voire bien éloigné de la science et capacité des susdits commentateurs, je me suis néanmoins proposé de les imiter de tout mon pouvoir, afin d'obliger quelque plus docte personnage, en prenant la peine de lire mes annotations, d'y réparer les défauts. Pour parvenir à mon but, j'ay creu que s'allant establir un siège présidial en cette ville, il estoit à propos d'accorder et concilier nostre coustume avec le droit

(1) L'édit est du mois de novembre 1661.

françois, aussy bien qu'avec le droit civil ou romain et pour cet effet de joindre aux loix des Digestes et du Code, les arrèsts des parlemens de France, sur tous ceux du parlement de Paris, comme aussi en tant que besoin serait, les dispositions des coutumes et quelques opinions de docteurs : c'est là, cher lecteur, ce que j'avois à te dire en peu de mots, et il ne me reste qu'une prière à te faire, qui est que tu ayes agréable de supporter charitablement mes défauts, en considérant, qu'ils ne procèdent que d'une bonne intention de servir au public. Laquelle mérite bien d'estre aucunement excusée. Adieu. »

C'est donc un traité pratique qu'il a entendu faire. Il a réuni sous les articles de la coutume (il ne s'est pas occupé des ordonnances) des décisions de la jurisprudence qui s'y rapportaient et des avis de commentateurs, auxquels il a souvent joint le sien. Il n'est ni savant ni pédant. Il dit ce qu'il pense avec simplicité. Il n'est pas original. On ne saurait lui en vouloir, car si ses idées ne révèlent pas une personnalité brillante, elles sont du moins celles d'une majorité contemporaine et elles nous intéressent dans la mesure où elles nous renseignent sur l'influence réciproque des coutumes, sur l'usage que l'on faisait des principes romains, sur l'état général du droit à son époque. Nous ne pouvons regretter qu'une chose, c'est qu'ayant, comme il le dit, passé 14 ou 15 ans en France, il ait préféré le droit commun au nôtre au point de trancher toutes les difficultés suivant la ju-

jurisprudence parisienne sans s'inquiéter de l'esprit de notre coutume ni de notre jurisprudence dont il ne parle pas. Mais il est pareil en cela à la plupart des commentateurs de son temps et il contribue à montrer comment s'est préparée l'unification du droit français.

LE RÉGIME DES BIENS DES ÉPOUX

C'est dans son chapitre 4 que la coutume de Sedan fixe les règles du régime matrimonial que nous allons étudier.

Nous utiliserons le texte de 1568 et celui du coutumier de 1539 (1). Leur comparaison nous permettra de nous faire une idée de l'état de notre droit régional au moment de la rédaction des coutumes.

On sait comment s'était transformée au cours du moyen âge, en partie sous l'influence romaine, l'idée de collaboration des époux, base de la société conjugale antérieure au xiii^e siècle. Bien que la plupart des coutumes aient employé les mots « communs en biens » pour qualifier les conjoints dans leurs rapports pécuniaires, elles leur faisaient des rôles d'associés distincts et inégaux, le mari ayant la plus grande part de pouvoir et de responsabilité. La femme au contraire avait un rôle si peu important dans les affaires de la société que Dumoulin put en dire : « *etsic non est proprietas sed speratur fore* (2) ».

Chez nous, il semble que les anciens principes se soient mieux conservés qu'en droit commun et que celui de l'égalité des époux dans l'association conjugale soit

(1) V. *suprà*.

(2) Dumoulin, Commentaire (sous l'art. 109, n^o 3).

demeuré à la base de notre régime de communauté de biens. Cela apparaît surtout dans le coutumier qui contient notre plus ancien droit. Dans la coutume on trouve des dispositions nouvelles importées sans doute par ses rédacteurs étrangers et qui le modifient pour le rapprocher du droit commun, dont la double tendance était de séparer les intérêts des époux et de faire du mari, aux dépens de la femme, le maître absolu de la communauté. Néanmoins, même dans la coutume, notre régime matrimonial avec ses retards ou ses avances sur celui de droit commun paraît avoir résisté plus longtemps que lui au courant qui l'écartait des principes traditionnels suivant lesquels les époux étaient des associés ayant sur la chose commune des droits et des pouvoirs égaux.

Point de départ de la communauté. — « L'homme et la femme conjoints par mariage, dit notre article 75, dès incontinent après la bénédiction nuptiale sont communs en biens ». L'article 191 du coutumier disait : « dès incontinent qu'ils sont espousez. » Les seconds rédacteurs en précisant ainsi le point de départ de la communauté, ont prévenu les difficultés que pouvaient faire naître l'ancien texte (1). Les juristes d'alors auxquels était familière la

(1) C'est au moment de la rédaction officielle des coutumes que l'on songea à fixer d'une manière précise le point de départ de la communauté. Ainsi le voyons-nous aussi pour la coutume de Vermandois dont le procès-verbal de la rédaction de 1556 faite « d'après un cayer des coutumes de la Prévosté dudit Laon, siège capital du bailliage des Vermandois escrit à la main », porte que ces mots : « du jour de nocces », ont été remplacés par « du jour de la bénédiction nuptiale » qui

lettre du droit romain, n'auraient pasmanqué de rappeler le principenuptiasnon concubitus sed consensus facit et les discussions se seraient fréquemment élevées sur le point de savoir si la communauté partait de la promesse de mariage, du jour où il avait été légitimement contracté ou seulement de sa consommation. Le sens de la coutume nouvelle, conforme à la plupart des coutumes françaises (1) est très clair ; la communauté commence dès que le mariage est célébré (2), c'est-à-dire, pour notre commentateur : « célébré, ou bien selon la coutume de l'église romaine, ou bien selon celle de la réformée reçue en France suivant les édits de pacification (3) et

ont été mis à la place de « du jour des espousailles », dans les coutumes de Saint-Quentin (du même bailliage : ordonnance du même jour).

(1) Cout. de Paris de 1580, art. 220. Celle de 1510, art. 110 ne fixait pas la date du début de la communauté). Cout. de Vermandois, art. 17. Cout. de Châlons, art. 19, etc. Certaines coutumes comme celle du Nivernais portent : « incontinent après la consommation. » Guy Coquille dans son commentaire dit qu'il faut entendre quand la cérémonie publique est intervenue, édit. Dupin, p. 320. D'autres coutumes, Anjou, Bretagne, Chateaufort, Dreux, etc., fixaient le commencement de la communauté au jour qui suivait la première année de cohabitation, mais l'usage le plus général surtout dans le nord de la France, était de le fixer au premier jour du mariage. Beaumanoir écrit (chap. XXI, n° 2 ; « sitôt comme mariage est fait les biens de l'un et de l'autre sont communs par la vertu du mariage. »

(2) Si la communauté ne commence qu'après la célébration du mariage, les fiançailles ont pour effet de fixer la date à partir de laquelle l'un des futurs époux ne pourra aliéner ses héritages et biens immeubles sans le consentement de l'autre (de façon à éviter les aliénations frauduleuses.) Cout. de 1568, art. 120 ; cout. de 1539, art. 253.

(3) Edit de Pacification de Paris : 23 mars 1568.

spécialement telle qu'elle s'observe en ceste ville de Sedan par une longue suite d'années. »

Nous voyons ici comment les rédacteurs de 1568, français pour la plupart, s'inspirèrent du droit du royaume en réformant notre coutume. Celui-ci d'ailleurs n'avait pas non plus prévu toutes les hypothèses. Notre commentateur rapporte en effet un arrêt du 31 mai 1591, prononcé en robes rouges (1) qui prouve que l'on discutait encore, par exemple, sur le point de savoir « si une promesse de mariage, confirmée même par les fiançailles ou espousailles, en avant le décès du promettant, et au plus fort de sa maladie, estoit valable, pour establir une communauté et attribuer un douaire ». Les juges s'étaient prononcés pour la négative. « L'ordonnance de Blois, confirmée par le concile de Trente, déclarait nulles de telles promesses qui « choquaient l'honnesteté publique » (2). Notre commentateur, remarquant que cet arrêt avait été rendu contre une concubine, « laquelle un certain avait épousée trois jours avant sa mort », conclut : « L'on tient que hors le cas de concubinage et impudicité, si après une bénédiction solennellement faite en l'Eglise entre deux conjoints de vie irréprochable, assistés de leurs parents et amis, il arrivoit que l'un ou l'autre décédast de mort subite et inopinée, le contract de mariage ne laisseroit point de sortir effet ». Ainsi malgré la précision des termes de la coutume

(1) Coté par Montholon au chap. 70 de son recueil.

(2) Voir Louët : lettre M. 6 et 26.

la date du début de la communauté restait soumise à l'appréciation des juges.

BIENS COMMUNS. — L'actif de la communauté comprend les biens meubles des époux et les conquêts immeubles qu'ils feront durant et constant leur mariage, et le passif commun, les dettes et obligations personnelles créées tant auparavant que constant ledit mariage (1).

Ce régime est semblable à celui que consacrent la plupart des coutumes, celle de Paris entre autres, dans son article 110 (2). L'identité des termes du coutumier de Sedan et de la coutume prouve que les rédacteurs de 1568 n'ont pas eu de réformes à faire sur ce point. Ceux de 1539 avaient codifié un usage sans doute très ancien qui n'était ni celui de Reims où la vraie communauté ne semble pas avoir été de droit commun ni la communauté universelle usitée dans le pays de Liège. C'était un régime intermédiaire et que l'on peut rapprocher de la communauté d'acquêts.

Les biens qui composaient l'actif d'une pareille communauté étaient donc les meubles qui appartenaient aux époux avant et depuis leur mariage et les conquêts immobiliers.

Meubles. — Les meubles comprenaient : « les ustensiles de maison, comme lits, chalcits, couches, tables, coffres, buffets et autres choses qui se peuvent mouvoir

(1) Art. 76, *Coutumier*, art. 194.

(2) Ancienne coutume de 1510. — (Art. 820 de la nouvelle rédaction de 1580.)

et ne sont de leur nature et usage destinées pour demeurer perpétuellement en la maison où ils sont (1) » ; « les dettes personnelles dues par cédulés, obligations ou autrement (2), » c'est-à-dire toutes les créances mobilières ; les fruits des conquêts et des propres (tant que fonctionnait la communauté, les fruits y entraient sans distinction, mais au moment du partage, leur attribution présentait certaines difficultés. Nous verrons comment notre coutume les résolvait en grossissant le plus possible l'actif commun ; enfin les rentes constituées à prix d'argent (3). (Le droit variait beaucoup à leur égard. Elles étaient le plus souvent considérées comme immeubles (4) et demeuraient ainsi hors de la communauté à qui notre coutume était plus favorable) (5).

(1) Art. 25 et suivants.

(2) Art. 24.

(3) Ces rentes pouvaient être des rentes de grains « réduites à deniers ». La coutume, art. 19, 20, autorisait en effet le vendeur à réclamer cette conversion suivant l'ordonnance de Charles X, de novembre 1565.

(4) La coutume de Paris les réputait immeubles (art. 947), solution adoptée par la chambre du Saint Empire. *Mynsinger*, centurie I, observation 69. Celle de Troyes les réputait meubles pendant le temps du rachat et immeubles passé ce temps (art. 85, V. le Commentaire de Pithou qui cite la coutume de Sedan parmi celles qui s'écartent du droit commun). La coutume de Vermandois, au contraire les réputait immeubles en principe mais décidait que les deniers provenant de leur rachat seraient meubles (article 107). L'ancienne coutume de Saint-Mihiel les réputait immeubles quand elles provenaient de succession (tit. 81, art. 3).

Il semble que dans notre région, l'usage était plutôt de les considérer comme meubles (v. Reims art. 18, Luxembourg, titre II, art. 23).

(5) La coutume ne parle pas des rentes et pensions viagères.

Conquêts immeubles. — Malgré le grand nombre des meubles que notre coutume faisait tomber dans la communauté, c'étaient les conquêts immeubles qui formaient la partie la plus importante de son actif. Cela tenait moins d'ailleurs à leur quantité qu'au mépris que l'on avait alors pour les meubles. Au moyen âge on achetait peu d'immeubles. Dans les premiers siècles, ceux que les époux acquerraient leur venaient de prises à cens, à rente, à emphytéose et surtout de donations. Ce n'est qu'avec le développement du commerce et de l'industrie, avec l'accroissement de la richesse publique, qu'augmenta le nombre des contrats, des achats et des ventes d'immeubles. Au temps des coutumes les communautés bien administrées comprenaient souvent des conquêts immobiliers provenant d'échanges ou d'achats faits avec les deniers communs à titre de placements. Et c'était une heureuse chose pour la communauté, car l'idée que les époux doivent avoir en dehors d'elle des biens qui leur restent propres faisait de rapides progrès. On s'éloignait de plus en plus de la société conjugale primitive dans laquelle entrait tout immeuble pourvu qu'il ne fût pas un des biens

Notre commentateur, adoptant l'avis de Charondas (sur la coutume de Paris, art. 221 et 222) pense qu'elles sont immeubles et leurs arrérages meubles. Il les considère en effet comme une espèce d'usufruit et l'usufruit avait été jugé immeuble par arrêt de cour du 23 décembre 1550.

La coutume ne parle pas davantage des offices. Ils étaient en général, considérés comme immeubles (V. cout. de Paris, art. 95. Louet, lettre O, 5 et Montholon, *Recueil d'arrêts en robes rouges*, chap. III).

qui ne devaient point quitter la famille. Nous verrons, lorsque nous nous occuperons des propres, comment, avant que se développât la théorie des récompenses, les conjoints pouvaient, d'après notre coutume elle-même, en augmenter le nombre soit par l'exercice du retrait lignager, soit par des arrangements spéciaux en cas d'échange ou de partage.

Les immeubles achetés avec des deniers communs, faisaient bien entendu partie de l'actif commun. Les époux avaient sur eux des droits égaux, et ils se les partageaient par moitié à la dissolution de la communauté. Il en était quelquefois de même des immeubles qu'ils recevaient au cours du mariage à titre de donation. C'est ainsi que ceux qui leur venaient de donateurs dont ils n'étaient pas héritiers présomptifs, étaient en principe considérés comme acquêts de communauté. On pensait en effet que les donateurs n'avaient pas de raison pour faire une différence entre les époux. On se montrait en cela plus favorable à la communauté qu'aux propres. C'est une tendance de la coutume qui semble avoir voulu assurer la prospérité des associations conjugales. Elle manifeste la même intention lorsqu'elle rend irrévocables les donations générales ou particulières faites entre vifs ou à cause de mort, en traité de mariage en faveur des mariés, ou de leurs descendants, « tellement, ajoute-t-elle, que le donateur ne peut aliéner les choses par lui données ne disposer d'icelles (1). Cet

(1) *Coutumier* 254 et 244, *Coutume* 121.

article contient une dérogation au principe « donner et retenir ne vaut (1) ». Elle se retrouve dans quelques coutumes (2). Elle permet au donateur de conserver la possession des choses qu'il a données aux conjoints dans leur contrat de mariage, à condition qu'il n'en dispose en aucune manière jusqu'à son décès. Cette faculté, qui avait pour but d'encourager les parents et les amis des futurs époux à leur faire des donations en faveur de leur mariage, est une autre preuve de l'intention constante des rédacteurs de nos coutumes et principalement de celle d'Henri Robert de la Marck de faciliter la fondation de nouvelles familles légitimes. Notre ancien droit français favorisait toujours les donations faites en faveur du mariage, mais les coutumes contenaient rarement des dispositions aussi complètes, que celle que nous venons de rapporter et que l'on peut rapprocher des articles 1082 et 1083 du Code civil qui autorisent en pareil cas les donations de biens à venir et en prononcent l'irrévocabilité. Seulement alors que le Code n'interdit au donateur que les

(1) L'article 274 de la coutume de Paris de 1580 disait : « C'est donner et retenir quand le donateur s'est réservé la jouissance de disposer librement de la chose par lui donnée, ou qu'il demeure en possession jusqu'au jour de son décès, et Dumoulin d'après l'article 160 de l'ancienne coutume de 1510 affirme même que c'est aussi donner et retenir, si le donateur a retenu la minute par devers lui, encore que la donation ait été insinuée : « *dummodo actus fiat serio et relinquatur instrumentum penes notarios publicos, vel penes amicum donatarii extra potestatem donantis,* » conseil 60. Sur le sens actuel, V. Planiol, t. III, p. 749 (2^e édit.).

(2) Sedan 109, Vermandois 54, Reims 229, Châlons 64, Paris 273 (red. de 1580), Orléans 283, Luxembourg titre 14, art. 2.

dispositions gratuites importantes faites au préjudice du donataire sur les choses données, notre coutume prononçait la nullité des aliénations et dispositions quelconques postérieures à la donation. Cette irrévocabilité était si fortement établie dans notre droit local, que le commentateur décide contrairement aux arrêts que Louet cite sur cette matière, que de telles dispositions ne sont pas révocables, même pour survenance d'enfants (1).

Si les immeubles donnés aux époux, soit par donations entre vifs, soit par legs testamentaires par des étrangers ou des collatéraux dont ils n'étaient pas héritiers présomptifs tombaient en principe en communauté, l'article 37 permettait aux donateurs d'en faire des propres, au moyen d'une stipulation expresse dans l'acte constitutif. Il en était ainsi dans presque toutes les coutumes ; celle de Paris (2) en particulier contient les mêmes dispositions, mais dans l'ordre inverse : la possibilité de donner des immeubles qui restent propres y précède l'énoncé du principe qu'ils sont communs faute de disposition spéciale, comme s'il était d'un usage plus fréquent d'y déroger que de le suivre. Chez nous, la tendance à augmenter le nombre des propres était moins accusée. L'ancien principe que les immeubles donnés aux époux entraient en communauté y formait encore le fond du droit. La preuve en est l'article 235 du coutumier qui ne

(1) Louet B. 52.

(2) *Coutume de Paris*, art. 246.

mentionne pas la faculté d'y déroger (1). Elle a peut-être été introduite dans la coutume par les rédacteurs de 1568.

Les immeubles donnés aux époux en contrat de mariage par leurs pères, mères, aïeuls ou aïeules pouvaient sortir nature de conquets, lorsque le contrat le stipulait expressément (2) ; et ceux qui leur étaient donnés par des gens dont ils étaient héritiers présomptifs « à titre onéreux, comme de nourrir les donateurs, payer leurs dettes ou autres charges « étaient » réputés acquêts, jusqu'à la valeur et estimation des dites charges » (3).

Passif commun. — Par leur mariage, les époux devenaient « communs en toutes dettes et obligations personnelles créées tant auparavant que constant ledit mariage » (4). C'était une conséquence de la communauté générale des meubles parmi lesquels l'article 24 de la coutume avait pris soin de ranger les « dettes personnelles dues par cédulés, obligations ou autrement ». Les rapports des époux avec leurs créanciers étaient donc en principe fort simples.

Au début du moyen âge, lorsque les meubles seuls répondaient des dettes, il était nécessaire que celles-ci

(1) Art. 235 du coutumier : « Tous héritages donnez par donation simple faicte entre vifs, ou à titre onéreux, legs testamentaires ou autrement, a personne étrange qui n'est héritier présomptif du donateur ou testateur venant à la succession ab intestat sont réputez acquetz. »

(2) *Coutume*, art. 31 ; *Coutumier*, art. 233 et 234.

(3) *Coutume*, art. 35 ; *Coutumier*, art. 237.

(4) *Coutume*, art. 76 ; *Coutumier*, art. 191.

fussent communes. Comment en effet auraient-elles pu être acquittées si elles étaient demeurées propres, alors qu'ils faisaient partie de la communauté ? Mais cette considération ne suffirait pas à expliquer comment ce principe est demeuré aussi strict dans notre coutume longtemps après que les immeubles étaient entrés dans le gage des créanciers. La plupart des coutumes conservaient bien le principe de la communauté des dettes que leur avait transmis la tradition, mais elles faisaient souvent en l'énonçant quelques réserves. La nôtre déclare simplement que les dettes sont communes au même titre que les meubles et les conquêts immeubles, « tellement qu'après le trépas desdits conjoints ou de l'un d'eux, lesdits meubles, conquêts immeubles et dettes se partiront et payeront par le survivant et les héritiers du premier mort par moitié » (1). Comme on le voit, notre coutume faisait aux deux époux des parts égales en passif et en actif à la dissolution de la communauté. Elle les considérait comme des associés égaux, ayant autant de droits l'un que l'autre sur les bénéfices et devant supporter également les pertes qui résultaient aussi de leur collaboration. Tel était le principe qu'elle formulait en tête de son chapitre sur la communauté. Cependant, chez nous comme ailleurs, le mari était devenu en fait l'administrateur de la chose commune. Pour rétablir l'équilibre la coutume étendit sa responsabilité et comme il ne cessait d'aug-

(1) *Coutume*, art. 77 ; *Coutumier*, art. 192.

menter ses pouvoirs, ses propres biens finirent naturellement par constituer le gage principal des créanciers communs. Le respect de l'égalité des époux semble avoir été l'un des principaux soucis des rédacteurs des deux coutumes. Les quelques dispositions qu'ils ont prises au sujet de leurs dettes en font foi.

Dettes antérieures au mariage. — Parmi celles qui tombaient en communauté, il y avait d'abord les dettes que le mari ou la femme avaient contractées antérieurement à leur mariage. C'était un principe traditionnel qui donna lieu à l'adage « qui épouse le corps épouse les dettes ». Il s'appliquait strictement à l'origine : ces dettes cessaient d'être personnelles. Mais lorsque la communauté devint moins complète, moins franche, la jurisprudence pour sauvegarder les intérêts des créanciers, leur réserva le droit de poursuivre pour le tout l'époux qui s'était engagé envers eux avant son mariage, sauf le recours de celui-ci contre son conjoint pour la moitié de la dette. C'est ainsi que notre commentateur affirme que « l'un des conjoints ayant contracté une dette auparavant le mariage, son créancier, après la dissolution du mariage et de la communauté, se peut adresser audit conjoint ou à ses héritiers pour poursuivre la dette, parce que la communauté introduite entre les conjoints concerne seulement et eux et leurs héritiers, mais non pas le créancier antérieur à icelle et ne peut préjudicier au droit

(1) Le commentateur sous l'article 76.

qui lui était acquis avant ladite communauté (l. 56, *in fine ff. de condit. et demonstrat* ; l. 2, § 2, *ff. de verb.*, et l. 23, *eod. de pact.*), car autrement la condition du créancier pourrait être pire contre la disposition de droit in l. 2, *ff. quod vi ant. clam* et in l. 39, *in fine ff. de negot. gent.* » (1). C'était fort juste, mais peu conforme à la tradition. Pour que l'on pensât à protéger les créanciers, il fallait que la communauté eût commencé à se désagréger : lorsqu'elle existait sous sa forme primitive, elle s'imposait sous toutes ses formes comme une nécessité. C'est dans le temps où l'on rendit personnelles les dettes des époux antérieures à leur mariage, que fut inventée la clause de séparation de dettes.

Dettes contractées au cours du mariage. — Pour les dettes contractées au cours du mariage, nous venons de voir qu'en principe, elles étaient toutes communes. Néanmoins la coutume contient une disposition qui fait naître un doute à l'égard de celles du mari. L'article 324 des ordonnances semble en effet signifier que les juges pouvaient quelquefois les empêcher de tomber en communauté, lorsqu'ils estimaient que la femme n'en était aucunement responsable (1). Comme d'autre part il semble que les dettes délictuelles des époux leur restaient personnelles, le passif commun comprenait en définitive, outre les dettes antérieures au mariage, la plupart de celles que le mari avait contractées seul comme adminis-

(1) V. pour ce qui suit, ce qui est dit des pouvoirs des époux, p. 106 et suiv.

trateur de la société conjugale et celles que la femme avait contractées soit avec son autorisation générale pour les besoins du ménage ou pour son commerce, soit avec son autorisation spéciale dans tous les autres cas. Ce passif pouvait être fort important surtout sous l'empire de coutumes semblables à la nôtre suivant laquelle les rentes constituées faisaient comme meubles, partie de la communauté, car on utilisait fréquemment le contrat de rente pour tenir lieu du prêt à intérêt qui était interdit au moyen âge.

Une fois déterminées les dettes communes, il importait de préciser sur quels biens elles devaient être poursuivies. La coutume ne l'a pas fait, mais il n'est pas douteux que les conquêts immeubles en répondaient autant que les meubles (1). Il en était en effet ainsi à Paris depuis le xiv^e siècle et il n'y a pas de raison pour que notre droit soit resté sur ce point, en retard sur le droit commun (2). Un doute cependant pourrait s'élever à cause de l'article 88 qui déclare que la femme pour être quitte des dettes communes n'a qu'à renoncer aux meubles et conserve sa part de conquêts, mais on peut voir

(1) Il va sans dire que les meubles servaient avant les conquêts à acquitter les dettes, suivant le principe de Beaumanoir : « Se li meuble pueent sofire, li eritaiges doit demeurer es pes ». Beaumanoir, chap. 64, n° 1593.

(2) D'ailleurs l'article 312 du coutumier prouve que les immeubles répondaient des dettes comme les meubles : « qui prend les meubles et acquets immeubles d'aucuns, soit par contract ou succession est tenu de payer les dettes personnelles mobilières. » V. aussi 362 et 305 de la coutume et 115 et 110 du coutumier.

là une faveur qu'on lui faisait en compensation des pouvoirs reconnus au mari, et qui avait pour conséquence de charger celui-ci du reliquat des dettes que la valeur des meubles n'avait pu couvrir. A Paris, lorsque les conquêts entrèrent avec les meubles dans le gage des créanciers, l'usage s'établit d'y faire renoncer la femme. Chez nous, l'ancienne forme de renonciation fut conservée probablement à titre de faveur. On ne peut donc pas conclure de l'article 88 que les conquêts n'étaient pas atteints par les dettes. D'ailleurs la coutume ayant à fixer dans un cas l'ordre des biens à poursuivre, nomme les conquêts: « Sçavoir est, les meubles et acquets premièrement, et est après les propres, si les meubles et conquets ne suffisoient, jusqu'à concurrence des choses susdites (1). » Cet ordre paraît bien avoir été l'ordre général des poursuites et, en se fondant sur l'article 88, on peut supposer que tous les biens du mari répondaient avec ceux de la femme, des dettes communes.

BIENS PROPRES. — Les propres étaient primitivement des immeubles qui se transmettaient entre parents en ligne directe ou collatérale. Ils ne devaient pas sortir de la famille dont ils formaient le fonds héréditaire. Les époux les conservaient donc à titre de propriété personnelle. La communauté n'en touchait que les revenus et à sa dissolution, ils étaient repris par celui auquel ils appartenaient.

(1) Art. 329 des ordonnances (Il s'agit des frais de justice).

Ils comprenaient en principe, les immeubles que les époux possédaient antérieurement à leur mariage et ceux qui leur venaient ensuite de parents lignagers par donation ou succession. Tous les autres immeubles acquis au cours du mariage étaient communs. C'était naturel pour ceux dont la communauté avait payé le prix d'achat ; quant aux autres qui provenaient de dons, on pensait qu'ils devaient profiter également aux deux conjoints. On les considérait aussi comme un produit de leur collaboration.

A l'époque de la rédaction des coutumes, en même temps que s'accusait la tendance à séparer les fortunes des époux, la notion des propres s'élargit au détriment des intérêts de la communauté.

Nous trouvons des effets de ce double mouvement dans les différences qui existent au sujet des propres entre le coutumier et la coutume . Les rédacteurs modifièrent suivant la mode le vieux droit régional que les juristes de 1539 avaient fixés. Celui-ci s'était développé dans le même sens que le droit commun, mais plus lentement. Il concevait encore la communauté comme une association entre deux personnes qui devaient en retirer un égal profit. Pour lui la prospérité de l'association conjugale devait s'apprécier suivant l'importance des biens qui seraient partagés par les époux à sa dissolution et il s'efforçait par tous les moyens d'augmenter le nombre des meubles et des conquêts.

Nous avons vu que les rédacteurs de la coutume res-

pectèrent en partie ces principes et qu'ils laissèrent aux conquêts une place très considérable. Mais ils ne pouvaient oublier les idées nouvelles et l'on peut en reconnaître l'influence dans le droit qu'ils ont réformé.

Le coutumier ne déterminait pas la nature des propres. Il n'en parlait qu'incidemment comme de biens différents de ceux dont il s'occupait. La coutume au contraire, les oppose aux conquêts dans un chapitre spécial où elle ajoute des dispositions nouvelles à celles qui se trouvaient éparses dans le coutumier. La question des propres y est traitée avec un soin qui suffirait à prouver la faveur dont ils jouissaient alors ; mais elle apparaît surtout dans le fond du droit nouveau.

Suivant lui les propres comprennent :

Les immeubles qui appartenaient aux époux antérieurement à leur mariage. (Il leur est interdit de les aliéner sans le consentement l'un de l'autre à partir de leurs fiançailles.)

Les héritages et dons immobiliers qui leur adviennent par succession, donation faite en avancement d'hoirie, faveur de mariage, legs testamentaire ou autre disposition tant entre vifs que à cause de mort d'ascendant ou de descendant en ligne directe ou de collatéraux auxquels ils peuvent succéder ab intestat au moment du contrat s'il s'agit de donation entre vifs, à l'heure de la mort du testateur s'il s'agit de donation à cause de mort. C'est une application du principe de conservation des biens de famille. Il était respecté dans le coutumier mais il n'avait

pas pour conséquence de diminuer les conquêts. L'article 233 disait en effet : « Quant le père ou la mère donnent à leurs enfans ou aucuns d'eulx, héritage en faveur de mariaige ou aultrement, tel héritage est réputé estre donné en avancement de hoirie et de succession et propre au donataire », et il ajoutait : « si par la donation il n'est aultrement dict et accordé. » Il était donc toujours possible aux père et mère d'augmenter le nombre des conquêts de leurs enfans mariés. Suivant la coutume au contraire ils ne peuvent le faire qu'au moment du mariage par une stipulation spéciale dans le contrat (1).

Les donations ou legs testamentaires faits aux héritiers présomptifs des donateurs « à titre onéreux, comme de nourrir les donateurs, payer leurs dettes ou autres charges pour ce qui dépasse l'estimation de ces charges » (2). Il n'est que juste en effet que les deux époux profitent également de ce que la communauté a payé.

« La pecune (3) donnée pour estre employée en héritages », par un donateur parent lignager du donataire. Le commentateur pense que si cette pécune a été donnée par un collatéral pour être employée en héritage sans qu'il soit ajouté qu'il sera propre au donataire, « ledit héritage s'il est acheté, faute de ce ladite pécune, sera propre au donataire » à cause de l'article 32.

(1) Art. 31 et 32. Cet article est l'article 234 du coutumier (dont l'article 283 parle des donations faites en faveur du mariage ou aultrement).

(2) Art. 35.

(3) Argent monnayé, art. 38.

Les héritages acquis en échange des propres (1).

Les héritages de propre et naissant vendus par les conjoints à la charge que les deniers de la vente seront remployés en acquisitions d'autres héritages de pareille nature, à condition que le remploi soit stipulé dans l'acte de vente (2). Et si le remploi n'est pas fait à la dissolution du mariage les deniers provenant de la vente sont considérés comme propres (3). Il était d'usage dans beaucoup de pays de stipuler une fois pour toutes le remploi dans le contrat de mariage. Le commentateur fait remarquer que cela ne se faisait pas dans le nôtre et que l'on exigeait pour que le remploi fût valable que la condition en fût exprimée dans chacun des actes de vente de propres ou d'acquisition à titre de remploi (4).

Les héritages donnés par des étrangers ou des collatéraux dont les donataires ne sont pas héritiers présomptifs, avec stipulation qu'ils leur sortiront nature de propres (5). Le coutumier, dans son article 235, disait simplement : « tous héritages donnés... a personne estrange sont reputez acquestz ». La faculté donnée aux étrangers d'augmenter le nombre des propres, est donc nouvelle dans la coutume. Il était possible d'expliquer par le principe de conservation des biens dans la famille la réserve des propres venant de collatéraux, mais non cette

(1) Art. 33 et 34.

(2) Art. 106.

(3) Art. 107.

(4) Le commentateur sous l'article 107.

(5) Art. 37.

modification. Elle était en fait une conséquence de la tendance qu'avaient les époux à séparer leurs fortunes, tendance qui devait conduire à considérer les propres d'abord comme aussi importants que les conquêts, ensuite comme plus importants, enfin à sacrifier en leur faveur les intérêts de la communauté. Notre commentateur formule ainsi le principe des propres : « tout héritage qui passe des ascendants aux descendants leur est propre, et ce qui n'est qu'acquêt au père est propre au fils et commence à faire souche en sa personne ». Pour lui, les intérêts personnels des époux sont à considérer avant ceux de la communauté. Il dit en effet comme une chose toute naturelle : « quoy que ces héritages soient donnés par contract de mariage aux deux conjoints, si est ce que n'estans pas donnés pour leur estre conquest, ils sont propres à celuy des deux qui est enfant et héritier présomptif du donateur comme n'ayant été donnés qu'à la seule considération et pour lui estre propres, puisqu'il n'y a point de stipulation contraire qui en change la nature. » Le principe de conservation des biens dans la famille est devenu celui de l'époux travaillant pour soi dans l'association conjugale. Le plus sûr moyen qu'il a de s'enrichir est d'augmenter le nombre de ses propres qu'il reprendra à la dissolution de la communauté. Il peut le faire en priant les étrangers qui lui font des donations de stipuler qu'elles seront propres. Cela devait être d'un usage fréquent. Bouguier (1) dit que « toute chose

(1) *Recueil d'arrêt*, lettre R, n. 4.

est réputée propre et héritage, ou par convention, *fictione juris*, ou de sa nature ». Les propres conventionnels étaient donc devenus aussi importants que ceux de nature. Il y avait d'ailleurs des moyens d'en augmenter le nombre indirectement, en utilisant certaines dispositions des coutumes, comme par exemple dans la nôtre, celle relative aux échanges de propres.

L'article 33 disait que l'immeuble acquis en échange d'un propre était propre. Or il arrivait rarement que la valeur de l'immeuble acheté en second fût égale à celle du premier. L'article 34 décidait que s'il y avait lieu à soulte, l'immeuble « était acquet à celui qui aurait fait la soulte jusqu'à concurrence d'icelle, mais que néanmoins celui auquel appartenait l'immeuble donné en échange, pourrait prendre le nouveau en entier en remboursant à l'autre conjoint ou à ses héritiers pour la part à eux afférents des deniers de ladite soulte... ». C'était lui donner la possibilité d'augmenter ses propres : il n'avait qu'à choisir en contre-échange des biens de plus grande valeur, et comme la coutume ne lui fixait pas de délai pour opérer le rachat, il pouvait attendre la dissolution de la communauté pour se décider. Il avait ainsi le temps d'apprécier l'immeuble ; il ne le prenait que s'il le trouvait avantageux. Il lésait donc la communauté de la différence entre le prix de l'immeuble et sa valeur vraie. Cet article bien entendu, n'existait pas dans le coutumier si favorable à la communauté. Il est, d'un autre point de vue, une des premières applications de la théorie des

récompenses qui était alors en train de se développer.

Un second moyen d'augmenter le nombre des propres que nous retrouverons aussi lorsque nous nous occuperons des récompenses, était le retrait lignager dont le but primitif avait été la conservation des biens patrimoniaux.

Tel était donc l'état de la théorie des propres dans la coutume de 1568. La tendance qui apparaît nettement est celle à les augmenter. On voit ainsi la distance qui sépare la coutume du coutumier et comment celle-là se rapprochait du droit commun (1).

LIBERTÉ DES CONVENTIONS MATRIMONIALES. —

C'était donc à un régime de communauté que la coutume de Sedan soumettait en principe les biens des époux, communauté moins franche que celle du coutumier, mais encore conforme sur la plupart des points à l'ancienne tradition et l'on est surpris de trouver à la suite de ceux qui en fixent les règles, l'article 81 ainsi conçu : « *Tout ce que dessus a lieu sinon qu'il y ait convention au contraire dérogeant à ladite coustume.* »

Il est rare de rencontrer dans le droit coutumier une formule aussi précise de la liberté des conventions matrimoniales. De nombreuses coutumes réservaient bien la possibilité de déroger à la communauté, mais c'était au moyen d'exceptions insérées dans leurs articles et qui ne concernaient que des points de détail en général re-

(1) Paris, 246. Orléans, 221.

latifs au partage. Ainsi faisait par exemple la coutume de Reims (1) qui dans ses articles 273 et 280 permettait d'augmenter la part de communauté de la femme, et, au mari noble, de s'obliger à lui restituer son apport.

Dans les autres coutumes voisines on ne trouve pas de semblable disposition avant 1628, date de la rédaction de la coutume de Luxembourg qui s'exprime ainsi en tête de son chapitre « sur les droits appartenant à gens mariés » : « Les convenances de mariage dérogent à la coutume et doivent être précisément observées ». La coutume de Verdun de 1741 est encore plus explicite : « L'on peut par contrat de mariage ou exclure la communauté ou en former une convention différente de la coutumière. » C'est ainsi que diminue peu à peu l'empire de la communauté. Les termes de la coutume de Verdun permettent de penser qu'elle admettait d'autres régimes que la communauté, le régime dotal par exemple. Ceux de la nôtre semblent plus généraux encore, mais l'article 81 est placé immédiatement après ceux qui établissent la composition et le partage de la communauté et ce n'est probablement que pour rendre plus claire la rédaction de ce chapitre, que l'on en a fait une disposition spéciale. Il n'y avait au xvr^e siècle que certaines coutumes du midi, voisines des pays de droit écrit qui permettaient l'adoption d'un autre régime que la communauté. On pourrait penser qu'Henri Robert avait voulu faciliter l'établisse-

(1) qui est de 1558. Des dispositions analogues se trouvent dans la nouvelle coutume de Saint-Mihiel de 1598.

ment des protestants méridionaux émigrés dans la principauté en leur laissant la possibilité de choisir leur régime habituel ; mais la place de cet article parmi les règles fondamentales du régime de la communauté empêche une pareille interprétation. Ce n'étaient ni le régime dotal, ni même celui de la séparation de biens conventionnelle qu'autorisait l'article 81, mais simplement des dérogations à la composition active et passive de la communauté et à son partage. C'était d'ailleurs une question qui préoccupait les juristes d'alors. Pierre Pithou la discute dans son commentaire de la coutume de Troyes sous l'article 85 (1) et il est possible que ce soit à lui que la nôtre doive son article 81. Il n'y avait en effet dans le coutumier aucune disposition permettant de déroger en quelque manière à la communauté. Les rédacteurs de 1568, au lieu d'insérer des exceptions compliquant certains articles ont fait un article nouveau. Il était devenu nécessaire, pour sanctionner un usage relativement récent. Il renseigne sur la date à partir de laquelle une bonne coutume ne pouvait se passer d'une pareille disposition.

Notre commentateur étudie la clause d'ameublement, la stipulation de propres, la séparation de dettes, la clause suivant laquelle la femme survivante prendra tous les meubles, la communauté universelle (2).

(1) Il se demande par exemple si l'on peut stipuler que la femme ne prendra qu'une certaine somme, tous les biens demeurant au mari et cite un arrêt de 1485 qui approuve une telle stipulation.

(2) « Dans le cas de communauté générale de tous biens, les propres

Il est probable que ces clauses étaient les plus usitées à Sedan dans les contrats de mariage du ^{xvii}^e siècle. Il ne paraît pas d'ailleurs que l'on ait abusé de celles qui avaient pour but d'augmenter le nombre des propres (1).

ne changeroient pas pourtant de nature pour avoir esté faits acquets ou conquests, ains demeureroient patrimoniaux, pour retourner aux côtés, origines et lignes, dont ils seroient procédés ». Le commentateur, sous l'art. 81.

(1) « Quelquefois on stipule le remploy par le contract de mariage qui sans contredit est susceptible de toutes sortes de conventions et notamment es coutumes qui en disposent ; mais quelques fois aussy et surtout où la coustume n'en dispose point, on la stipule par les contracts de vente des propres, ut unicuique jus suum conservetur. Or je seay qu'en celle-ci, on ne pratique point (ou du moins, c'est fort rarement) que la stipulation s'en fasse par le contract de mariage, et celui-là parmi quelques-uns, passerait ou pour ignorant ou pour extravagant, qui la voudrait faire insérer en tel contract, parce qu'en effet la coutume ne parle que du remploy stipulé par contract de vente et ne fait aucune mention de celui qui est stipulé par contract de mariage. C'est pourquoi laissant à part la stipulation de remploy par tel contract, quoy que la plus seure et la plus usitée en ce royaume comme il serait facile de le monstrier et vérifier... » Le commentateur, sous l'article 107.

FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION CONJUGALE

1^o Le mari.

Les biens des époux formaient donc trois catégories : les meubles et conquêts, les propres du mari et les propres de la femme. Comme le droit commun du xvi^e siècle, notre coutume reconnaissait au mari, outre la propriété de ses propres, des droits fort étendus sur les meubles et les conquêts, et l'administration des biens de sa femme. Elle en faisait le chef de l'association conjugale.

Ses pouvoirs s'étaient singulièrement accrus depuis le xiii^e siècle. Le concours de la femme ne se rencontre plus au temps de la rédaction de la coutume que dans les actes qui ont rapport à ses propres, et dans ceux où il sert à augmenter le crédit du mari (1). Si l'on ajoute que pour rendre valables ses engagements, elle devait obtenir l'approbation expresse de celui-ci, l'association

(1) Ainsi qu'on peut le voir dans les archives des notaires. Les actes les plus anciens qu'elles contiennent sont de la fin du xvi^e siècle (les offices des notaires de Sedan ayant été créés par ordonnance d'Henri Robert de la Marck de 1568), mais il n'est pas besoin de faire remarquer qu'ils ont été sans doute rédigés selon les formules des officiers de justice de la Principauté, c'est-à-dire suivant des principes antérieurs à la coutume et même au coutumier. Les registres de ceux-ci ont malheureusement disparu.

conjugale paraît avoir été chez nous à cette époque comme en droit commun, une société « exorbitante des sociétés ordinaires », le mari étant « le seigneur et maître absolu des biens dont elle était composée ».

Cependant si ce mot de Pothier peut traduire une impression d'ensemble sur l'organisation de notre communauté, le développement dont il le fait suivre où il proclame l'omnipotence du mari ne semble pas conforme à l'esprit de la coutume (1). Nous avons eu l'occasion de remarquer que dans notre pays les époux ont conservé plus longtemps qu'ailleurs leurs rôles d'associés égaux. L'étude de leurs pouvoirs respectifs sur les biens communs en fournit la meilleure preuve et montre comment l'ancienne tradition coutumière put se continuer comme à l'abri des idées romaines sur la *fragilitas sexus*, qui entraînaient alors le droit commun. Elle permet de dégager ce principe que dans la société où elle est entrée librement, la femme a les mêmes droits que son mari. Les pouvoirs de celui-ci n'absorbent pas les siens, ils les contiennent. Elle les lui a confiés pour le temps que durera la société conjugale et celle-ci venant à être dissoute par une séparation de biens, elle les reprend avec sa liberté complète. Ce sont donc les droits de la femme sur la chose commune que l'on considère pour limiter les pouvoirs du chef de la communauté. Les emprunts faits au droit romain ont pour but non pas de la protéger

(1) Ni surtout les n^{os} 408 et suivants de son *Traité*.

contre son mari, mais simplement de lui permettre de les faire valoir (1). Les rédacteurs de 1568 durent oublier un instant leurs idées nouvelles sur l'infériorité de la femme pour respecter autant qu'il était alors possible les principes du droit coutumier pur sur lesquels nos anciens usages s'étaient lentement édifiés. Les différences (2) que l'on peut relever entre la coutume et le coutumier dont le fond du droit est le même sur ce point montrent qu'ils ne laissèrent échapper aucune occasion d'insister sur les droits de la femme, de réduire le rôle du mari à celui d'un administrateur responsable et de l'empêcher ainsi par une conséquence naturelle d'abuser des pouvoirs qui lui étaient conférés pour le meilleur fonctionnement de la société conjugale (3).

Dispositions entre vifs. — De même qu'en droit com-

(1) Le résultat n'est pas très différent. Ce n'est qu'une nuance ; mais elle permet d'expliquer certaines contradictions que l'on trouve dans notre droit, celle-ci par exemple : Le chapitre que le coutumier consacre aux gens mariés organisant une communauté franchement coutumière autorise dans son dernier article la séparation de biens par consentement mutuel : C'était une nouvelle manière d'affirmer l'égalité des droits des époux dans une société qu'ils avaient librement formée et qu'ils pouvaient dissoudre à leur gré.

(2) Ce sont surtout des différences de rédaction comme celle-ci : la coutume fait de l'article 204 du coutumier les deux articles 92 et 93 en insistant sur le rôle du mari comme administrateur de la communauté.

(3) C'est le titre d'*administrateur* que lui donne l'article 92 de la coutume qui ne reproduit pas littéralement l'article 204 du coutumier. « Le mary est seigneur et légitime *administrateur et dispositeur* des meubles et des conquestz immeubles... » Les rédacteurs étaient préoccupés de restreindre son rôle pour résister à la tendance générale qui était de l'augmenter.

mun (1) le mari est le « seigneur » des meubles et des conquêts (2). Il peut en principe en disposer entre vifs à titre onéreux sans le consentement de sa femme, mais il ne doit pas oublier qu'il n'en est pas le seul propriétaire. Il n'est pas libre de les donner suivant « son bon plaisir » (3), car ils contiennent en même temps que la sienne la part de sa femme qu'il ne doit pas compromettre (4).

Dispositions à titre gratuit. — L'aute de dispositions spéciales, dans de nombreuses coutumes (5) on interprétait largement les mots « à personne capable et sans fraude » qu'elles contenaient pour interdire au mari les donations de meubles et de conquêts à leurs concubines ou à leurs bâtards. Notre coutumier déclarait nulles les premières et ne permettait au père de donner à son bâtard que le quart de ses acquêts (6). La coutume réduisit ce maximum au sixième des meubles et conquêts immeubles et ajouta cette condition qu'ils retourneraient au donateur « au cas que ledit bastard décéderoit sans hoirs d'e son corps en légitime mariage, sans qu'il soit loisible audit bastard d'iceux aliéner » (7). La préoccupation

(1) Cout. de Paris, art. 225, Orléans, 193.

(2) Rappelons que les conquêts comprenaient les rentes constituées antérieurement au mariage.

(3) Cout. de Paris de 1510, art. 107.

(4) Certaines coutumes comme celles d'Anjou (art. 289) et du Maine (art. 306) avec lesquelles la coutume de Sedan offre de nombreuses ressemblances interdisaient au mari de donner la part de la femme.

(5) Paris, Orléans, etc. . . .

(6) Art. 243 et 244.

(7) Coutume, art. 116.

constante d'Henri Robert de la Marck était de favoriser les unions légitimes. Il reproduisit et développa dans ses ordonnances l'article 243 du coutumier en donnant une destination sociale à ces libéralités dont il réprouvait la cause (1).

Dispositions à titre onéreux. — Le soin que l'on mit à empêcher les donations immorales fit peut-être oublier que le coutumier ne contenait aucune restriction expresse aux pouvoirs du mari sur les meubles et les conquêts immeubles quoique dans certains articles il manifestât son intention de l'empêcher d'en abuser. Lorsque les rédacteurs de 1568 qualifièrent le « seigneur » des biens communs, ils auraient dû préciser dans quelles limites il pouvait en disposer à titre onéreux. S'ils avaient inséré dans l'article 92 les mots « sans fraude », comme on le fit à Orléans en 1583, ils l'auraient empêché d'en faire des aliénations totales ou de les engager pour les perdre. Ils auraient en même temps coupé court aux difficultés d'interprétation. Cette lacune inquiéta notre commenta-

(1) « Et pour ce qu'il arrive souvent que aucuns adonnez à toutes villenies pour mieux entretenir leurs paillardises et impudicitez délaissent partie de leurs meubles ou héritages à leurs concubines ou paillardes par testament, donation entre vifs ou autrement (chose indigne qu'une personne reçoive récompense de son vice et péché) : Nous à ces causes déclarons nulles et réprouvées toutes donations entre vifs ou testamentaires et autres dispositions faites en concubinage ou a concubine et paillarde : voulons néanmoins et ordonnons que les choses ainsi délaissées ne retournent aux donateurs mais soient aumônées et distribuées aux pauvres filles pour les aider à marier par l'avis de nos officiers et eschevins de Sedan » (Ordonnances, art. 167).

teur qui éprouva le besoin de la combler au moyen de ce qu'il connaissait du droit commun. « Selon l'intention des dits articles 92 et 93, dit-il, le mary peut bien disposer des choses qui y sont énoncées conformément à iceux, les vendre, engager, donner et autrement aliéner pour soutenir les charges du mariage et subvenir sa à famille, mais non pas en abuser et dilapider parce que telle profusion absorberait toute la substance de la communauté et qu'il y aurait présomption de dol et fraude..... il peut les aliéner par parcelles à diverses fois et à diverses personnes, mais non pas tous à la fois par un seul contract parce qu'il y aurait encore présomption de dol et fraude. »

Si les rédacteurs de 1568 n'ont pas été plus explicites sur les pouvoirs du mari comme seigneur des meubles et conquêts, c'est probablement parce que dans leur pensée l'article 92 était complété par l'ensemble de la coutume, notamment par son article 88 et par l'article 324 des ordonnances. Or, pour ne prendre que ceux-ci, le second décide que « les sentences et condamnations données contre le mari ne seront exécutées contre la femme ou veuve d'icelui sans l'ouïr premièrement, et faire déclarer lesdites condamnations et sentences exécutoires contre elle ». Il est situé dans le chapitre des Ordonnances qui traite des Sentences. Il se trouvait dans le coutumier au chapitre « de Saisine et Possession » et il commençait ainsi : « L'obligation, condamnation ou sentence (1)... » Les ré-

(1) *Coutumier*, art. 467.

dacteurs ont supprimé le mot « obligation », qui était contenu dans « sentences ». Cet article se rapporte donc à la fois aux dettes contractuelles et délictuelles du mari. Si l'on ajoute l'article 88 de la coutume suivant lequel la femme qui renonce à la communauté ne perd pas sa part des conquêts, il semble que le mari ne pouvait par ses contrats engager au maximum que les meubles communs. De sorte que pour nous, au lieu de former un système avec l'article 92, l'article 88 de la coutume et l'article 324 des ordonnances ont l'air de le contredire.

Il est bien certain cependant qu'en fait la contradiction n'existait pas. Il faut donc chercher à concilier ces dispositions qui ont été mises ensemble en pratique et l'on peut se demander si leur sens n'était pas celui-ci : En principe le mari est seigneur et maître des meubles et des conquêts. C'est lui qui les administre, les aliène et les engage (art. 92), mais c'est sous sa propre responsabilité : si ses spéculations sont malheureuses (art. 324) et s'il va jusqu'à compromettre entièrement les biens communs, la femme pourra lui faire supporter à lui seul les conséquences de ses erreurs (art. 88). La coutume prévoirait donc trois hypothèses : ou bien la communauté est prospère et le partage se fait par moitié, ou bien elle est compromise par certaines affaires qui peuvent entraîner des reconnaissances de dettes, des condamnations de sommes, ou bien elle est notoirement obérée. Ce système aurait eu pour effet de protéger en tout cas la femme, et de lui permettre d'accepter une communauté

douteuse. Si les juges reconnais saient qu'elle ne devait rien supporter des dettes discutées, elle emportait outre ses conquêts sa part des meubles, ce que ne lui permettait pas de faire la simple renonciation.

Délits. — Quant aux délits, le même article 324 des Ordonnances décidait que les dettes en provenant ne tombaient en communauté que si la femme pouvait être poursuivie comme complice du mari. En général, les coutumes ne contenaient pas sur ce point de disposition aussi précise et comme la jurisprudence ne s'était pas nettement prononcée, la doctrine admettait la solution suivante que rapporte notre commentateur (1) : Elle distinguait entre le cas où la condamnation prononcée contre le mari avait entraîné la dissolution de la communauté, et celui où elle demeurait « n'emportant le delict autre chose qu'une amende ou réparation. Dans le premier cas, la part de la femme devoit rester intacte vu que le pouvoir du mary avait cessé au moment de sa condamnation, mais dans le deuxième, la dette devoit estre supportée par les deux époux : remanet enim mariti in bonis societatis potestas, dominium eorumque administratio et dispositio (2). » Cette solution était conforme au droit qui reconnaissait la suprématie absolue du mari sur les meubles et les conquêts, mais elle n'aurait pu s'accorder

(1) Le commentateur sous l'article 93. Il emprunte cette solution à Louet, D. 31.

(2) C'était l'idée de Dumoulin. Elle fut reprise par les rédacteurs de la nouvelle coutume d'Orléans (art. 109).

avec le nôtre. Les rédacteurs de la coutume ont d'ailleurs prévenu toute discussion.

Crimes des époux. — Ils ont fait de même pour les crimes des époux. L'article 327 des ordonnances dit en effet qu'en cas de condamnation suivie de confiscation de biens (crimes de lèse-majesté divine ou humaine, attentat contre la personne, la maison ou les biens du Prince, duels, combats et assemblées à port d'armes, condamnations à mort des absents et des contumaces) (1), l'époux coupable « ne confisque » que sa moitié des meubles et conquêts (2). Le coutumier s'était contenté de répéter le vieil adage : « Qui confisque le corps, il confisque les biens (3). » Les rédacteurs en le développant nous ont montré une fois de plus comment, tout en reconnaissant la prépondérance du mari comme utile au fonctionnement de la société conjugale, on ne perdait pas de vue le principe de l'égalité des époux dont la première conséquence était de rendre chacun d'eux seul responsable de ses] forfaits et de ses maladresses (4).

(1) Ordonnances, art. 327, 287, 317.

(2) Ordonnances, art. 330. En tout cas où y aura confiscation de biens, si les condamnés sont mariés, nous n'entendons être compris en icelle confiscation la part et moitié des meubles et acquêts faits constant ledit mariage qui appartient à la femme du condamné par vertu de la communauté matrimoniale, mais voulons à icelle la part desdits meubles et acquêts être réservée et autres les conventions matrimoniales comme aussi au mari si la femme d'iceluy estoit condamnée, voulons lesdits meubles et acquêts estre réservés entièrement. Cf. *Coutume du Maine*.

(3) *Coutumier*, art. 161.

(4) Dans la coutume de Reims, le crime de la femme ne peut faire

Propres de la femme. — Le mari avait aussi l'administration des propres de sa femme. Il pouvait les aliéner avec son consentement. En outre il exerçait seul les actions mobilières et possessoires auxquelles ils donnaient lieu (1). C'était nécessaire pour qu'il pût en percevoir régulièrement les fruits. « Cesdits propres et acquêts, dit le commentateur, ne s'administrent par luy que pour la perception des fruits en provenant, la propriété et seigneurie desdits héritages demeure toujours à ladite femme », *juxta* L. 75, ff. *de jur. dot.*, et il conclut : « En somme est certain que *maritus non potest onerare propria uxoris ne que per consequentiam, acquestus ejus supradictos* (2) ». La coutume en effet ne donnait aucun droit au mari sur la propriété des propres de sa femme. Elle réservait expressément à celle-ci l'exercice des actions pétitoires

confisquer que ses propres, mais celui du mari entraîne la confiscation de ses propres et de tous les meubles et conquêts (Procès-verbal de la coutume de Reims). Dans celle de Vermandois, la part des meubles et des conquêts de la femme, est réservée ainsi que son douaire et ses avantages matrimoniaux, et son forfait ne confisque que ses propres héritages (art. 12 et 13). En droit commun la femme n'engageait que ses propres par ses délits (arrêtés de Lamoignon, 37 et 38).

(1) C'était le droit commun : Paris, 233 ; Orléans, 195 ; *Coutume*, article 93 ; *Coutumier*, 204. Le coutumier dit encore : article 215 : « Le mary durant et constant le mariage se peult dire saisy de tous les héritaiges et droictz de sa femme et pour iceux fournir, intenter et conduire la plainte en cas de saisine et de nouvelleté. »

(2) Il explique ainsi par un principe romain et un adage en latin le droit de la coutume faisant du mari un administrateur à larges pouvoirs. Il est sur le chemin qui conduisit des auteurs comme Renusson, Lebrun et Pothier à le consacrer chef absolu de la communauté.

qui les concernaient (1) et insistait sur ce point que le mari ne pouvait les aliéner ou les hypothéquer qu'avec son consentement exprès (2).

Propres du mari. — Le consentement de la femme à l'aliénation des propres du mari était également obligatoire à cause du douaire dont ils pouvaient être chargés (3).

Telles étaient les limites dans lesquelles s'exerçaient les pouvoirs du chef de la communauté. Sa « seigneurie » n'était pas absolue comme en droit commun : Il n'était en réalité qu'un administrateur.

Dispositions testamentaires. — A la dissolution de la société conjugale, il demeurerait comme la femme propriétaire de la moitié des bénéfices. Aussi pouvait-il disposer par testament de la moitié des meubles et des conquêts qui pouvaient lui revenir en plus de ses propres (4). Quant à la moitié de sa femme, « tel don n'ayant effet qu'au décès du mary donateur, et par conséquent à la

(1) Article 93. Certaines coutumes voisines comme celle d'Ivois, 43 et de Vermandois, 34, semblent donner au mari l'exercice des actions pécuniaires de la femme. Elles disent qu'il peut intenter les actions réelles concernant les héritages propres de sa femme. Mais l'article 63 de la coutume d'Ivois ajoute « pour l'intérêt d'iceluy mary seulement », ce qui signifie qu'il n'a que les actions possessoires.

(2) Article 94. La coutume de Paris (art 226) insistant sur la puissance du mari, ajoute : « icelle autorisée à cette fin ». — On devait être rigoureux dans la pratique au sujet de ce consentement de la femme. A Bouillon, qui fut pendant longtemps soumis à la coutume de Sedan, on inséra dans la rédaction de 1628 qu'il devait être « déclaré devant justice, en l'opération des œuvres ». Chapitre XI, VIII.

(3) Art. 207 et 210.

(4) Cf. Coutume de Paris, art. 296.

dissolution de la communauté par laquelle dissolution elle en serait mise en possession, iceluy don ne pourroit pas subsister à son préjudice et contre sa volonté tellement qu'elle pourroit le faire déclarer nul (1) ». Il pouvait d'ailleurs léguer la part de sa femme lorsqu'elle y avait consenti. Notre droit met encore ici les époux sur le pied d'égalité en interdisant aussi à la femme de préjudicier à son mari par ses libéralités testamentaires.

2° La femme.

Son rôle dans l'association conjugale. — Sa capacité.
— La femme n'entre en possession de ses propres qu'à la dissolution de la communauté. Jusque-là ils sont administrés par le mari en même temps que les biens communs. Elle n'a qu'un rôle secondaire dans l'association conjugale. Elle ne concourt plus aux actes du mari. Elle ne peut que les surveiller pour éviter s'il y a lieu leurs conséquences malheureuses. Elle ne peut faire aucun acte de disposition entre vifs sur les meubles et conquêts comme sur ses propres sans l'autorisation de son mari (2) qui en a l'administration (3). Mais il ne peut à son tour disposer des propres de sa femme sans avoir obtenu son consentement (4), car elle en est demeurée propriétaire et

(1) Le commentateur sous les articles 131 et 132 de la coutume.

(2) Lorsqu'elle est autorisée elle peut faire les mêmes actes que lui et il arrive souvent qu'elle concoure aux siens à titre de caution.

(3) *Le Coutumier*, art. 238.

(4) *Coutume*, 92 ; *Coutumier*, 203. — La jurisprudence reconnaissait d'ailleurs qu'elle était restituable si son consentement lui avait été

il n'a de droit que sur leurs revenus. Elle ne peut d'ailleurs elle-même les aliéner sans l'autorisation de son mari (1) : ils sont réservés pour le droit qu'a la communauté sur leurs fruits, comme les propres du mari pour le douaire de sa femme. Elle ne peut même pas les défendre seule, car pour ester en justice il lui faut l'autorisation de son mari (2). En somme elle ne peut agir sans l'assentiment de celui-ci qui est considéré comme son conseiller, son mainbour naturel. Les seuls actes qu'elle puisse faire librement en temps normal outre son testament, sont ceux qui ont rapport au ménage dont elle a la direction (3).

Cependant notre coutume toujours soucieuse de respecter ses droits lui permet de faire avec l'autorisation de justice ceux auxquels son mari ne peut ou ne veut pas consentir, qu'il s'agisse pour elle de « sister en jugement » (4), de vendre, donner ou autrement aliéner ses propres héritages (5) ou même de s'obliger (6). L'article 238

arraché par violence. Arrêt du 14 août 1548 rapporté par Charondas.

(1) *Coutume*, art. 94 ; *Coutumier*, art. 205.

(2) *Coutume*, art. 96 ; *Coutumier*, art. 207.

(3) En droit commun on éprouva le besoin de justifier cette faculté en disant qu'elle agissait journellement en qualité de mandataire de son mari, *solus in actu*. V. M. Lefebvre, *op. cit.*, p. 325. Le Chatelet de Paris condamnait d'ailleurs le principe de ces mandats généraux. Dans un acte de notoriété du 13 juin 1862 « il certifie que tous actes faits par une femme mariée séparée ou commune en biens sont nuls de droit, si le mary n'autorise sa femme expressément par le même acte par lequel la femme vend, donne, aliène ou hypothèque ses biens ». Claude de Ferrière, *op. cit.*, p. 197.

(4) *Coutume*, art. 96 ; *Coutumier*, art. 207.

(5) *Coutume*, art. 94 ; *Coutumier*, art. 205.

(6) *Coutume*, art. 95 ; *Coutumier*, art. 206.

du coutumier que la coutume n'a pas reproduit montre d'ailleurs qu'elle ne s'accordait pas à la légère, mais en cas de nécessité et en connaissance de cause.

Sur quels biens de tels actes faits sans le consentement ou même contre le gré du mari pouvaient-ils avoir un effet ? Le droit commun décida qu'ils n'engageaient que la nue-propriété des propres de la femme dont l'usufruit appartenait au mari (1). Cette solution ne concorderait pas avec les principes de notre coutume, muette sur ce point. Il est vrai que durant la communauté, la femme n'a pas la libre propriété de ses propres ni de sa part des meubles et conquêts, mais rien ne prouve que l'autorisation de justice ne lui rende pas la faculté d'en disposer aussi bien que celle de son mari. Elle doit avoir la même valeur puisqu'elle en tient lieu et que la coutume ne fait nulle part de différence entre elles. Il n'est donc pas invraisemblable que l'autorisation de justice ait permis à la femme de faire, sur les meubles et les conquêts en même temps que sur ses propres, des actes d'administration et de disposition produisant immédiatement tout leur effet.

Dispositions testamentaires. — Ils le produisaient en tout cas à la dissolution de la communauté. Le droit qu'avait le mari de percevoir les fruits de ces biens n'était pas un droit viager. Notre coutume ne contient pas

(1) Arrêtés du 5 avril 1556 et du 3 octobre 1583. Nouveau recueil qui fait suite à celui de Louet, 13, col. 1.

d'article semblable à celui par exemple de la coutume de Reims qui interdit à la femme de disposer par acte de dernière volonté des immeubles acquis au cours du mariage, au préjudice de l'usufruit qui devait revenir au mari sur leur moitié (1). La femme, au contraire, a chez nous la pleine propriété de sa moitié de biens communs et rentre en jouissance de ses propres, dès que la communauté est dissoute. C'est pourquoi elle peut en disposer par testament (2). Elle peut sans doute le faire sans le concours de son mari suivant un usage de la région qu'a rappelé la coutume d'Ivois (3).

Femme commerçante. — La femme mariée marchande publique jouissait d'une capacité complète dans l'exercice de son commerce. Mais elle ne prenait cette qualité de marchande publique qu'avec l'agrément de son mari (4). Il est probable que celui-ci pouvait lui retirer son autorisation, s'il la jugeait maladroite en affaires. Notre coutume ne lui donne pas comme celle d'Ivois le droit d'interdire publiquement et de révoquer l'administration « d'icelle marchandise » (5), mais on peut croire qu'il

(1) *Cout. de Reims*, art. 895.

(2) *Coutumier*, art. 262 ; *Coutume*, art. 131.

(3) Qui sur la capacité de la femme mariée est en tous autres points semblable à celle de Sedan (manuscrit des archives de Beaumont). Art. 11 : « Femme mariée ne peut vendre, aliéner ni hypothéquer ses hérit. sans l'autorisation de son mari et exprès consentement d'icelui, peut toutefois en disposer par testament sans ledit consentement et autorisation du susdit mari. »

(4) *Coutume*, art. 95 et *Coutumier*, art. 206.

(5) *Cout. d'Ivois*, manuscrit de Beaumont, art. 72.

était d'usage de le lui reconnaître, car la femme marchande publique pouvait même « obliger son mary par corps ; suivant l'ancien proverbe asçavoir que le tablier de la femme oblige le mary » (1). En droit commun, elle était réputée n'agir que pour lui et ne pouvait disposer des biens qu'elle avait acquis par commerce séparé, dont il était le maître (2).

Séparation de biens. — Lorsque le mari administrait mal la communauté, la femme pouvait demander la séparation de biens. Cette institution semble s'être introduite dans la jurisprudence au cours du xv^e siècle (3). Les premières rédactions d'Orléans et de Paris la contiennent, et aussi la plupart des coutumes qui suivirent. Mais en général elles ne la mentionnent qu'incidemment dans quelques-uns de leurs articles. Notre coutume au contraire la traite en détail. Le coutumier est déjà fort complet sur ce point. Il donne deux moyens de l'obtenir : le premier de droit commun est la sentence du juge ; le second est le consentement mutuels. « *Telle séparation ne se peult faire ains est nulle sinon qu'elle soit faite par sentence de juge ou à tout le moins registrée au greffe de la justice, du consentement des parties* (4). »

Au temps du coutumier, le greffier faisait fonction de notaire avec d'autres officiers de justice de la princi-

(1) Le commentateur sous l'article 95.

(2) Claude de Ferrière, *op. cit.*, p. 210.

(3) V. M. Lefebvre, *op. cit.*, p. 352.

(4) Art. 268.

pauté. Il recevait « les contrats, obligations, baux à ferme, testaments, procurations et autres instrumens »⁽¹⁾. Il s'agit donc bien là d'une séparation contractuelle. Cette disposition sans analogue dans les coutumes voisines et que la nôtre n'a pas reprise est incompatible avec celles qui fixent les règles d'une communauté aussi franche que celle du coutumier : le chapitre qu'il consacre à la communauté de biens débute par l'établissement d'un régime légal affirmant l'étroite union des époux ; il se termine en leur permettant de la rompre à leur gré.

(1) Il y avait alors deux greffiers de justice : celui du bailliage et celui de la prévôté. C'était ce dernier qui recevait les contrats : *Coutumier*, art. 146 : « Item tous contractz et obligations seront passez pardevant nostre prévost de Sedan ou son lieutenant et par devant deux eschevins ou pour le moins l'ung et pardevant le greffier des scellées du scel de ladicte justice de Sedan et ce faict seront réputez authentiques et emporteront ypothèque et non aultrement. » Henri Robert de la Marck le supprima en 1568, en même temps qu'il créait deux notaires : *Ordonnances*, art. 128. « Comme pour le commerce, il est requis d'établir des personnes publiques qui puissent recevoir tous contrats, obligations, promesses et conventions des parties tant pour la mémoire, que pour l'assurance de la preuve desdites conventions, et qu'il est difficile de trouver et assembler, quand les parties en ont besoin, les officiers de justice et greffier, qui cy devant ont receu lesdits contrats, enquoi, connaissant que nos bourgeois et sujets ont étez foulez, nous pour y remédier et donner un moïen facile à nosdits sujets de passer leurs contrats, commerces et conventions, Avons établis et établissons par les présentes, l'estat et office de notaire que nous avons réduits au nombre de deux, pour recevoir tous contrats, obligations, baux à ferme, testaments, procurations et autres instrumens en nos terres et seigneuries dudit Sedan. Défendans et interdisant à nôtre bailliy dudit Sedan, son Lieutenant, aux greffiers et à tous autres officiers de nos dites terres et seigneuries de recevoir dorénavant aucun contrat ou obligation, sur peine de faux et de nullité desdits contrats. »

Cette contradiction entre deux articles si rapprochés est explicable dans un coutumier comme le nôtre dont le droit matrimonial reposait encore sur l'égalité des époux. Du moment que l'on voulait y introduire la séparation de biens, on ne pouvait le faire que comme séparation par consentement mutuel permettant à chacun des époux de se retirer d'une communauté mauvaise. Cette séparation apparaît dans le coutumier comme une forme transitoire que devait nécessairement prendre le principe de la séparation de biens, étranger à notre droit.

La coutume n'admet que la séparation de biens « faite par le juge avec connaissance de cause » (1). Le commentateur insiste sur son caractère judiciaire. « Parce que la coutume ne dit pas quelles solennités il faut observer en cette matière, j'estime, après plusieurs autres, que pour rendre la séparation plus notoire à toutes personnes et que celui qui contracte avec autrui n'en puisse ignorer la condition, il faut qu'elle se fasse en jugement et soit publiée à jour ordinaire en l'auditoire ou Palais royal, les plaids tenans et puis après qu'elle soit insinuée et enregistrée (2). » Il ne connaissait pas le coutumier. Il ne pense pas à la séparation par consentement mutuel. Il n'envisage que la publicité de la séparation judiciaire. Il ne fait d'ailleurs que reprendre sur ce point la procédure de la coutume d'Orléans (3). Et sa préoccupation de rapprocher notre droit du droit commun était telle qu'il ou-

(1) Article 97.

(2) Sous le même article.

(3) *Cout. d'Orléans*, art. 198.

blie de nous dire quelle était celle que l'on suivait à Sedan, où la salle des plaids ne s'appelait pas le Palais royal.

Une fois séparée, la femme pouvait contracter et disposer de ses meubles et immeubles « tout ainsi que faire pourroit si elle n'étoit mariée (1) ». Ce n'était pas comme en droit commun où le pouvoir du mari était si étendu que, même séparée, la femme devait obtenir son consentement pour vendre ses propres ou les grever d'une rente (2).

Notre coutume limite ainsi la puissance maritale à la durée de la communauté. Considérant encore que les époux sont égaux, elle ne reconnaît au mari que les pouvoirs d'un administrateur. La femme n'est pas en tutelle. Elle est une associée suivant la tradition coutumière. Cependant il serait exagéré de dire que les idées de *fragilitas sexus* et d'omnipotence du mari n'ont pas eu quelque influence sur notre droit. Déjà l'article 238 du coutumier rapproche la femme mariée du mineur pour décider que les contrats qu'ils font sans autorisation sont nuls, et nous avons pu voir dans la coutume que les idées nouvelles en avaient déterminé plusieurs modifications. Mais il y résistait. Et cela ne peut surprendre dans un pays où la femme avait toujours été traitée en égale de l'homme, au point qu'elle avait eu comme lui des droits politiques, au temps de la loi de Beaumont.

(1) Article 97.

(2) Le commentateur sur l'article 97. La femme devait rester avec son mari pendant l'instance (arrêt de 1536) et elle devait le nourrir même après la séparation de biens. *Idem*.

FIN DE L'ASSOCIATION CONJUGALE

Causes de dissolution. — La mort de l'un des époux et la séparation de biens entraînent la dissolution de la communauté, sa liquidation et son partage (1). Le mari et la femme ou leurs héritiers reprennent leurs propres et emportent chacun une moitié des meubles et des conquêts. S'il y a des dettes communes, elles se répartissent

(1) Le commentateur dit sous l'article 76 : « Est à remarquer que comme le décès, aussi la séparation de biens, l'adultère et autres semblables fait cesser la communauté, de mesme que de droit civil la société se dissout par mort, par renonciation, par pauvreté et par ce que les jurisconsultes appellent *capitis minutionem* ». L'adultère des gens mariés est bien puni de mort, mais il n'est pas une cause immédiate de dissolution de la communauté. Faut-il entendre par « autres semblables » tous les crimes entraînant la mort du conjoint coupable, la mort civile, l'impuissance ou bien encore des maladies incurables comme la lèpre ? Dans le pays voisin de Verdun, au commencement du ^{xvii}^e siècle, le lépreux était déclaré *mortuus mundo*, et l'on procédait à ses funérailles, réglées par le *Missel de Verdun* de 1509 et le *Manuel à l'usage des prêtres du Verdunois*, rédigé en 1554 par l'évêque Psaume. Sa succession s'ouvrait ; son mariage était rompu et son conjoint pouvait en contracter un autre. M. Dumont (*Justice criminelle des duchés de Lorraine et de Bar*) rapporte le cas d'un lépreux qui, ayant eu le rare bonheur de guérir, avait revendiqué sa femme et sa fortune : Sa demande fut rejetée parce qu'il avait reçu l'équivalent de ce que l'on donne à un mort que l'on enterre (V. Buignier, *Les maladreries de la cité de Verdun*).

également entre eux, les legs du défunt et les frais de ses unéraitlles étant à la charge de ses héritiers. Les époux agissent donc au moment du partage comme de véritables associés.

Il en était de même en droit commun. Leur égalité, masquée durant le mariage par l'importance du rôle du mari réapparaissait à sa dissolution, ce qui faisait dire à Dumoulin « *uxor non est proprie socia sed speratur fore* ». Le principe généralement admis était donc le partage égal de la communauté ; mais son application était loin d'être uniforme. Des coutumes voisines, et, dans un même pays, des coutumes rédigées à quelques années d'intervalle, présentent des différences considérables qui marquent leur rang dans le progrès du droit. C'est ainsi que nous pouvons voir par la comparaison de notre coutumier et de notre coutume comment s'accusait au milieu du xvi^e siècle la tendance à séparer les intérêts des époux. La coutume contient en effet de nombreuses dispositions que l'on ne retrouve pas dans le coutumier, qui ont pour but de leur assurer la reprise de leurs propres lors du partage et de protéger spécialement la femme comme s'il était à craindre que le mari n'abusât de sa situation prépondérante pour la frustrer à son profit.

Plus on organise le régime matrimonial, plus on s'éloigne de la franche communauté. On commence par reconnaître aux membres d'une même famille des inté-

rêts distincts, bien qu'en fait ils continuent de concourir à sa fortune ; puis on en vient naturellement à se défier d'eux : on pense à préserver la femme des fraudes du mari, à garantir les enfants mineurs des intentions malhonnêtes du conjoint survivant.

Enfants mineurs. — C'est à lui en effet qu'est laissé le soin de liquider et de partager la communauté. Pour l'empêcher de faire durer trop longtemps au détriment des mineurs la confusion de ses biens et de la succession du défunt (1), la coutume l'oblige à faire inventaire dans le mois du décès s'il est présent, et s'il est absent dans le mois de son retour (2). S'il néglige de le faire, la communauté est censée continuer entre lui et les mineurs de telle manière qu'ils pourront demander à leur majorité de 25 ans, moitié des meubles et acquêts immeubles qu'il aura faits depuis le décès à moins qu'ils ne préfèrent réclamer les biens ou la valeur des biens qui leur revenaient dans la succession du défunt ; et dans ce cas il leur suffit de faire la preuve par serment joint la commune renommée attestée par quatre ou six témoins gens de biens du lieu où le défunt demeurait lors de son décès (3).

(1) Dans certaines coutumes de semblables mesures avaient pour but d'empêcher le survivant de jouir aux dépens des enfants mineurs des biens qui leur revenaient dans la succession du défunt. Dans la nôtre qui reconnaît aux époux la jouissance légale des biens de leurs enfants mineurs (*Coutume*, art. 5 et 7), elles sont dirigées contre les aliénations frauduleuses.

(2) En cas d'absence du survivant, le procureur fiscal peut faire faire inventaire incontinent après le trépas et enterrement, à la conservation des droits des parties, *Coutumier*, art. 197 ; *Coutume*, art. 86.

(3) *Coutumier*, art. 196, 197 ; *Coutume*, 82 et 84.

Les fraudes étant surtout à redouter dans le cas où le survivant se remarie sans avoir fait inventaire ou partage, la coutume décide que les biens meubles des nouveaux époux et ceux de l'ancienne communauté seront alors réunis en une seule masse et attribués par tiers au mari, à la femme et aux enfants du premier lit (1). S'il existe des enfants de plusieurs lits, on fera, outre celles des époux, autant de parts que de lits (2).

Privilège des nobles. — Mais supposons que les choses se passent régulièrement. L'un des conjoints est mort, et l'autre désire procéder au partage de la communauté. Alors le droit varie suivant qu'il s'agit de roturiers ou de nobles et s'il s'agit de nobles, suivant qu'ils ont ou non des enfants.

Lorsque le mari est noble et qu'il n'existe pas d'enfants des conjoints ou de l'un d'eux, le survivant, faute d'avoir déclaré dans le mois devant le bailli ou son lieutenant, les héritiers du défunt présents ou appelés, qu'il se propose de partager la communauté suivant le droit des roturiers, est présumé avoir choisi le privilège des nobles (3).

Il emporte donc, sans qu'il ait besoin d'en demander la saisine aux héritiers tous les biens meubles en toute propriété et les conquêts, moitié en pleine propriété, moitié en usufruit, à la charge de payer les dettes person-

(1) *Coutumier*, art. 198 ; *Coutume*, art. 83.

(2) *Coutume*, art. 84.

(3) *Coutumier*, art. 194 ; *Coutume*, art. 79.

nelles, les legs mobiliers, les frais des obsèques et funérailles du prédécédé et d'entretenir les conquêts en bon état (1).

Ce privilège avait pour but, de même qu'à l'origine le douaire de la femme, de permettre au conjoint noble survivant, moins riche que le défunt, de continuer de mener la même existence qu'au cours du mariage. Il ne portait pas d'atteinte à l'égalité des époux, puisqu'ils en jouissaient également. Il avait été créé comme dans de nombreuses coutumes, dans l'intention de favoriser la noblesse qu'Henri Robert de la Marck considérait comme sa plus grande force (2).

Préciput de la femme. — Avant de procéder au partage de leur communauté, les époux reprenaient leurs propres et, dans la masse des meubles, quelques-uns de leurs vêtements. — Il semble qu'en droit coutumier, on ait toujours permis à la femme de prendre par préciput ses robes et ses bijoux. Beaumanoir s'est plaint de l'abus qu'elle faisait parfois de cette faveur, emportant « se plus bel robe a parer et son plus bel lit furni et de cascune manière des joyaux le plus bel ; si comme le plus bel henap, le plus bel anel, le plus bel capel ; si que noz avons veu en aucuns liex la u il a esté soufert par debo-

(1) *Coutumier*, art. 193 et 195 ; *Coutume*, art. 78 et 80.

(2) « Considère, dit-il, dans ses ordonnances (art. 262), que la plus grande force de Nous, et défense de nos sujets, dépend de l'Etat de la Noblesse qui journellement exposent leurs corps et biens pour la défense de Nous et de nos dits Sujets, quand la nécessité le requiert ; Nous, voulant favoriser les Nobles vivans noblement, et gens d'ordonnances, statuons et ordonnons..... »

nereté, que elle emporteroit bien autant de muebles ou plus comme il demorait as hoirs ou as exécuteurs (1) ».

Dans notre coutumier, le partage égal était un principe si rigoureux qu'il n'était accordé aux époux aucun préciput de cette nature. Le survivant n'avait de droit qu'à l'habit de deuil qu'il avait porté à l'enterrement de son conjoint. Le mari ne pouvait reprendre « ses chevaux ou harnois de guerre, ni aucun meuble à son usage personnel » et « les robbes, bagues, joyaux, vêtements » de la femme restaient compris dans la masse commune (2).

Cependant les coutumes voisines (3), plus conformes à la tradition, accordaient à la femme « les vestements qu'elle avoit accoustumé de porter es dimanches et festes moyennes » lorsqu'elle renonçait à la communauté (4). La nôtre, pour suivre l'usage sans porter atteinte à l'égalité des époux, au lieu de faire une faveur à la femme dans l'article qui traite de sa renonciation, se contente de corriger l'article 202 du coutumier et de décider que le survivant des époux, mari ou femme, prendra « par préciput et hors part les vestements et habits qu'il porte ordinairement les jours de dimanche » (5).

(1) Beaumanoir, ch. 13, n° 436 et M. Lefebvre, *op. cit.*, p. 277.

(2) *Coutumier*, art. 202.

(3) Coutume de Vermandois, art. 12 ; Reims, art. 242 ; Châlons, art. 30.

(4) C'est dans ce cas de renonciation que le Grand Coutumier, liv. II, chap. 31 lui accorde cette faveur.

(5) Art. 90. Remarquer que la coutume ne dit pas « et festes moyennes ». Les rédacteurs n'ont pas voulu que les catholiques fussent avantagés sur les protestants. Le commentateur dira plus tard

C'était faire preuve d'une grande confiance dans la délicatesse des époux. Peu de coutumes contemporaines contiennent une semblable disposition. La nôtre d'ailleurs rappelle aussitôt que l'on peut y déroger par une clause de préciput insérée dans le contrat de mariage, et le commentateur nous apprend qu'il était d'usage de limiter ainsi à une certaine somme, « la reprise des habits, armes, cheval, bagues et joyaulx (1) ».

Reprises des propres. — Récompenses. — La reprise la plus importante qu'avaient à exercer les époux était celle de leurs propres. C'était une opération fort simple au début du moyen âge, car les roturiers n'étaient pas riches et il n'y avait pas beaucoup de distinctions à faire entre leurs biens. Les conquêts et les propres étaient nettement déterminés, les propres ne comprenant alors que les immeubles acquis antérieurement au mariage ou hérités de parents lignagers.

Avec l'accroissement des fortunes et l'extension des propres, les choses se compliquèrent. On eut des doutes sur la nature de certains biens et les rédacteurs des coutumes s'efforcèrent de les lever dans leurs classifications des meubles et des immeubles. En même temps se développait la théorie des récompenses.

Les récompenses sont actuellement fort importantes dans les liquidations de communauté fondées sur la dis-

sous cet article : « à quoy j'ajouteray « des jours de festes », pour ceux de l'Eglise Romaine. »

(1) Le commentateur sous l'article 90.

inction de trois patrimoines (femme, mari, communauté) qui ne doivent se nuire en aucune manière. Elles paraissent indispensables. Elles ne viennent pas cependant d'une lointaine tradition. Elles n'existaient pas, elles n'avaient pas de raison d'être lorsque les propres étaient limités à la *terra aviatica*. Elles n'ont pénétré dans le droit coutumier que lentement par cas isolés, au fur et à mesure des besoins des époux et des décisions de la jurisprudence. Enfin il leur a fallu plus que la durée du moyen âge pour arriver à former un véritable système.

Comme la plupart des coutumes, celle de Paris de 1510 n'en parlait pas. C'est donc probablement de la jurisprudence qui détermina l'article 232 de la nouvelle coutume de Paris de 1580, que s'inspirèrent nos rédacteurs de 1568. Ils apportèrent en tout cas au coutumier au sujet des récompenses pour vente ou libération de propres quelques modifications qui mirent sur ce point notre droit en avance sur le droit commun. Mais d'autre part, ils ne changèrent rien à certaines dispositions que d'autres coutumes avaient déjà abandonnées, comme celle de l'article 371 du coutumier, concernant le retrait lignager. Ils venaient trop tôt pour faire une œuvre définitive.

Retrait lignager. — La coutume d'Orléans, dès 1509, avait décidé que l'immeuble retrayé par l'un des époux lui serait propre à la condition que celui-ci rembourserait à son conjoint ou à ses hoirs, la moitié du prix d'achat et des loyaux coûts (1). La nôtre, considérant que pendant

(1) Coutume d'Orléans de 1509, art. 382.

le mariage l'immeuble demeure dans la ligne, se contente de permettre aux époux le retrait dans l'an et jour de sa dissolution : l'immeuble racheté avec des deniers communs appartient également aux deux époux, mais pour qu'il ne change pas de ligne, celui qui a déjà exercé le retrait peut l'exercer à nouveau contre son conjoint pour la moitié de l'immeuble qui revient à celui-ci à titre de conquêt (1). C'est l'ancienne solution, celle que proposait Beaumanoir (2). Elle est moins favorable aux propres qu'à la communauté. Il est remarquable qu'elle ait été conservée par les rédacteurs de la coutume qui établirent des récompenses dans d'autres cas où elles s'opposaient davantage à la tradition coutumière. Les récompenses pour retrait lignager auraient au moins eu pour effet de conserver les biens dans les familles, tandis que les autres ne tendaient apparemment qu'à augmenter le nombre des propres.

Rachat de rentes. — En droit commun, le rachat des rentes foncières dues par les époux était réputé conquêt. La coutume de Paris le dit en toutes lettres (3). Il en résultait qu'à la dissolution du mariage, l'époux propriétaire de l'immeuble grevé devait servir à son conjoint ou à ses héritiers la moitié de la rente achetée jusqu'à ce qu'elle fût éteinte, de sorte que les comptes des époux

(1) *Coutumier*, art. 370. *Coutume*, art. 234.

(2) Beaumanoir, ch. 4, n° 487.

(3) Coutume de Paris, art. 244.

n'étaient pas liquidés définitivement après le partage de la communauté (1).

Notre coutumier part de cette idée que la rente est confuse pendant le mariage, et comme la confusion prend fin en même temps que celui-ci, il reconnaît aussi à l'époux non propriétaire du propre libéré, le droit de réclamer à son conjoint la moitié de la rente. Mais il diffère de la coutume de Paris en ce qu'il lui permet de demander au lieu de la moitié de la rente « l'argent de la moitié de la rente ». Ce remboursement ressemble fort à une récompense (2). La coutume va plus loin en ajoutant que c'est celui auquel appartient l'héritage grevé qui choisit soit de continuer à servir à son conjoint ou à ses héritiers la moitié de la rente, soit de les rembourser de moitié du prix d'achat (3).

Achat d'un immeuble grevé d'une rente au profit de l'un des époux. — Même solution pour le cas où les époux avaient acquis un immeuble grevé d'une rente au profit de l'un d'eux. Celui à qui la rente n'était pas due pouvait suivant le coutumier réclamer à l'autre conjoint ou à ses héritiers, soit moitié de l'immeuble, soit moitié de la rente, et, suivant la coutume, celui à qui revenait l'immeuble pouvait à son choix servir à l'autre moitié de la rente ou décharger son immeuble en lui remboursant moitié du prix d'acquisition (4).

(1) Cout. de Paris, art. 245.

(2) *Coutumier*, art. 462.

(3) Beaumanoir, ch. 14, n° 487.

(4) *Coutume*, art. 269.

En somme, c'était l'époux, créancier ou débiteur de la rente qui décidait si elle serait propre ou conquêt. En même temps, il fixait le sort de l'immeuble acquis à frais communs. Il est permis de supposer qu'il préférerait en faire des propres, de sorte que notre coutume ne diffère guère au fond de coutumes en apparence plus avancées, comme celle du Nivernais, suivant laquelle la rente était un propre, sauf récompense (1).

Vente d'un propre.— Remploi.— Avec le rachat d'une rente et le retrait lignager, la vente d'un propre fut un des actes des époux qui entraînèrent les premières récompenses. Pour éviter de diminuer leurs propres, ils les aliénaient à charge de remploi. Les stipulations de remploi se faisaient soit dans le contrat de mariage, une fois pour toutes, soit expressément dans chacun des actes de vente. Les premières n'étaient pas en usage chez nous, ainsi que le remarque le commentateur, et le coutumier, de même que la coutume, ne s'occupe que des secondes.

(1) Cout. du Nivernais, chap. XXIII, art. 29. « L'autre conjoint ne participe point audit héritage aliéné antérieurement au mariage et racheté depuis, charge ou rente rachetée et recouvrée ou déchargée, mais sera remboursé pour sa part, et jusques audit remboursement ledit conjoint jouira de l'héritage pour telle part qu'il a en la communauté sans compter les fruits audit remboursement. » Cet héritage est donc aussi considéré comme conquêt jusqu'au remboursement. L'analogie était d'ailleurs d'autant plus grande que les remboursements se faisaient fréquemment en rentes au xvi^e siècle. Il pouvait donc arriver qu'un habitant de Nevers, malgré le silence de sa coutume, s'acquittât d'une récompense au moyen d'une rente. Il était alors dans la même situation qu'un habitant de Sedan qui avait choisi de continuer à servir à son conjoint la moitié de la rente à titre de conquêt.

« Lorsque les époux ont aliéné un de leurs propres à charge de remploi, si le remploi n'est pas fait constant le mariage, celui duquel l'héritage aura été vendu à la charge dudit remploi, ou ses héritiers, prendront avant part, si bon leur semble sur la masse commune et plus clairs deniers de la succession du défunt, les deniers dudit remploi, ou auront action pour la moitié contre les héritiers d'iceluy.. » (1).

Notre coutume ne décide donc pas encore comme le fera l'article 232 de la nouvelle coutume de Paris que les aliénations de propres entraîneront toujours récompense par la communauté. Elle ne crée pas ici de récompenses légales. Elle se borne à consacrer l'action de remploi dont le but principal paraît avoir été, à l'origine, d'empêcher les libéralités unilatérales entre époux (2). Mais il est un point sur lequel elle devance le droit commun.

L'article 107 ajoute en effet : « et où ladite masse commune ne suffiroit audit remploi, ce qui en défaudra sera repris sur les propres dudit mary » (3). Il donne donc à la femme le droit de poursuivre le prix à remployer de ses propres subsidiairement sur ceux du mari, ce qui ne sera décidé que par la jurisprudence du *xvii^e* siècle (4). Les rédacteurs ont voulu protéger la femme contre son mari.

(1) *Coutume*, art. 106 et 187 ; § *Coutumier*, art. 214.

(2) L'article 214 et l'article 107 de la coutume font, en effet, tous deux partie du chapitre des donations entre l'homme et la femme.

(3) Le coutumier dans son article 214 ne faisait pas cette faveur à la femme.

(4) V. M. Lefebvre, *op. cit.*, p. 379.

Ils auraient pu lui accorder également des récompenses pour les engagements qu'elle contractait solidairement avec lui; et celles-ci lui eussent été plus utiles encore, car en s'engageant elle ne se dessaisissait pas immédiatement et il lui était difficile de prévoir les conséquences de son acte sur ses propres. En cas de vente au contraire, elles étaient apparentes et si elle les redoutait, elle n'avait qu'à refuser son consentement. Quoi qu'il en soit, ils ont maintenu sa responsabilité jusqu'à concurrence de son engagement, sans récompense (1).

Reprises de la femme. — Son hypothèque légale sur les biens du mari. — Cependant ils se sont montrés souvent favorables à la femme. S'ils ne lui ont pas accordé de récompenses légales au cas de vente de propres ou d'engagements solidaires avec son mari, ils lui ont permis de reprendre sur les biens de celui-ci, non seulement le prix non remployé de ses propres aliénés à charge de remploi, mais aussi les deniers donnés pour lui être employés en propres et ils ont assuré cette reprise au moyen d'une hypothèque légale.

Cette hypothèque générale sur les biens du mari est une institution nouvelle dans notre région. Le coutumier l'ignorait et la coutume d'Ivois qui s'est inspirée de la nôtre, notamment pour organiser son régime matrimo-

(1) Ils auraient pu lui donner au moins un recours contre son mari ou ses héritiers, comme faisait la coutume d'Orléans, art. 189. Notre coutume ne lui accorde ce recours que dans le cas où elle est obligée, à la dissolution de communauté, de payer sa part du prix encore dû de certains conquêts.

nial, ne l'a pas adoptée (1). Nos rédacteurs l'ont sans doute empruntée à la coutume de Vermandois (2). Plus tard, celle de Luxembourg affectera les biens du mari d'une hypothèque générale pour assurer à la femme la restitution « de son dot » (3).

La nôtre ne lui garantissait pas encore toutes ses reprises, mais seulement celle des deniers que ses parents lignagers avaient baillés à son mari à charge de lui constituer des propres. Si l'emploi n'en était pas fait à la dissolution de la communauté, la femme ou ses héritiers devaient prendre « sur la masse du bien commun lesdits deniers baillés pour faire ledit emploi ; et où les biens de ladite communauté ne suffiroient, seront prins sur les propres du mari sans aucune confusion pour ce regard et seront lesdits biens du mary hypothéqués du jour des deniers baillés pour faire ledit employ (4) ».

Une telle disposition était évidemment fort utile ; le mari aurait pu négliger l'emploi, afin d'augmenter sa propre part de communauté, tout en employant avec soin les deniers semblables qui lui appartenaient. On l'obligeait donc par ce moyen à administrer consciencieusement la fortune de sa femme. Mais, cette défiance à son égard n'était pas dans la tradition du vieux droit coutu-

(1) La coutume d'Ivois dit bien (art. 46) que les deniers seront repris sur les biens du mari, mais ne parle pas d'hypothèque.

(2) L'article 41 de la coutume de Sedan est l'article 111 de celle de Vermandois (1546) textuellement.

(3) Coutume de Luxembourg, tit VIII, art. 6 et 15.

(4) *Coutume*, art. 46.

mier. L'hypothèque légale de la femme nous venait de Rome. Justinien l'avait établie pour lui assurer le recouvrement de sa dot remise au mari. Nous voyons que c'est dans un but analogue qu'elle fut reprise par notre coutume (1).

Elle est loin d'ailleurs d'avoir tout l'effet qu'on lui attribuera plus tard. Elle garantit l'emploi, mais non le douaire ni le remploi. Si elle avait été, dans son principe, conforme à la tradition coutumière, nos rédacteurs de 1568 n'auraient pas manqué de l'ajouter également à l'article 107. Elle n'est encore dans la coutume qu'une disposition isolée et, en droit commun, elle se développera lentement par l'effort des auteurs romanistes et de la jurisprudence (2).

En permettant à la femme ce double recours sur les biens de son mari, notre coutume n'est pas éloignée de lui accorder la priorité de ses récompenses et de ses reprises. Elle se montre ici en avance sur le droit commun. En revanche elle retardait sur la coutume de Paris en ce qui concerne les fruits des propres.

Fruits des propres. — Après avoir reconnu les propres, il fallait en effet fixer la nature de leurs fruits tant civils que naturels, non encore recueillis à la dissolution de la communauté. C'est ce qu'ont essayé de faire les rédacteurs de 1568 dans leur chapitre sur la distinction des meubles et immeubles, propres et acquêts.

(1) En avance sur la coutume de Paris.

(2) Cf. pour le xviii^e siècle, Claude de Ferrière, *op. cit.*, t. III, p. 415 et suiv.

La coutume réputait en général immeubles et de pareille nature que le fonds, les fruits pendants par racines (1). C'était bien pour les fruits des conquêts : les époux les avaient cultivés à frais communs, ils en récoltaient chacun la moitié. Mais s'il s'agissait des fruits d'un propre, l'époux qui n'y avait pas droit était lésé de sa moitié des frais d'ensemencement. L'entretien des propres était en effet une charge de la communauté qui profitait de leurs fruits.

La coutume de Paris de 1580 les attribuait au propriétaire de l'immeuble, à la charge de payer la moitié des semences et des labours (2). Elle résolvait ainsi la difficulté au moyen d'une récompense à la masse commune. La nôtre décide que, contrairement à son principe suivant lequel les fruits pendants par racines sont immeubles, ils sont meubles lorsqu'ils se trouvent dans la masse des biens à partager entre époux. Ceux-ci en touchent donc chacun la moitié, comme des autres meubles de communauté (3).

Elle décide de même que les grains et revenus des baux de toute nature sont considérés comme meubles, même avant l'échéance des termes, pour être compris dans la masse à partager (4).

(1) *Coutume*, art. 8.

(2) *Coutume* de Paris, art. 232.

(3) *Coutume*, art. 9. Toutes fois en successions et partages, les bleds et autres grains semés à frais communs par le mary et la femme, sont reputez meubles et se partiront comme meubles entre le survivant et les héritiers du prédécédé.

(4) *Coutume*, art. 10 et 11.

Enfin elle fixe la nature de certains biens comme les fruits des vignes, prés, arbres, etc... meubles après le 1^{er} mai, la glandée ou paisson des bois de haulte fustaye, meuble après la mi-août et les bois taillis, après 15 ans à compter de la dernière coupe (1).

Les époux connaissaient donc aussi exactement que possible le nombre de leurs propres et de leurs conquêts qui pouvait varier suivant l'époque de la dissolution de leur communauté.

On peut remarquer que par leur classification les rédacteurs de la coutume ont voulu éviter dans certains cas la diminution de la masse commune au profit des propres. Ils ne poursuivaient pas d'autre but en déclarant meubles les récoltes pendantes et les loyers non encore échus au moment du partage. Ils considéraient en effet que les fruits tant civils que naturels provenaient « ex collaboratione et re communi » (2), et qu'ils devaient, comme tels, appartenir par moitié aux époux.

Ils auraient obtenu un résultat analogue par le système de la coutume de Paris : Les fruits en question demeurant immeubles seraient revenus au propriétaire du fonds, débiteur de ce chef envers son conjoint de la moitié des frais d'ensemencement. Il est vrai que celui-ci aurait perdu les bénéfices d'une belle récolte, mais comme il n'aurait pas couru les risques d'une mauvaise, on peut

(1) *Coutume*, art. 12, 14, 15, 16.

(2) Cf. Lhoste dans son commentaire de la coutume de Lorris Montargis (ch. *des communautés*, art. 13).

dire que les deux systèmes se valaient pour sauvegarder les intérêts des époux. Cependant celui de Paris qui consistait à faire de ces fruits des propres à charge de récompense s'éloignait davantage de la tradition coutumière suivant laquelle ils étaient considérés comme conquêts et compris dans la masse à partager. Notre coutume en la continuant, se mettait en retard sur le droit commun. Il ne semble pourtant pas que ce soit le respect des anciens principes qui ait ici déterminé le choix de son système. Nous avons vu en effet qu'elle avait adopté pour certaines récompenses, d'autres solutions qui leur portaient de graves atteintes.

Les récompenses d'ailleurs n'étaient pas en principe opposées à la tradition coutumière, car elles n'avaient été créées que pour assurer la distinction des biens propres et des biens communs; mais comme elles consistaient en remboursements de sommes dépensées ou encaissées, soit par la communauté pour les époux, soit par les époux pour la communauté, elles pouvaient en se multipliant, en se compliquant, devenir un moyen d'augmenter le nombre des conquêts ou des propres. Elles ont alors servi la mode qui était d'étendre les propres aux dépens des conquêts.

Notre coutume, malgré certains progrès sur le droit commun, ne contient pas de quoi former une théorie des récompenses. Elle présente de grandes lacunes au sujet des engagements solidaires, des dépenses sur les propres, des dettes personnelles des époux. Elle ne contient

d'ailleurs qu'une seule fois le mot même de récompense, dans son article 209 au chapitre du douaire.

Toutefois la comparaison du coutumier et de la coutume nous permet de voir cette théorie en formation. Les premières ont dû apparaître chez nous vers la fin du xv^e siècle. Le coutumier n'en contient qu'une trace dans son article sur le remploi, mais il n'est pas douteux que pratiquement, on avait alors déjà songé à les utiliser précisément dans les cas où la coutume les admettra trente ans plus tard, car le droit écrit n'est jamais que le produit des usages. Les rédacteurs du xvi^e siècle les introduisirent dans leurs coutumes sans changer les dispositions voisines qui, fondées le plus souvent sur d'autres principes, nous semblent incompatibles avec elles. Il n'en était pas de même pour eux et les demi-contradictions que nous pouvons relever dans leurs chapitres ne sont pas le fait de leur négligence. Ils ne pouvaient pas en effet penser à les supprimer : ils ne les apercevaient pas, ou plus exactement elles n'existaient point pour eux. Ils avaient été élevés dans des principes qui se modifiaient pour ainsi dire dans eux-mêmes, à leur insu. Les quelques articles dont la nouveauté nous frappe d'autant mieux qu'ils sont encadrés de plus anciens, sont les premiers produits poussés on dirait au hasard de la germination lente et obscure des idées nouvelles sur les récompenses. Ce n'est qu'après deux siècles que Pothier a pu en récolter suffisamment pour construire sa théorie.

Acquit du passif. — Option de la femme. — Sa renonciation. — Lorsqu'ils avaient repris leurs propres, avant de se partager par moitié les meubles et les conquêts, les époux devaient payer leurs dettes communes. Il n'y avait pas de difficulté dans le cas où le passif était moindre que l'actif. Les époux l'acquittaient et se partageaient le reliquat par moitié. Mais il pouvait arriver que l'actif fût absorbé et même dépassé largement par le passif : alors les créanciers s'attaquaient aux propres. Il était naturel qu'ils se fissent payer sur ceux du mari, responsable des obligations qu'il avait lui-même contractées, mais leur recours contre la femme ne pouvait se justifier que dans le cas où elle s'était personnellement engagée envers eux. On fut frappé de bonne heure de l'injustice de cette responsabilité de la femme, conséquence de l'administration maladroite du mari, et on lui donna un moyen d'y échapper qui est devenu dans le Code civil son droit d'accepter la communauté ou d'y renoncer.

Suivant le grand coutumier de Charles VI, le privilège de la renonciation fut créé pour les femmes nobles (1).

(1) « Pour que le métier des hommes nobles est d'aller ès guerres et voyages d'outre mer, et à ce s'obligent et aucunes fois y meurent, et leurs femmes ne peuvent être délaissées acertenées de leurs obligations faites à cause de leur voyage, de leurs rançons et plégeries qui sont pour leurs compagnies et autrement et pour ce ont le privilège de renonciation et ont d'usage si comme le corps est mis en terre, de jeter leur bource sur la fosse et de ne retourner à l'hôtel où les meubles sont, mais vont gésir autre part et ne doivent emporter que leur commun habit, sans autre chose. Et parmi ce, elle et leurs héritiers sont quittes à toujours des dettes. .. » (*Grand coutumier de Charles VI*, liv. II, ch. 31).

Les roturières ne l'obtinrent à Paris qu'en 1580, après que Dumoulin eût plaidé pour elles dans son commentaire de la rédaction de 1510 (1). Chez nous le coutumier de 1539 l'accordait aux nobles et aux roturières sans distinction. Il ne faisait de différence entre elles que pour la forme de la renonciation. Tandis que la roturière devait faire enregistrer sa renonciation au greffe le lendemain du décès de son mari et suivant l'ancien usage jeter ses clefs sur la fosse le jour de l'enterrement (2), la femme noble était dispensée de jeter les clefs sur la fosse et n'avait qu'à faire sa renonciation en justice dans la huitaine du décès. La coutume porta à huit jours le délai de renonciation des femmes roturières et supprima définitivement le « gest des clefs ». Les réformateurs des coutumes du Vermandois l'avaient abrogé en 1556 « comme barbare et déraisonnable » (3).

Pourtant ce geste de la femme renonçante avait une signification. Il disait mieux que des mots qu'elle se désintéressait de la communauté : elle la considérait comme morte et elle l'enterrait dans la même fosse que son mari, seul responsable de sa perte. C'était un geste de repro-

(1) V. Dumoulin sous l'article 115 de la coutume de 1510.

(2) Dans certains pays, aux clefs elle joignait son aumônière et sa ceinture où elle portait aussi son argent. V. *Chronique de Monstrelet*, vol. I, liv. I, chap. 18 et 139. Le moyen-âge aimait les symboles. La veuve faisait ainsi connaître son intention de ne rien conserver des biens communs (*Officium matrisfamilias regere loculos, custodire claves* », avait dit quelque part Tertullien).

(3) V. le procès-verbal des coutumes de Vermandois. Rappelons que parmi nos rédacteurs de 1568, il y avait des Vermandois.

bation en même temps que d'abandon. La foule qui le voyait le rendait solennel. Il servait d'exemple. De plus, il coûtait à la femme et l'empêchait d'abuser de la renonciation. Dans les pays où elle conservait le droit d'emporter ses vêtements et ses bijoux, sa part de conquêts et son douaire, elle aurait pris l'habitude de renoncer à la légère, avant même d'avoir examiné la situation de la communauté, s'assurant pour quelques meubles contre le recours des créanciers hypothétiques. Ce geste utile, d'une expression simple et forte, ne pouvait être trouvé qu'au moyen-âge ; il ne pouvait le dépasser. L'ancienne forme de la renonciation disparut peu à peu dans les coutumes et fut abolie en droit commun par l'ordonnance de 1667 qui donnait à la veuve un délai de trois mois pour faire inventaire et quarante jours pour délibérer sur le parti qu'elle avait à prendre (1),

Aujourd'hui, lorsqu'elle renonce la femme abandonne entièrement sa part de communauté. Il n'en était pas de même en droit coutumier. Très anciennement, avant le ^{xiii}^e siècle, au temps où les dettes n'étaient poursuivables que sur les meubles, elle pouvait conserver sa part des conquêts. Lorsque fut admis le principe « *conquestus mobilia et debita sequuntur*, énoncé en 1291 dans un arrêt du parlement de Paris, elle dut renoncer également aux conquêts pour être quitte des dettes, mais elle continua d'emporter son douaire qui reposait sur les propres du mari.

(1) Ordonnance de 1667, titre VIII, art. 5.

La renonciation aux conquêts en même temps qu'aux meubles était de droit commun au xvi^e siècle et l'on cite comme retardataire la Bretagne qui ne l'admit qu'en 1420 (1). Chez nous, le coutumier et même la coutume de 1568 qui fut une des premières à supprimer le jet des clefs, continua de décider que la femme renonçante avait droit à sa part de conquêts aussi bien qu'à son douaire (2). Cette disposition semble au premier abord s'accorder mal avec les principes nouveaux de la coutume. Sans doute, comme le disait Bouteillier, « la femme compète la moitié desdits acquets » (3) ; mais les créanciers avaient aussi des droits sur eux. Au xvi^e siècle, il y avait longtemps qu'ils faisaient partie de leur gage. Or les créanciers ne pouvaient être sacrifiés à la femme. C'étaient donc les propres du mari qui répondaient de l'excédent des dettes lorsque les meubles ne suffisaient pas à les couvrir. La coutume ne voulait pas que la femme fût en quelque manière victime de sa mauvaise administration. Elle considérait que les époux étaient égaux et répartissait les responsabilités. C'est ainsi qu'elle déclarait que la femme qui s'était obligée avec son mari était responsable sans recours jusqu'à concurrence de son engagement (4) et que si elle pouvait en général renoncer à sa part des conquêts non encore payés, elle ne pouvait le faire lorsqu'elle s'était expressé-

(1) V. M. Lefebvre, *op. cit.*, p. 306.

(2) *Coutumier*, art. 201. *Coutume*, art. 88.

(3) Bouteillier.

(4) Art. 154 des ordonnances.

ment obligée de son chef (1). Nous voyons une fois de plus que la femme n'était pas considérée chez nous comme une pupille sous la tutelle du mari, mais plutôt comme une associée et qu'on lui reconnaissait des droits que ne pouvaient rendre sans effet ceux du chef de la communauté. La renonciation ainsi comprise suffisait d'ailleurs à la protéger. Elle n'avait pas besoin du bénéfice d'émolument que lui accordaient certaines coutumes (2).

(1) *Coutume*, art. 88 et 89.

(2) Paris, 1580, art. 227 et 228.

LE DOUAIRE DE LA FEMME

Antérieurement à la coutume rédigée. — Le douaire de la femme était à l'origine un droit viager que le mari lui reconnaissait sur une partie de ses biens pour le cas où il décéderait le premier.

Dans une ordonnance de 1214, Philippe-Auguste établit un douaire coutumier comprenant la moitié de ce qu'avait le mari au jour de son mariage (1).

Suivant Pothier il est probable que le douaire nous vient des Germains dont Tacite dit que chez eux les femmes n'apportent pas de dot à leurs maris, mais en reçoivent : « *Dotem non uxor marito sed maritus uxori affert* » (2). M. Lefebvre pense qu'on peut aussi le rattacher à la *donatio ante nuptias* également faite par le mari à la femme, usuelle dans le monde romain du Bas-Empire, et il a montré comment la loi Ripuaire semble avoir voulu fondre cette tradition romaine avec l'usage germanique, dans le paragraphe 1 du titre 37, de *Dotibus mulierum* (3).

(1) V. ordonnances des rois de France, t. I, p. 46, et Beaumanoir, tit. III, n° 445.

(2) Pothier, *Traité du Douaire*, ch. I, art. 1 ; Tacite, de *moribus germanorum*.

(3) V. M. Lefebvre, *op. cit.*, p. 474 et suiv.

L'influence de la loi Ripuaire a dû persister longtemps dans notre région. Il serait intéressant d'y étudier la transformation du douaire. Malheureusement nous ne possédons que les textes des cartulaires et nous ne pouvons remonter qu'à la fin du ^{xii}^e siècle.

Une charte de 1191 (1) nous apprend que Manassès, comte de Rethel, fit cette année là une donation à Félicité de Beaufort sa future belle-fille, et que le fils de Manassès donna à sa fiancée la moitié des biens qu'il acquerrait au cours de son mariage. Il nous montre Manassès, le père de l'époux, dotant à la fois son fils et sa belle-fille, laquelle semble n'avoir rien apporté en mariage. Mais qu'est au juste le don du fils de Manassès ? A quel moment Félicité recevra-t-elle la moitié des biens que son mari acquerra ? En outre « *ipse* » fait bien penser à des propres, mais aussi à des conquêts. Il se pourrait que par cette clause, le fils de Manassès ait voulu simplement établir, comme on dit aujourd'hui, les conditions civiles de son mariage : « Félicité aura la moitié de tous les biens que j'acquerrai, propres et conquets. » Cette stipulation ressemble à une communauté universelle au moins en ce qui concerne les biens du mari (Il fallait d'ailleurs, une stipulation spéciale pour établir une communauté des propres, dans ce pays où l'usage voulait qu'ils ne sortissent point de ligne). Le mot « *dotavit* » coupe court à cette interprétation. Le fils de Manassès n'a pas entendu

(1) V. Textes concernant le douaire, n° 3.

fixer le sort de ses biens : il a fait une *donation* à sa femme, il lui a constitué une « *dot* ». Le résultat est en fait le même. Mais c'est l'intention qui nous intéresse. Il s'agit en somme dans ce texte de deux donations faites à la femme au moment de son mariage, l'une par son beau-père, l'autre par son mari et elles sont toutes deux appelées *dot*.

Un autre texte du même cartulaire dit qu'en 1218 André de Nanteuil a donné à sa femme pour son *dotalicium* la moitié de toute sa terre avec ses produits, et sa meilleure maison (1).

En 1243, Marie femme de Jean comte de Rethel, abandonna en faveur de Manassès de Rethel, frère de son mari, le Chatelet « et castellania ejusdem castellaris, cum appendiciis eorumdem... qui a viro nobili Johanne marito ejus nunc comite Registestensis, assignata fuissent *in dotem, sive donationem propter nuptias* » et Manassès promet de son côté de respecter la donation que lui ferait Jean en échange : « Predictus vero Manasserus, coram predicto clerico curie Remensis, *restaurationem* quam dictus J. Comes faciet dicte Marie comitisse *de dote sua predicta, sive donatione propter nuptias*, laudavit et approbavit promittens fide prestita corporali, quod contra predictae *dotis sive donationis propter nuptias reassignacionem*, per se vel per alios non veniet in futurum » (2). Dans ce texte la donation faite par le mari à la

(1) Texte n° 5.

(2) *Trésor des Chartes de Rethel*, t. I, p. 150.

femme s'appelle *dos sive donatio propter nuptias*. Les deux termes paraissent inséparables. Ils sont comme par exemple aujourd'hui dans les actes des notaires les mots usufruit et jouissance. Ils désignent la même chose, mais on les accole toujours par habitude. Il semble qu'isolément ils n'auraient pas la même valeur.

Vers 1245 apparaissent dans le Rethelois les premières chartes en français. La donation du mari à la femme y est appelée *doaire*.

Il résulte de ces textes qu'à la fin du XII^e siècle et au commencement du XIII^e, il était d'usage que le mari fit à sa femme en l'épousant donation d'une partie de ses biens. Cette donation s'appelait *dos, dos sive donatio propter nuptias, dotalicium* ou *douaire*. Ces mots d'ailleurs n'avaient pas un sens précis, exclusif; on trouve le mot *dos* opposé au mot *donatio propter nuptias* (1) (alors *dos* signifie sans doute l'apport de la femme) (2). On trouve *douaire* opposé à *don fait pour noces* (3). Enfin le mot

(1) Par exemple en 1280 : « Quod contra ea... ratione juris hereditarii, *dotis, donationis propter nuptias*, vel quacumque alia causa nunquam deinceps venient », *Cartulaire d'Orval*, p. 15.

(2) V. *suprà*, p. 46.

(3) « Renonce à touz droit et à toutes actions que gie es devient dites choses avoie ou pooie avoir, *fust pour douaire, fust pour don fait pour noces*, fust pour autre cause... », en 1291. *Chartes de Rethel*, t. I, p. 427. *Don fait pour noces* a sans doute déjà la signification que lui donnera l'article 245 de la Coutume de Reims en le distinguant du douaire : « Don de noces est ce que le futur époux donne à sa fiancée auparavant et durant ses espousailles, soit en bagues, joyaux, vêtements et autres meubles et aussi ce que les parens et amis desdits fiancés baillent à la dite fiancée le jour de ses espousailles

douaire lui-même avant de s'arrêter au sens qu'il a strictement en droit coutumier, semble s'être appliqué longtemps à toute espèce de donation (1).

Quoi qu'il en soit des mots qui la désignent, cette donation du mari à la femme qu'il épouse était pratiquée dans notre région au ^{xiii}^e siècle. On en trouve de nombreuses traces tant dans les chartes de Rethel que dans les cartulaires voisins, notamment dans ceux de Saint-Hubert et d'Orval et l'on peut même, à l'aide de ces documents, essayer de se faire une idée de ce qu'elle était dans les Ardennes avant la rédaction des coutumes.

Nous venons de voir à la fin du ^{xii}^e siècle des maris faisant à leurs femmes donation d'une partie de leurs biens et ces donations prendre définitivement le nom de douaire vers la seconde moitié du ^{xiii}^e siècle.

Nos textes ne portent pas de trace d'un douaire proprement légal, même postérieurement à 1214, date probable de l'Etablissement de Philippe Auguste qui le réglementa. Les aliénations, les changements d'assiette, les débats de toute nature n'ont lieu qu'à propos de douai-

et avant la solennité et célébration d'iceux » ; et dans l'article 246 : « Sont compris lesdits dons de nopces sous le nom d'apport, qui est ce qu'elle (contractant mariage) apporte à son dit mary en biens meubles et immeubles.

(1) Il est encore employé dans le sens général de donation près d'Orval au ^{xiv}^e siècle. « Jehesnes de la dite Villers... ont fondeit et creeit une chappelle ioignant à ladite esglize parochiale de Villers, et il y ait donveit et asseneit en douaire perpétuellement deix et cent jours de terres arables... », 18 janvier 1361. *Chartes d'Orval*, inédites, p. 35.

res dont des « chartes devisent ». Faut-il penser qu'il n'existait chez nous que le douaire conventionnel ? Ce douaire en tout cas était tellement établi dans l'usage qu'on en parlait comme d'un véritable droit de la femme. Elle dit en effet dans les chartes : « Le douaire que m'a concédé mon mari », mais elle n'ajoute pas « libéraliter et benigne », comme elle aurait fait s'il s'était agi d'une donation ordinaire, d'une faveur (1). Et le mari dit lui-même : « Je donne à ma femme *pro dotalicio suo* » pour son douaire. Enfin la loi de Beaumont dit en 1182 : « La femme ne peut perdre son douayr (2) ». De sorte que si les lois ne le rendaient pas expressément obligatoire il faisait tout de même partie de la coutume au même titre que la communauté elle-même et que tous les autres usages dont la loi ne fut que la confirmation. On peut même dire dans ce sens qu'il était légal si, comme il paraît ressortir des chartes, tous les maris (3) concédaient des douaires à leurs femmes, ces douaires étant toujours de la même quotité ; ce serait le douaire conventionnel qui aurait été créé postérieurement au douaire légal, par la Coutume lorsqu'elle permit de déroger à celui qu'elle adoptait pour droit commun ; et celui-ci n'était pas autre chose que le douaire du ^{xii}^e siècle que l'usage lui avait transmis presque intact, ainsi que nous le verrons.

(1) Texte n° 8.

(2) Texte n° 1. Le *Coutumier* de 1539 ne s'exprimera pas autrement. V. extraits, art. 215.

(3) Au moins les nobles. Les roturiers ont laissé peu de souvenir.

Le douaire, légal ou conventionnel, était en général constitué au moment du mariage, mais l'habitude semble avoir été d'en soumettre l'existence à la condition qu'il aurait lieu (1).

Il était constitué sur les biens du mari. Primitivement, il affectait les meubles comme les immeubles (2), mais dès la seconde moitié du XIII^e siècle, on ne rencontre plus de douaire portant sur les meubles.

Il semble avoir toujours été de moitié, soit au début, de la fortune entière du mari, soit plus tard, de ses immeubles (3). Et ce n'était pas la moitié de la fortune immobilière du mari évaluée en bloc, représentée par quelques immeubles, mais la somme des moitiés de chacun des immeubles : Si le mari possédait deux villes, la femme était douée de la moitié de la première et de la moitié de la seconde (4). On y ajoutait quelquefois une habitation.

(1) V. texte n° 3. Le père parle pour les deux donations lorsqu'il dit : « Ego quoque juravi et omnes prædicti milites quod filius meus eam legitimo tempore desponsabit. »

(2) « *Omnium rerum* », dit Manassès de Rethel. V. également le texte 2 (Le mariage d'André de Nanteuil a été célébré au commencement de 1218. Et aussi pour le xiii^e siècle, texte n° 10.

(3) V. texte n° 3, et texte n° 9.

(4) En 1246, Godefroy de Louvain et Marie d'Audenarde sa femme veuve de Jean de Rethel réclament à Hugues III de Rethel son père, les villes de Pertes et de Tanion « et les apandances de ces deux viles, par ce, si com il disaient que ces deux viles avaient été assises à Marie d'Audenarde devant dite au doaire quant ele prist Jehan, le fil le conte Huon de Retest à mari... » Thibaud comte de Champagne, choisi pour arbitre, déclare : « Que cil

Le douaire était viager. De nombreux textes le disent (1). Mais quand commençait-il à profiter à la femme ? Et de quelle nature était le droit de la femme sur son douaire ? Ce sont deux questions difficiles à résoudre à cause du laconisme des chartes. Pour la première, l'ensemble des documents qui rappellent souvent le caractère viager du douaire semble indiquer qu'il fut créé pour les veuves et qu'il ne produisait son effet qu'à la mort du mari. Il était d'ailleurs inutile avant la dissolution du mariage, car tous les biens étant communs sauf le tréfonds des héritages lignagers, la femme jouissait de ceux de son mari autant que des siens. Le douaire n'avait de raison d'être qu'au moment où les héritiers du mari allaient reprendre ses propres. Il lui permettait alors de ne pas modifier son train d'existence.

Toutefois, s'il ne profitait pas d'une manière immédiate à la femme au cours du mariage, il avait pour effet de réserver la moitié des immeubles sur laquelle il portait. A partir de sa constitution, le mari ne pouvait plus dispo-

Godefrois et Marie sa fame tant con cele Marie vivra au doaire auront la moitié de Perte et Tanyon et des dépendances et cele partie sera divisée et assise par Monseigneur Nichole de Condé et Jehan Bedouyn qui ont esté esleu des parties à ce faire et s'il se discordient, nos i metroiens le tierz et les parties tanront ce que le tierz en atournera. » *Trésor de Chartes de Rethel*, t. II, p. 175 Cette sentence arbitrale vient aussi à l'appui de ce que nous disions sur la légalité du douaire. Pourquoi Thibaud de Champagne l'aurait-il fixé à la moitié si cette quotité n'avait pas eu, sanctionnée par l'usage pour ainsi dire force de loi.

(1) Par ex. texte, n° 9.

ser librement que de la moitié de ses propres. Pour en aliéner la totalité, il devait obtenir le consentement de sa femme et lui assurer préalablement son douaire sur d'autres immeubles (1). Ce changement d'assiette s'appelait *restauratio*, *reassignatio*, *recompensatio dotis*. On en rencontre de nombreux exemples (2).

Les immeubles chargés de douaire étaient tellement respectés que les crimes mêmes du mari ne pouvaient les compromettre. La loi de Beaumont le dit expressément (3).

Ce n'était qu'à la mort du mari que la femme profitait de son douaire. Quels droits lui conférait-il sur les immeubles qu'il grevait ? Il ne paraît pas que chez nous la femme en ait jamais eu la pleine propriété. On ne la voit en effet ni les donner ni les aliéner. On trouve bien quelques actes d'échange, mais ils n'ont lieu qu'avec les héritiers du mari (4). Ils tendraient plutôt à prouver que le douaire n'était qu'un droit de jouissance : les héritiers du mari ayant besoin des biens chargés du douaire en assuraient d'autres à la veuve. Ces actes étaient plutôt de changements d'assiette que de véritables échanges.

D'ailleurs, dès le début du XIII^e siècle, le mari spécifie

(1) Lorsqu'il avait agi sans sa femme, celle-ci pouvait valider la vente par une renonciation expresse « à ce qu'elle eust en propos de clamer, requérir, poursieuyr et demander aucun droit sur ladite terre tant à cause de douaire que d'acquêts faits durant le mariage ». *Trésor des Chartes de Rethel*, p. 203, t. II.

(2) Par ex. texte 6.

(3) Loi de Beaumont, art. 48, texte n° 1.

(4) V. notamment *Trésor de Chartes de Rethel*, t. I, p. 323.

quelquefois qu'il concède une jouissance : « Concessi in dotalicio suo medietatem totius terre mee, in omnibus proventibus », dit André de Nanteuil en 1218 (1).

Au ^{xiv}^e siècle, il n'y a plus de doute ; le douaire est une jouissance et il commence à la mort du mari (2).

Il ne prend fin qu'à la mort de la femme. Lorsqu'elle se remarie, il entre dans la nouvelle communauté avec les autres revenus (3). C'est alors en principe son second mari qui l'administre. Il le défend en justice (4), il en fait l'aveu aux suzerains (5), il en parle enfin comme un maître (6).

Cette communauté du douaire de la femme avec son second mari qui était cependant de coutume générale paraît inexplicable. S'il n'était comme on le dit, qu'une

(1) V. textes nos 4, 5 et 10.

(2) En 1323, il est fait à la comtesse Jeanne de Rethel « plaine satisfaction des arrérages doudit douaire dont elle n'a encores riens levé, dou jour que messire de Nevers trespassa, dont Dieux ait l'ame jusques au jour que la prisée sera faite doudit douaire et que elle en sera tenens et prendens ». . . . *Trésor des Chartes de Rethel*, t. I, p. 636. Il est vrai que cet acte eut lieu en cour de Parlement de Paris. Mais c'était aussi le droit régional : Maharet, veuve de Frémont de Cons dans un dénombrement fourni en 1327 à Louis, comte de Nevers et de Rethel, avoue : « Le tiers de la descendue feu Wiolet son frère, et en ce tiers qui lui descent de son frère tient Ysabeaux sa femme, la moitié à cause du douaire, combien que ladite Mahelos en soit héritière. » *Ibidem*, p. 562. Si Mahaut en demeure propriétaire, Ysabeaux ne peut l'aliéner. Elle n'en a que la jouissance.

(3) V. texte n° 2.

(4) Texte n° 8.

(5) *Trésor des Chartes de Rethel*, p. 545, p. 626 — pour les ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, t. II, p. 54-66, etc.

(6) Texte n° 8.

libéralité ayant pour but de lui permettre de ne pas souffrir matériellement de la mort de son mari, pourquoi une fois remariée le conservait-elle ? Elle n'en avait plus besoin ; et d'autre part on ne peut pas penser que son premier mari ait voulu, au moyen du douaire, lui constituer une autre dot. C'eût été pousser un peu loin l'affection et la prévoyance (1).

Au moment de son mariage, la femme pouvait recevoir de son mari plusieurs sortes de donations : une dot, lorsque ses parents ou des étrangers ne lui en avaient pas constitué, des cadeaux, une donation faite à titre de *pretium pudicitiae* qui ressemble fort au « Morgengab » germanique (2), enfin son douaire qui est peut-être une synthèse de ces différentes donations, mais qui s'en distingue par certains caractères dont l'ensemble paraît lui donner une signification spéciale. Il porte en effet le plus souvent sur la moitié des propres du mari, c'est-à-dire sur des biens auxquels la femme ne pouvait prétendre à la dissolution de la communauté ; il est une jouissance ; il est viager. Il a donc pour effet de prolonger l'existence de la communauté au profit de la femme qui pouvait grâce à lui ne rien changer à sa manière de vivre. Il ressemble à une assurance sur la vie. Si c'était le seul résultat qu'en espérait le mari, pourquoi n'essayait-il pas

(1) Et d'ailleurs l'Eglise, au lieu de l'encourager, se serait opposée à une pareille donation favorable aux secondes noces qu'elle réprouvait.

(2) Texte n° 4.

del'obtenir par des moyens plus commodes que le douaire qui créait des rapports délicats entre ses héritiers et sa femme ? Il aurait pu par exemple faire à celle-ci une donation en pleine propriété, ou lui constituer une rente viagère sur des immeubles. D'autre part le douaire aurait été d'usage surtout chez les roturiers en général moins riches que les nobles et qui pouvaient davantage redouter pour leurs femmes les conséquences de leur mort. Plus on l'examine, plus l'idée d'assurance de la femme paraît insuffisante à l'expliquer. Que le douaire ait procédé à l'origine d'une intention purement libérale, c'est fort possible et, s'il dérive de la *donatio ante nuptias* et de la donation germaine, son nom même semble bien l'indiquer. Que son but unique soit devenu à la fin du moyen âge de pourvoir à l'existence de la femme après la mort de son mari, cela paraît complètement démontré. Mais lorsque l'on a dit qu'il n'avait pas d'autre raison d'être au ^{xiii}e siècle, on peut encore se demander pourquoi il s'est alors développé en prenant ces caractères particuliers qui le distinguent des autres donations et le rendent difficile à comprendre.

Une chose est remarquable, c'est qu'il a pour effet d'empêcher la communauté de se dissoudre entièrement à la mort du mari. Il lui permet de continuer d'exister en partie telle que celui-ci l'avait connue, telle qu'il l'avait faite. En le constituant, ne pensait-il pas vaguement à assurer son œuvre ? Il ne l'a jamais dit dans les chartes. Il se peut même qu'on l'eût fort étonné en lui posant une pareille

question, mais on peut penser qu'il n'aurait pas été fâché d'apprendre que le douaire prolongeait en effet l'existence de la communauté. On était alors fort préoccupé de l'avenir, on contractait *in perpetuum* et le mariage était le plus important de tous les actes.

Ne peut-on pas rattacher à cette idée le développement du douaire au ^{xiii}e siècle ? Les raisons profondes d'une institution varient suivant les temps qui la reçoivent. Les modifications qu'ils lui apportent, consciemment ou non, répondent à des besoins qui dérivent tous de quelques idées fondamentales. L'examen de l'ensemble de ces modifications temporaires nous conduit à leur supposer une cause unique, et comme nous ne pouvons plus la trouver en nous-mêmes, nous devons la chercher parmi ces idées qui préparent et sollicitent tous les actes d'une époque, le plus souvent à son insu, mais qui, de loin nous apparaissent à nous si clairement qu'elles la caractérisent.

Le douaire s'est développé dans un temps où l'on pensait vivement à l'avenir, où l'on travaillait pour lui. C'est ce temps-là qui lui a donné sa forme définitive que nous avons abandonnée parce qu'elle ne correspondait plus à nos besoins. C'est donc ce temps-là qu'il convient d'interroger sur les raisons qui nous échappent. Or comme il semble avoir souvent préféré les rêveries d'éternité et de perfection aux considérations pratiques, nous nous demandons si le douaire n'a pas été créé, infirme produit de celles-là, comme un moyen de continuer la

communauté après la mort du mari plutôt que dans le but précis et unique de profiter à sa veuve. Cette hypothèse lui donnerait une signification plus élevée, plus conforme à son époque, elle permettrait de comprendre sa forme et comment, pénétré par l'idée intime de fonder une communauté aussi complète dans le temps que dans l'espace, le mari avait négligé de penser qu'en constituant un douaire à sa femme, il préparait peut-être la fortune d'un successeur.

Le douaire dans le Coutumier et la Coutume. — Peu de différences entre la Coutume et le Coutumier. Le douaire était complètement réglementé au ^{xiii}^e siècle. Il ne devait plus se modifier. Dès la fin du moyen âge il ne suit plus les mœurs. On le conserve parce qu'il est dans la coutume, dans la loi, parce qu'il est une institution toute faite, on le conserve par habitude. Les jurisconsultes, du ^{xvi}^e au ^{xviii}^e siècle, trouvent pour le justifier d'excellentes raisons, mais ils les cherchent péniblement ; aucune ne leur paraît à eux-mêmes la véritable (1). En fait le douaire, immobile, s'usait ; il devait tomber devant le Code.

Suivant notre coutume, la femme mariée, noble ou roturière devenue veuve, avait droit à un douaire (2) portant sur la moitié des immeubles dont son mari était propriétaire au jour du mariage et de ceux qu'il avait acquis de-

(1) Voir entre autres Rennusson, *Traité du douaire*, § 8.

(2) Elle en était saisie immédiatement après le décès de son mari de plein droit comme dans la plupart des coutumes. *Contra*, Normandie, Senlis, Etampes, etc...

puis à titre de succession en ligne directe, descendante ou ascendante (1). La Coutume avait ajouté une des maisons du mari (2).

Ce douaire était le *douaire coutumier* auquel avait droit la veuve à défaut de stipulation du traité de mariage où il était permis de constituer un *douaire prefix* qui pouvait lui être inférieur ou supérieur. Notre droit en effet ne lui fixait pas de maximum comme faisaient certaines coutumes (3), mais il n'admettait pas son cumul avec le coutumier. Si le traité de mariage n'en avait décidé autrement (4), la

(1) *Coutumier*, art. 215 ; *Coutumier*, art. 204.

(2) Art. 213 : Femme veuve noble ou roturière, outre son douaire prend et emporte, contre les héritiers de son mary, une des maisons d'icelui, telle que bon lui semble. Toutefois ou il n'y auroit qu'une, si elle estoit suffisante pour lesdits héritiers et elle selon la qualité de leurs personnes, en prendra la dite veuve la moitié seulement en usufruit, et les dits héritiers, l'autre moitié et si elle n'estoit suffisante, ladite douarière pour ce regard sera préférée aux dits héritiers. Toutes fois quant aux maisons fortes et chasteaux appartenans au seigneur souverain, le contenu au présent article n'a lieu. Article 214 : Et si ladite veuve douarière se remarie et y a enfans de son premier mary et elle iceux parvenus à l'âge de dix-sept ans, et au-dessus, si les dits enfans par l'avis de leurs tuteurs et parens requièrent et veulent avoir ladite maison pour leur demeure, icelle douarière leur mère sera tenue la leur laissée et n'y aura son habitation ; en la récompensant par eux d'autant que le livre de la dite maison vaudra par chacun an.

(3) Celles de Normandie, Tours, Maine, Poitou... La nôtre sur ce point est semblable à celles de Paris et d'Orléans.

(4) *Coutumier*, art. 216. C'est-à-dire, suivant la Coutume, si la femme avait renoncé expressément au douaire coutumier. Le plus souvent les Coutumes décidaient comme celle de Vermandois, art. 28 et de Reims, art. 224 que le douaire prefix faisait cesser le coutumier sauf si le contrat de mariage lui réservait le droit d'opter entre les deux pendant 40 jours. On peut se demander ce qu'il arrivait chez

veuve devait choisir entre eux. Elle ne pouvait les réclamer tous deux, car c'eût été, comme on disait, « prendre d'un sac deux moutures » (1). Elle avait pour son option un délai courant de la mort du mari : un mois s'il décédait au pays et deux mois s'il décédait hors du pays et « en loingtaing viaige ». La veuve n'était saisie du douaire préfix qu'après avoir valablement déclaré en justice qu'elle l'acceptait.

La Coutume ne disait pas à partir de quel moment la femme avait droit à son douaire préfix ou coutumier. Le commentateur pense qu'il est subordonné à l'accomplissement du mariage. Il décide avec le droit commun qu'elle ne peut le réclamer qu'après la bénédiction nuptiale, et qu'il n'est pas dû en cas de mariage clandestin. Il prétend même que « la femme perd son droit au douaire si elle se fait séparer pour impuissance irréparable et notoire du mary parce que dans ce cas le mariage n'a pas été consommé » (2). Enfin la Coutume ne contenant comme cause d'ouverture du douaire que le trépas du mari, il affirme que la femme en cas de séparation de biens ne peut demander son douaire, « mais qu'il doit luy être

nous si elle négligeait d'opter. Quel douaire lui attribuait-on ? Le commentateur n'envisage que le cas où elle mourrait avant d'avoir opté et dit que suivant un arrêt de 1551, le droit d'opter passe alors aux héritiers de la femme.

(1) Le commentateur sous l'article 206.

(2) « Mais la femme d'un impuissant qui demeure avec lui jusques à son décez sans se plaindre de son impuissance doit jouir de son douaire et de ses conventions matrimoniales suivant l'arrêt de 1543 cotté par Charondas sur l'article 247 de la Coutume de Paris. »

pourveu d'une pension selon sa qualité et selon les biens du mary parce que le douaire ne commence à avoir lieu que par mort civile ou naturelle du mary et non par le divorce (1) ».

Notre douaire du xvi^e siècle n'était pas un droit de propriété, mais une jouissance. Le Coutumier et la Coutume disent expressément qu'il est constitué à la femme pour qu'elle en jouisse (2) et ils prennent toujours le soin de le distinguer des héritages qu'il grève. En outre ce droit de jouissance présente les caractères essentiels de l'usufruit (3) : il porte sur les revenus ; il est viager (4). La veuve doit entretenir les immeubles qui en sont chargés dans l'état où elle les trouve à la mort du mari ; elle est tenue de payer et d'acquitter les charges de toute nature qui les grèvent (5). Elle succède complètement à son mari dans le droit de jouissance qu'il avait sur eux :

(1) Le divorce était-il permis à Sedan, ville longtemps soumise à l'influence protestante ? ou bien le commentateur prend-il ici ce mot pour synonyme de séparation de biens ? V. p. 75, note 3.

(2) *Coutumier*, article 215 ; *Coutume*, article 204.

(3) Le commentateur l'appelle d'ailleurs usufruit sous l'article 215. « Selon la disposition du présent article, il n'est point loisible à une *veuve usufruitière* de vendre ni de faire couper les anciens bois non sujets à couper *desquels elle a la jouissance et usufruit en vertu de son douaire* et se doit contenter d'en avoir ladite jouissance et usufruit. »

(4) Le *Coutumier* le répétait dans un article spécial (art. 219). Il ajoutait qu'il était possible d'en faire un propre à la femme par le traité de mariage. On a supprimé cet article en 1568 sans doute comme faisant double emploi avec l'article du chapitre des donations.

(5) *Coutumier*, art. 218. *Coutume*, art. 207.

elle les prend avec les récoltes pendantes et les loyers à percevoir. Elle doit respecter les bois et forêts qui, de mémoire d'homme, n'ont été ni vendus ni coupés (1). En revanche les héritiers de son mari et autres propriétaires reprendront ces immeubles de la même manière à son décès, sans être tenus de lui rembourser les frais de labour ou d'ensemencement (2). Si elle a consenti des baux, ils ne devront rendre les termes échus à ses propres héritiers que dans le cas où elle mourrait après le premier mari, car jusque-là ils sont considérés comme immeubles et leur reviennent en même temps que le fonds (3).

La douairière peut vendre son douaire, comme elle ferait d'un usufruit. La Coutume permet alors au propriétaire de le reprendre « dedans l'an et jour, en remboursant dedans vingt-quatre heures l'acheteur du prix, ensemble les loiaux frais et coustemens » (4).

Tels étaient les droits de la femme en possession de son douaire, c'est-à-dire après la mort de son mari.

Au cours du mariage, le mari ne pouvait aliéner librement les immeubles sur lesquels il portait. Le Coutumier lui interdisait « de vendre, quitter ou aliéner le douaire de la femme sans qu'elle y consentit ou qu'elle fût à tout le moins suffisamment récompensée » (5). Entendait-il

(1) *Coutume* de 1568, article 225.

(2) *Coutumier*, art. 222. *Coutume*, art. 211.

(3) *Coutumier*, art. 224. *Coutume*, art. 212.

(4) *Coutume*, art. 226.

(5) *Coutumier*, art. 224.

par là que le mari pouvait aliéner les héritages chargés de douaire à condition soit d'obtenir le consentement de la femme, soit d'en changer l'assiette ? La coutume a modifié la disposition peu claire du coutumier. Elle a décidé que le mari ne pourrait aliéner le douaire qu'après avoir obtenu le consentement de la femme et l'avoir récompensée, mais que « les héritages chargés du douaire pourraient particulièrement estre vendus, aliénez et hypothéquez par le mari avec le consentement de sa femme », et que, dans ce cas, la femme, n'en serait récompensée que si elle renonçait à la communauté (1).

Nous avons vu d'autre part que la femme renonçante ne perdait ni sa part de conquêts, ni son douaire (2).

On voulait en somme qu'elle recueillît toujours quelque chose de la communauté (3) ne fût-ce que son douaire qui paraît bien être déjà au xvi^e siècle, « ce que la convention ou la loi accorde à la femme dans les biens de son mari, pour sa subsistance en cas qu'elle lui survive », suivant l'expression de Pothier (4).

(1) Coutume art. 209 et 220. La Coutume de Vermandois allait jusqu'à donner à la femme le droit de revendiquer les immeubles que son mari avait vendus au préjudice de son douaire (art. 42).

(2) V. *suprà* (renonciation de la femme).

(3) Le commentateur pense que la femme « ne doit perdre son douaire que si elle forfait en communauté parce qu'il n'est pas raisonnable que son infamie et impudicité luy tourne à profit, et qu'elle jouisse d'un avantage qui luy tient lieu de prix d'une pudicité qu'elle a si mal observée, s'en étant rendue indigne en violant la foy promise » (sous l'art. 204). Rappelons que l'article 483 des ordonnances punissait de mort l'adultère de la femme.

(4) Pothier, *Traité des douaires*, 1^{re} partie, n° 1.

Il semble en effet que les raisons du douaire ont changé ; mais si nous nous reportons aux chartes du ^{xiii}^e siècle, nous voyons que le Coutumier et après lui la Coutume l'ont pris tel qu'il était dans l'usage. Les rédacteurs de 1568 eux-mêmes n'ont pas essayé de le rapprocher du droit commun sur les points où il en différait (1).

(1) La plupart des Coutumes contenaient des dispositions sur le douaire des enfants. Il consistait en une nue-propriété d'une partie des immeubles du mari dont l'usufruit formait le douaire de la femme (v. *Coutume de Paris*). La nôtre n'en parle pas et d'après les chartes antérieures il ne semble pas qu'il ait été en usage dans notre pays.

Notre Coutume ne parle pas davantage du douaire du mari et l'on peut se demander où la Coutume de Bouillon a emprunté cette institution extraordinaire : « Le douaire du mary après le décès de sa femme est qu'il jouist de l'entier usufruit de la totalité des biens immeubles apportés en mariage fussent patrimoniaux ou qui seraient succédez et escheus à sa femme durant leur conjunction : et la femme jouist seulement de l'usufruit sur la moitié des héritages apportez et succédez à son mary. » Coutume de Bouillon, ch. XVII, art. 8.

LIBÉRALITÉS ENTRE ÉPOUX

Antérieurement à la Coutume rédigée.— Les libéralités entre époux, donations simples ou mutuelles, ne devinrent importantes qu'au moment où l'ancienne communauté commença de se désagréger. Leur développement est une conséquence de l'extension des propres. C'est comme une réaction contre le courant qui séparait les biens du mari et de la femme, une manifestation de l'ancien principe traditionnel de franche communauté que battaient en brèche les idées nouvelles d'égoïsme dans le mariage.

Aux premiers siècles du moyen âge, il existait cependant des donations entre époux. Elles prenaient le plus souvent la forme de donations de biens à venir. Elles avaient pour résultat de permettre au survivant de continuer à jouir de la fortune du prémourant. C'était une sorte de douaire mutuel, mais tandis que le douaire était généralement constitué avant le mariage, cette espèce de donation l'était toujours au cours du mariage : c'était une libéralité *entre époux*. Elle ne venait en général qu'à la fin d'une vie commune, comme un double gage d'affection et de reconnaissance.

Ces libéralités pouvaient être mutuelles ou simples.

Dans le premier cas, elles étaient une donation réciproque. Dans le second, elles n'étaient faites que par l'un des époux à l'autre, généralement par le mari à la femme.

Le texte le plus ancien qui nous renseigne sur les libéralités entre époux est la loi des Francs Ripuaires. Elle leur permettait de se donner mutuellement par un seul acte la jouissance viagère de tous leurs biens, lorsqu'ils n'avaient pas d'enfants.

La rédaction par Marculf, de formules inspirées de cette loi prouve que ces libéralités étaient usitées au ^{vi}^e siècle. Il est vrai que l'on ne trouve pas de charte qui les contienne sous la forme qu'il leur donne, même dans notre pays, berceau de la loi Ripuaire ; mais cela n'est pas étonnant : le plus souvent les donations mutuelles entre époux se faisaient comme accessoires dans les actes de fondations pieuses. C'était en effet l'usage de faire plusieurs contrats dans un même acte. On peut donc présumer que les donations mutuelles étaient fréquentes au ^{vi}^e siècle dans le pays de la loi Ripuaire.

Il ne semble pas d'ailleurs qu'elles aient existé autre part. Elles ont peut-être été créées par les Francs et l'influence chrétienne n'a sans doute pas été étrangère à leur développement (1). Elles ne venaient en tout cas pas du droit romain qui ne permettait les libéralités entre époux que par actes distincts et révocables. Quoiqu'il en soit de leur origine, elles existaient donc au

(1) Voir sur les libéralités entre époux M. Lefebvre, p. 520 et suiv.

vi^e siècle sous forme de don mutuel et l'on peut remarquer que leurs caractères tels que les donne la loi Ripuaire, ne subirent pas de grandes modifications au cours du moyen âge.

Quant aux libéralités faites séparément par le mari à la femme ou inversement par la femme au mari, la loi Ripuaire semble les admettre et l'on en rencontre des exemples dans les cartulaires.

Comme pour la plupart de nos institutions juridiques, ce n'est que vers le xiii^e siècle qu'apparaissent des chartes contenant quelques détails sur les libéralités entre époux.

Dès la fin du xii^e siècle la loi de Beaumont autorisait les époux à se faire des donations mutuelles par acte entre vifs (1). Leur permettait-elle les donations testamentaires ? Il est remarquable qu'elle ne parle que de la donation faite par le mari à la femme. Était-ce simplement parce que ces donations étaient les plus usitées ou bien interdisait-elle celles de la femme au mari ? Elle aurait alors été plus rigoureuse que l'Etablissement de Saint-Louis qui, défendant à la femme de donner à son mari entre vifs, lui permettait de lui donner par testament le tiers de sa succession lorsqu'elle n'avait pas d'héritier mâle ; cet établissement fut rendu à Paris, où seront interdites vers le xiv^e siècle les libéralités séparées entre mari et femme.

(1) Textes concernant les libéralités entre époux, nos 1 et 2.

Le droit de la loi de Beaumont sur les libéralités entre époux, avec les caractères qu'ils avait hérités de la loi Ripuaire semble avoir été l'usage général de notre pays pendant le ^{xiii}^e siècle. Les cartulaires contiennent en effet de nombreux actes où l'on rencontre des dons mutuels. Il y avait cependant des exceptions locales. Dans le pays de Dun, par exemple, ils étaient interdits lorsqu'ils nuisaient au seigneur (1). Cette prohibition s'explique à la fin de la féodalité. Un seigneur comme Joffrois d'Aspremont qui, en fondant une ville, lui avait octroyé une charte et de grandes libertés, ne voulait pas que son acte, qui était déjà une transaction avec la tendance qu'avaient ses sujets à s'émanciper, pût lui coûter un autre sacrifice. Il défendait donc à ses bourgeois de faire des donations qui auraient pu lui enlever définitivement les terres qu'il leur avait concédées ; il défendait aux maris de faire des donations de leurs biens à leurs femmes, à leurs enfants, ou à toute autre personne.

C'était peut-être aussi ce qu'avait entendu faire Roger sire de Rozoy et de Chaumont, par sa charte de 1249 :

« Se li barons ou la femme ne ont point de oirs de lor cors et il revestent li uns l'autre de ce qu'il ont, teis revestement ne vaut riens » (2).

Toutefois, on peut trouver deux sens différents à cette charte : ou bien elle signifie que si les époux, même sans

(1) *Charte de Sivery et Marvoisin*, 1292. V, texte n° 3.

(2) *Trésor des Chartes de Rethel*, t. I, p. 766.

enfants, se font un don mutuel, il est nul (elle serait alors rédigée sous forme d'exception à l'usage : le mari ou la femme, même satisfaisant à la condition ordinairement nécessaire de n'avoir pas d'enfants, ne peuvent se faire de don mutuel) ; ou bien elle signifie que les époux ne peuvent se faire de don mutuel que s'ils ont des enfants. Cette règle serait contraire au droit commun, car depuis la loi Ripuaire on considérait comme une condition essentielle de la validité du don mutuel entre époux qu'ils n'eussent pas d'enfants. Elle paraîtrait néanmoins dans un sens plus conforme que lui à la tradition. Le droit commun semblait en effet redouter que la donation mutuelle entre époux n'eût pour résultat d'exclure les enfants de la succession du survivant s'il se remariait. La mesure qu'il prenait était donc inspirée par une certaine défiance envers eux, ce qui peut surprendre dans un temps où le principe de franche communauté était à la base de l'organisation des familles. Le système de la loi de Rozoy au contraire pourrait avoir eu pour but, non d'empêcher les époux de s'avantager aux dépens de leurs enfants, mais d'éviter que leurs propres familles ne fussent lésées par les donations qu'ils se feraient, car s'ils n'avaient pas d'enfants, leur don mutuel privait leur famille de l'usufruit de leur fortune ; si au contraire ils en avaient, comme ceux-ci auraient hérité d'eux, leur don mutuel ne causait pas de préjudice à leur famille. Le système de la loi de Rozoy suppose la confiance dans l'amitié du père et de la mère pour leurs enfants communs ou non com-

muns, il suppose aussi l'intention de sauvegarder les intérêts des familles respectives des époux, bien avant le temps où nous l'avons vue se manifester. Il est vrai que dès le ^{vi} siècle Marculf avait déjà montré une intention semblable (1), mais il s'agissait dans sa formule de la propriété même des biens, tandis que la charte de Rozoy aurait voulu réserver l'usufruit de leurs biens aux parents lignagers des époux. Il faudrait donc pour soutenir cette interprétation de la charte de Rozoy supposer que le principe de conservation des biens dans les familles s'était déjà développé au ^{xiii} siècle au point de faire sacrifier l'intérêt des époux à ceux de leurs familles respectives, ce qui est aussi peu conforme à la tradition que le système du droit commun (2).

On peut donc penser que la charte de Rozoy avait, comme la charte de Sivery, pour but d'empêcher les donations susceptibles de préjudicier au seigneur et que dans tous les pays où les dons mutuels étaient permis, ils ne l'étaient qu'à la condition que les époux n'eussent pas d'enfants. D'ailleurs, que la condition exigée pour la validité de telles donations ait été l'existence ou la non-exis-

(1) « In relicto vero omnes res ipsas quantum post tuum discessum intestatum remanserit ad nostros legitimos revertatur heredes. » Marculf, liv. 2, form. 7.

(2) Ce qui semblerait renforcer cette hypothèse que la prohibition du don mutuel serait une conséquence du principe de conservation de biens dans les familles, c'est la disposition de la loi de Vervins qui paraît ne l'interdire que pour les propres des époux :

« Et se li barons ou la fame n'ont point d'oirs de leurs cors, et raveste li uns l'autre de ce qu'il ont *siens*, vestement ne vaille riens. »

tence d'enfants, elle suppose que la communauté n'était pas absolue dans le temps où elle semble avoir été la plus franche, ce qui rend la conception médiévale de l'association des époux moins idéale et plus humaine.

Ainsi donc au ^{xiii}^e siècle, il y avait dans une même région des usages qui autorisaient le don mutuel et d'autres qui l'interdisaient, mais comme nous l'avons dit, les premiers étaient la généralité. La liberté, sauf les conditions de la loi Ripuaire, était de règle. Elle était si complète que l'on permettait encore les libéralités simples. On en trouve de nombreuses preuves dans les chartes (1). Il en était ainsi sans doute en droit commun, car Beaumanoir n'a pas mentionné ces donations dans son chapitre 70, parmi celles « qui ne sont pas à tenir » (2).

Les libéralités entre époux dans le Coutumier et la Coutume. — Ce n'est qu'après le ^{xiii}^e siècle que les tendances nouvelles, trouvant un appui dans le droit romain, ébranlèrent ces vieux principes. Les libéralités entre époux furent réglementées et restreintes. La sauvegarde des fortunes personnelles du mari et de la femme, dans leur intérêt d'abord, et ensuite dans celui de leurs propres familles, fut la considération qui, doublée de l'influence des idées romaines que l'on finissait par adopter en y cherchant l'explication du droit, prépara le système de libéralités entre époux que l'on retrouve sous des formes différentes dans toutes les Coutumes rédigées.

(1) Texte, n° 4.

(2) V. M. Lefebvre, *op. cit.*, p. 537.

Ce système est simple dans son ensemble. Il permet aux époux de se faire avant le mariage toutes les donations qu'ils voudront, et leur défend de se faire au cours de leur union d'autre avantage qu'un don mutuel dont les Coutumes fixent les conditions. Il fut un peu compliqué dans les Coutumes qui suivirent l'Edit des secondes noces de 1560 et qui adoptèrent ses dispositions. Celles-ci constituent pour la nôtre les différences les plus importantes qui la séparent du Coutumier.

On sait à la suite de quels abus le chancelier de l'Hospital fut amené à empêcher les veuves de dépouiller leurs enfants par les donations considérables qu'elles faisaient à leurs maris, « non connaissant être recherchées plus pour leurs biens que pour leurs personnes. » L'Edit des secondes noces, dirigé contre les donations antérieures au mariage jusqu'alors illimitées, défendit aux veuves de donner en se remariant plus qu'une part d'enfant de leurs biens personnels, et aux deux conjoints, de se donner quoique ce soit des libéralités reçues d'un conjoint décédé, les biens qui en faisaient l'objet devant être réservés pour les enfants du lit de ce conjoint.

Comme on le voit, cet édit ne nommait que les veuves dans sa première prohibition, alors qu'il prononçait la seconde contre les deux conjoints. La jurisprudence considérant que le veuf ne devait pas non plus faire profiter sa seconde femme de ses biens au détriment des enfants de la première, l'étendit aux maris. Elle était d'ailleurs logique, car elle comprenait dans les biens personnels,

dont le deuxième chef de l'édit interdisait la donation, les biens reçus de la première communauté. Il n'y avait donc pas de raison pour empêcher plutôt la veuve que le veuf de les enlever aux enfants du premier lit. La deuxième rédaction de la Coutume de Paris adopta sur ce dernier point sa manière de voir, mais on peut se demander pourquoi elle ne réforma pas dans le même sens le premier chef de l'édit. Il est difficile d'admettre que c'est par oubli comme le pensait la jurisprudence antérieure pour l'édit de 1560.

Notre Coutume s'inspira de cette jurisprudence et adopta un système plus complet que celui de l'édit et même que celui de la Coutume de Paris de 1580. Elle établissait dans un premier article le principe de la liberté des donations faites à l'occasion du mariage. L'homme et la femme pouvaient dans leur contrat de mariage se faire tous les avantages que bon leur semblerait, tant de biens meubles que de propres acquêts et conquêts immeubles. Cet article faisait une exception au principe de la Coutume suivant lequel il fallait avoir plus de vingt-cinq ans pour pouvoir disposer par donation (1), et à celui qui interdisait les donations de propres faites au préjudice des héritiers légitimes (2). Nous avons souvent fait remar-

(1) *Coutume*, art. 98 ; *Coutumier*. — Il fallait d'ailleurs que les époux mineurs de 25 ans fussent autorisés de leurs père et mère s'ils étaient vivants ou de leurs tuteurs et curateurs, ou bien de trois de leurs proches parents paternels et de trois proches parents maternels et faute de parents, de l'autorité de justice ou l'avis de cinq ou six bourgeois honnêtes de bonne réputation. *Coutume*, art. 99.

(2) *Coutume*, art. 108.

quer que notre Coutume s'était toujours préoccupée de favoriser les unions légitimes. Toutefois le désir de faciliter les fondations de nouvelles familles qui explique cette exception, n'allait pas jusqu'à faire négliger aux rédacteurs les intérêts des enfants qui avaient perdu leur père ou leur mère et ils ne reconnurent la liberté de ces donations qu'à l'homme ou à la femme qui contractaient une première union.

Ils décidèrent en effet que la veuve qui se remarierait « en secondes, tierces ou quartes noces », si elle avait des enfants ou des enfants de ses enfants, ne pourrait avantager son mari, le père, la mère ou les enfants de son mari ou un tiers dont on pourrait présumer l'interposition, que d'une part d'enfant du premier lit ou de petit-enfant, et même d'enfant le moins prenant s'il y avait division inégale de biens entre eux (1). Ils ajoutèrent quant aux biens reçus des maris défunts, qu'il était interdit d'en faire aucune part aux nouveaux maris, mais qu'ils devaient être réservés aux enfants des donateurs (2).

La Coutume a donc voulu empêcher les seconds maris de profiter des libéralités des premiers et des biens des enfants des communautés précédentes (3). Elle pour-

(1) *Coutume*, art. 99.

(2) *Coutume*, art. 100.

(3) Que devaient donc, d'après cette réforme, penser les rédacteurs du douaire qui, devenu dans les Coutumes un droit pour la femme, aurait pu dans un sens se définir : l'obligation pour le premier mari d'entretenir le second ? Cependant ils l'ont conservé

suivait un but à la fois moral et social, car la société avait en principe intérêt à voir les enfants jouir des fortunes auxquelles ils avaient droit. L'idée de la conservation des biens dans les familles est à la base de beaucoup de réformes de cette époque. Elle était strictement respectée par la jurisprudence qui avait souvent à démasquer d'habiles interpositions de personnes. S'il faut en croire notre commentateur, les juges n'hésitaient pas à trancher dans les cas douteux. Il en cite quelques exemples et renchérit par cette opinion qui, lui étant personnelle, montre bien l'état de la doctrine du xvii^e siècle sur cette question : « Suivant la disposition desdits articles (98 et 99), j'estime que les enfants du premier mariage pourroient valablement agir contre un tiers possesseur qui auroit acheté des héritages de leur mère qu'elle lui auroit vendus pour avantager son second mary pour le voir condamner à leur délaisser telle part esdits héritages, que leur mère estoit obligée leur réserver, sauf à luy son recours contre elle ou contre son second mary, parce que telle vente est comprise dans la prohibition d'aliéner que fait nostre coustume » (1).

et intact. Nous avons rencontré plusieurs fois des contradictions qui peuvent se rapprocher de celle-ci. Elles sont dues à une même cause qui est l'évolution de la société conjugale. En l'observant, nous remarquons qu'elle ne se fait pas globalement, mais par points souvent distants les uns des autres, s'efforçant de gagner du terrain dans tous les sens, ajournant certaines réformes sans s'inquiéter des contradictions que provoque leur retard pour se hâter d'opérer celles qui sont prêtes sur les institutions les plus usées.

(1) Le commentateur sous l'article 101.

L'intention de ces réformes était donc d'empêcher les biens d'une communauté d'enrichir les suivantes au détriment des enfants qui en étaient issus, car si les Coutumes défendaient les donations faites au père et à la mère ou aux enfants du mari, c'était pour la même raison qu'elles les défendaient à des tiers, parce qu'elles présu- maient qu'ils étaient interposés. Ces mesures avaient été dirigées contre le mari dans l'édit de 1560. Mais la juris- prudence n'avait pas tardé à constater que les enfants d'une première femme pouvaient également être lésés par les donations du mari veuf à sa nouvelle femme et qu'il fallait aussi barrer cette voie aux biens pour les forcer à demeurer dans les familles. Elle étendit donc aux maris les prohibitions faites aux femmes malgré le silence de l'édit et, pour Paris, de la Coutume.

Nos rédacteurs de 1568 décidèrent « que le semblable serait gardé pour le regard des maris tant es meubles, immeubles, propres et conquets qu'es biens qui leur se- raient venus par dons et libéralités de leurs femmes dé- functes » (1). Le commentateur pense « que cette disposi- tion est fondée sur le droit romain en tant que l'homme et la femme sont corrélatifs et qu'ainsy ce qui est disposé pour ou contre l'un se peut estendre à l'autre, *juxta* L. 2, et L. *fin. eod. de caduc* et à quoy on peut adjouster L. *Ju- bemus*, § *in supradictis*, *eod. ad. Trebel. gloss. in. L. foe- minæ*, § *illud. versic. possessione cod. de secund nupt.*, et

(1) *Coutume*, art. 101.

novelle 2, § hoc autem vers quia vero et § si vero expecter » (1). Sans doute, le droit romain avait inspiré les réformes sur les secondes noces. Le préambule de l'édit de l'Hospital le dit en toutes lettres. Mais il se peut que dans notre Coutume la disposition prise contre le mari ait été étendue à la femme uniquement en considération de l'égalité des époux que les rédacteurs de 1568 avaient reconnue comme l'un des principes fondamentaux de notre droit régional, et qu'ils respectèrent le plus souvent, ainsi que nous avons eu plusieurs fois l'occasion de le voir. Cela paraît d'autant plus vraisemblable qu'ils n'insérèrent pas cette disposition dans l'article qui prononçait contre les veuves les prohibitions complétées de l'édit de 1560, mais qu'ils en firent un article séparé comme d'une disposition nouvelle et différente. Si le droit romain leur avait enseigné la « corrélativité » des époux et s'ils s'étaient pénétrés de cette idée au point de modifier la Coutume dans son sens, on ne voit pas pourquoi ils ne les auraient pas réunis dans un même article pour la mettre davantage en lumière et du même coup rendre plus claire leur rédaction. On ne voit pas non plus pourquoi le chancelier l'Hospital qui invoquait le droit romain n'avait pas fait la même chose. D'ailleurs le droit romain, avec son régime de séparation de biens et toutes ses mesures prises contre le mari ou la femme, n'était pas fait pour conseiller l'union des époux. Mais le commentateur était d'un temps où l'on

(1) Le commentateur, sous l'art. 101.

cherchait toutes les explications dans le droit romain ; et on n'avait pas de peine à les y trouver, parce qu'on avait pris l'habitude d'interpréter les textes non d'après le véritable sens du droit romain, car on l'ignorait, mais d'après celui qu'exigeaient les circonstances.

Les jurisconsultes romains étaient considérés non pas seulement comme des modèles de logique et d'intelligence pratique, mais comme des espèces d'oracles ayant dit la loi universelle (1). Il avait passé dans la première admiration des juristes renaissants quelque chose du mysticisme du moyen-âge, et les traces ne s'en effacèrent définitivement chez leurs successeurs que le jour où ils commencèrent à situer le droit romain dans l'histoire et à l'étudier dans son milieu. Alors on comprit vraiment qu'il avait été fait pour d'autres hommes et tout en continuant de reconnaître sa perfection, on cessa d'appliquer ses principes à la lettre. On ne l'avait d'ailleurs jamais fait strictement. Si impérieuse qu'elle soit, l'influence du maître ne peut anéantir la personnalité de l'élève. La propre pensée de nos juristes se manifestait souvent à leur insu jusque dans leurs imitations. Ils cherchaient des raisons romaines à des solutions pure-

(1) Guy Coquille se plaignait encore au xvi^e siècle de l'abus que l'on faisait du droit romain : « Le droit civil romain n'est pas notre droit commun et n'a pas force de loi en France, mais doit être allégué seulement comme de raison. Les lois faites par les Romains nous doivent semondre à nous en aider quand les constitutions et ordonnances de nos rois ou le droit général français non écrit ou nos Coutumes nous défont. » (débat avec de Thou).

ment françaises. Ils parlaient latin mais pensaient en français. Le droit romain finit par ne plus leur servir qu'à titre de référence pour donner de l'autorité à leurs raisonnements. Nous voyons ici l'usage qu'en fait notre commentateur au xvii^e siècle pour expliquer une disposition qui, selon toute vraisemblance, n'en était pas issue. C'est dans la jurisprudence française et dans l'intention des rédacteurs d'assurer l'égalité des époux qu'il faut chercher les véritables causes de l'article 101 (1).

Aussitôt après avoir sévèrement réglementé les donations antérieures au mariage, la Coutume défendait à « l'homme et à la femme conjoints ensemble par mariage, de s'avantager l'un l'autre, sinon par don mutuel, puis elle expliquait ce qu'elle entendait par là (2). Elle permettait aux époux de se faire réciproquement donation de tous leurs meubles et de l'usufruit de leurs parts de conquets immeubles, à condition qu'ils fussent sains d'esprit et de corps au moment de la donation et qu'ils n'eus-

(1) Quant à la rédaction des trois articles 99, 100 et 101, on peut dire que si les rédacteurs ne les ont pas réunis en un seul (ou du moins s'ils n'ont pas réuni le mari et la femme dans une même disposition), c'est qu'ils n'y ont pas pensé. Ils ne pouvaient pas penser à le faire. Ils adoptaient la décision de l'édit concernant les veuves. Ils lui en ajoutaient une autre concernant les veufs ; ils ne la modifiaient pas. C'est ainsi que se font les réformes. On ajoute d'abord les nouvelles institutions aux anciennes et puis on les fond ensemble en supprimant ce qu'elles contiennent d'inutile. La forme de l'article 1527 du Code civil est plus simple. Les rédacteurs de 1568 ne pouvaient pas encore la trouver.

(2) *Coutume*, art. 102 et suiv. ; *Coutumier*, art. 210 et suiv. (Ces dispositions ne diffèrent que dans leur rédaction.)

sent point d'enfants de leur mariage ou d'un lit antérieur. Ce don mutuel était dans le Coutumier un acte solennel fait et passé en justice, et c'étaient le prévost, son lieutenant, les échevins et le greffier qui en appréciaient les conditions. La Coutume confia cette besogne à deux notaires (ou un notaire en présence de deux témoins (1)). Lorsque l'un des époux était mort, l'autre devait déclarer au greffe en présence des héritiers du défunt qu'il acceptait la donation. Il avait pour cela un délai de quarante jours s'il était présent, de quinze jours après son retour s'il était absent au moment du décès. S'il ne le faisait pas, il ne perdait pas le droit de réclamer sa donation, mais les héritiers n'étaient tenus de lui rendre les fruits que depuis son acceptation. Si au contraire il remplissait régulièrement les conditions de la Coutume, il entrait en possession de sa donation dès le jour du décès. Il entrait en possession sans avoir besoin de demander la saisine aux héritiers du défunt. C'était cependant à eux qu'appartenaient les conquêts dont il allait avoir la jouissance, car la Coutume décidait expressément qu'il devait les leur laisser à son décès, après les avoir entretenus comme un usufruitier ordinaire.

A part cette saisine immédiate qui d'ailleurs s'accorde bien avec l'esprit général de notre Coutume, le don mutuel que celle-ci admettait ressemblait beaucoup à celui du droit commun (2). Il venait comme lui d'une même tra-

(1) Pour la suppression du prévost, V. les ordonnances de 1568.

(2) La Coutume de Paris dans son art. 284.

dition très ancienne, puisqu'il existait déjà au temps de la loi Ripuaire. Comme le don mutuel de droit commun, on l'avait peu à peu modifié pour l'empêcher de servir de masque à des donations qui auraient eu pour résultat ou même pour but de léser les enfants des époux ou leurs familles respectives (1).

(1) Le Coutumier et la Coutume s'étaient efforcés de prévoir toutes les fraudes possibles. C'est pour cela qu'ils avaient inséré dans le chapitre des libéralités entre époux les articles sur le emploi dont la place eût été plutôt dans le chapitre de la communauté.

TEXTES CONCERNANT LE DOUAIRE

TEXTE N° 1.

Loi de Beaumont.

ART. 38. — La femme ne peut perdre *son douayr* pour quelque cas que son mari face, pourveu qu'elle nen soit consentant ou coupable, et ne doit perdre la part de ses biens. Et celle estoit coupable ou entachée du cas, elle, son corps et ses biens seroient jugés au contenu du délict de son marit.

TEXTE N° 2.

Charte de la ville de Nassogne, octroyée par Gérard de Durbuy le 29 janvier 1275. — Cartulaire de St Hubert, t. I, p. 399.

Et est assavoir que en teille manière que les femmes mariées tiennent *leurs doaires* toute leur vie, en teille manière ly nomme de celle dite ville qui seroyent maries tenront les droitures des doaires qui venroyent de leur femmes toute leur vie.

TEXTE N° 3.

Constitution de dot par Manassès, comte de Rethel, en faveur du mariage de son fils avec Félicité de Beaufort, vers 1191. — Trésor des Chartes de Rethel, t. I, p. 27.

Notum sit tam presentibus quam futuris quod ego Manasses, comes de Rethet, dedi et me tenturum juravi *in dotem* Felicitati, filie domini Symonis de Belloforti, pro filio meo, cui predictus Simon eam dedit, Burcum, castellum meum, com (sic) appenditiis, et Sanctum Supletum, et Johannevillam. Et filius meus eam *dotavit* de medietate omnium rerum quas ipse acquirit post-

quam ipse eam desponsaverit. Et si ipse, me vivente, a me separari voluerit, Sanctum Helerium ei concedo et quicquid infra cheminum habeo ; et post obitum meum totum consulatum habeat. Hoc idem juraverunt Castellanus, frater meus, et Balduinus frater meus, Nicles de Burco, Maheus de Vallibus, Gervasius de Burco, Thomas de Soaim, vicedominus cathalaunensis. Quod si non fieret, hii omnes tenerent captionem Vitriaci per suam redemptionem. Ego quoque iuravi et omnes predicti milites quod filius meus eam legitimo tempore desponsabit

TEXTE N° 4.

En présence de Roger, évêque de Laon, un personnage du nom de Jean fait une donation propter nuptias à sa femme Ermengarde, 1204. — Cartulaire de St-Hubert, t. I, p. 194.

Inconveniens videretur si femine non haberent *premia nuptiarum*, si migrantibus ad maritos *precium pudicitie* negaretur. Idcirco ego Johannes, karissima sponsa Ermengardis, subscrip-tam tibi *donationem propter nuptias* ordinavi. Dedi tibi eo nomine mansionem meam de la Folie totam et medietatem omnium que teneo in commodis universis et medietatem omnium que acquiram. Ut igitur *donum* istud in pace possideas, feci illud fideliter hic inscribi et auctoritate ac testimonio reverendi domini nostri Rogeri, Laudunensis episcopi, confirmari. Actum anno incarnationis Dominice millesimo ducentesimo tercio, mense januario. Ego Willelmus cancellarius scripsi.

TEXTE N° 5.

Constitution de douaire par André de Nanteuil au profit de sa femme Béatrice, janvier, 1218. — Trésor des chartes de Rethel, t. I, p. 61.

Ego Andreas de Nentolio notum facio omnibus présentes litteras inspecturis, quod ego domine uxori mee Beatrici dedi et concessi in *dotalicio suo* medietatem totius terre mee, in omni-

bus proventibus, cum meliore mansione. In cujus rei testimonium presentes litteras sigilli mei appensione communivi. Actum anno gratie, M° CC° XVII° mense januario.

TEXTE N° 6.

Gérard de la Malmaison a en partie donné et en partie vendu au prieuré d'Evergnicourt une rente assise sur des terres à Evergnicourt et à Avaux. — Cartulaire de St-Aubert, t. 1, p. 256.

Ida etiam, uxor dicti Gerardi, tam dictam elemosinam quam venditionem coram notis laudavit et quiquid juris habebat vel habere poterat, *sive nomine dotis*, sive alio modo, tam in dictis viginti solidis, quatuor denariis minus, annuis quam in eorum assignamento prefate ecclesie spontanea et non coacta, sicut eadem dicebat, penitus in perpetuum quittavit, *condigna recompensatione dotis sibi facta a dicto G. marito suo*, sicut eadem dicebat, ad annum redditum suum de Pruvais, 1231.

TEXTE N° 7.

Compromis entre Thibaud, comte de Bar et Jean comte de Rethel, au sujet de douaire de Jeanne, veuve de Hugues III de Rethel, frère de Jean, que Thibaud avait épousée, juillet 1245. — Trésor des chartes de Rethel, t. I, p. 156.

Ge Thyubaus, cuens de Bar, fas conaissant à touz ke com il fust bestains entre moi d'une part, et Jehan, conte de Rettest d'autre, sor ce qu'il me requeroit ke je li delivrasse Maisieres et la chastelerie *ke je tenoie por le doaire Jehanne, ma femme*, contesse de Bar, et represisse en liu Biaufort et la chastelerie de Macheu, por les convenances que faites en furent au mariage le conte Huon, son frère, et Jehanne, ma femme, ensi com les chartres qui faites en furent le devisent, et de ce ke je ne li voloie mie tenir ces convenances devant dictes, parce k'il ne m'avait mie tenues les miennes, ensi com je disoie...

TEXTE N° 8.

Marie, veuve de Jean, comte de Rethel, s'entend avec son frère Jean Gaucher au sujet de son douaire, octobre 1251. — Ibid., p. 202.

Ego Maria dicta comitissa Regitestensis, Altimontis domina, notum facio presentibus et futuris quod vir nobilis Galcherus, comes Regitestensis, frater meus, mihi concessit liberaliter et benigne, et concedit quod ego pacifice gaudeam et quiete, quamdiu rixero, *donacione propter nupcias* mihi concessa a viro nobili Johanne, bone memorie comite Regitestensi quandam domino et marito meo, videlicet super castro Altimontis, castellania ejusdem, prout in litteris praedicti Johannis comitis, quondam mariti mei, plenius continetur...

TEXTE N° 9.

Nous Aubris, chevaliers, et Madame Margarite sa fame, seigneur de Balons, faisons savoir à tous que comme mes sires Bauduins Jolives, chevaliers, jadis freres à moi Margarite deseur dite, eust, devast, tenist et possessast douze livres de parisis de rente annuel et perpetuel que il prenoit, chascun, à Retest sour les wynages, les tonnieis et les issues de Retest, nous audui ensamble, et chascuns pour le tout, la moietie des douze livres qui à nous apartiennent et doivent appartenir tant comme de nostre bon eritage, vendons et reconnaissons que nous avons vendu à très haut homme et noble nostre tres chier et amé signeur Lœys, aîné fil le conte de Nevers, conte de Retest, sauf ce que madame Ermine, qui fu fame monsieur Bauduin Jolivet, jadis, *en tenra la moietie en doaire, tant com ele vivra*. Et apres le decet ladite madame Ermine, lidit sis livre seront tint cuite a nostre signeur le conte deseur dit. — *Ibid.*

TEXTES CONCERNANT LES LIBÉRALITÉS ENTRE ÉPOUX

TEXTE N° 1.

Loi de Beaumont.

ART. 53. — L'homme et la femme qui se voudraient faire un *don mutuel l'un à l'autre*, faire le peuvent, voire sans fraude. Et quand le dicte don se fait, il se doit faire franchement sans rien retenir ; car donner et retenir ne vault rien. A cause de ce, nul se pourroit ayder du don pour la retenue. Don se doibt faire purement et sans fraude.

TEXTE N° 2.

Idem.

ART. 82. — *L'homme qui fayct son testament et il donne à sa femme*, luy estant au lict malade et après il revat par voye et par chemin à la vue de tous, et après il rechoit au lict tant que mort sen suit, le premier testament est nul, sy dont il nestoit rafreischì comme il appartient, présens justice et amis et tesmoins, aultrement est nul.

TEXTE N° 3.

Charte de Sivery et Marvoisin (Sirerie de Apremont Dun), 1222.

Je Joffrois, sires d'Apremont... Ne ne pueent nulz des borjois d'iceles leuz douer ne ademetre ce qu'il averoient à femme ne à enfant ne autre persone por eschuir le signor, ne autres hommes borjois manants en icelz leuz à cui il averoient à faire, et en la

manière non qui est dessus notié et escrite. Et est à savoir que tuit li borjois doivent paier lor terrage au trezime par li sires emporterat on ses terragiïres qui por lui sera, soit de bleiz, soit de vins et ensi de toutes autres chozes que terrage doivent par la loi de Biaumont... Ce fut fait en l'an qui li miliaires corroit par mil dous cenquetre vins et dous ans, au mois d'avril. — Meurthe B. 508, n° 49, publié par Bonvalot, *Appendice*, p. 41.

TEXTE N° 4.

Don fait par devant le chapitre de Saint-Pierre de Mézières par Roger, fils de Jean Selbellier, à sa femme Marie outre sa dot, Janvier 1224.

E. decanus, totumque ecclesie Beati Petri de Maceriis capitulum, omnibus presentes litteras inspecturis notum facimus quod Rogerus, filius Johannis Selbellarii, dedit et concessit Marie, uxori sue, quidquid hereditatis ipsum ex parte patris et matris contingit, dote sua integra permanente perfate mulieri, quamdiu vixerit, absque aliqua contradictione libere possidendum. Actum, consentiente preposito Hugone, presentibus juratis Petro, presbitero, Poncardo, canonico burgensi, et aliis pluribus de Maceriis, In cujus rei testimonium, presentes litteras sigilli nostri munimine dignum duximus roborari. Actum anno gratie M^oCC^o XX^o tercio, mense januario. *Trésor des chartes de Rethel*, p. 86.

EXTRAITS DU COUTUMIER DE ROBERT IV DE LA MARCK

1. — *Procès-verbaux du Coutumier.*

Fol. 4. — Robert de la Marck, chevalier de l'ordre du Roy marshal de France, conte en la Marche de Braine et de Mauleuvrier, seigneur de Sedan, baron du Becerespin, chastellain de Nogent le Roy, seigneur de Floranges, Florenville, Messaincort, Chateau-Thierry et Chastillon-sur-Marne. A tous presens et advenir scavoir faisons que comme aulcunement pourveoir a nostre justice de nosdicts terres et seigneuries de Sedan et aultres nos terres et seigneuries a l'environ dépendans et de la nature et qualité d'icelle abbreviation de proces et soullagement de nos subjects et les relever de grands fraiz despens, pertes, dommaiges et vexations qu'ils ont paradevant en porté et souffert portoient et souffroient chascun jour a l'occasion desdites coustumes, loix, reigles et statuts dont ils ont paradevant use incertainement et variablement jugeans aulcunefois selon l'usage et coustume d'ung pays ou par les opinions ou praticians coustumiers d'icelluy, par autrefois à l'usage et coustume d'aultre pays et opinions des praticians coustumiers d'icelluy dont estoient advenuz et advenaient souvent grandes longueurs de procès, fraiz, despens et vexations de la poursuite et conduite d'iceulx difficulte des preuves desdictes coustumes diminution de noz droitz auctoritez et preeminances, confusion discordes et divisions entre nos subjectz, facilitez de delinquer commectre excédez crimes et délicts et de les passer et délaisser impugniz. Nous par l'advis conseil et meure déliberation de plusieurs notables personnes tant gentilzhommes cappitaines genz de guerre et genz de conseil et de nos subjects de nosdictes terres et seigneuries

ou de la plus grande et saine partie d'iceulx avons faict recueillir rediger et publier les coustumes ordonnances constitutions et statutz qui s'ensuivent pour en user par nosdictz subjectz et aultres en nosdictes terres et seigneuries et icelles observer garder et entretenir inviolablement et sans y contrevenir et a eulx enjoinct et ordonne de ainsi le faire. Et que pour lesdictz coustumes statutz ordonnances et constitutions ne sera besoing faire aucune preuve ou enqueste, mais suffira d'en prendre par les parties qui en auraient affaire des extraictz du règlement de nostre justice de Sedan signez du juge soit notre bailly nostre prevost ou le lieutenant de l'ung d'eulx avec le greffier ou de deux desdicts eschevins et le greffier ausquelz extraictz sera plaine foy adjoustée.

Faictes et publiées a Sedan au mois d'octobre le huitième jour l'an mil cinq cens trente neuf.

Fol. 140. — Approbation de la rectification de la coutume (elle suit les 22 articles ajoutés) qui sera a « tousiours perpétuellement pour loy sans jamais y adjouster ne diminuer en quelque manière et pour quelque cause que ce soit » ... « Lesquelles ordonnances reçues de M. Adrian Marteau licencie es droictz chef de nostre conseil » ... « Nous avons fait mettre le cachet de noz armes et les avons signées de notre propre main le trantiesme jour de novembre l'an mil cinq cens quarante neuf. » Signé : ROBERT DE LA MARCK (sceau enlevé).

Fol. 141. — Henry Robert de la Marck, duc de Buillon, seigneur souverain de Sedan et de Raulcourt, chevalier de l'ordre du roy, cappitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances et des suisses de sa garde, gouverneur et lieutenant général pour ledict seigneur en ses pays et duché de Normandie, à tous présens et à venir qui ces présentes lettres verront, salut. Scavoir faisons que après avoir bien leu de mot à mot et au long, bien et exactement par nous entendu et considere la teneur, mérite et contenu es reiglementz, coustumes, statutz, constitutions, et ordonnances faictes

par feu de bonne mémoire nostre très cher seigneur et père (que Dieu absolve) sur le faict tant de sa justice en ceste et présente nostre ville, prevoste, bailliaige, terre et seigneurie souveraine de Sedan et autres en dépendans, que autres choses Avons icelles coustumes, statutz, constitutions et ordonnances dessusdicts et cy devant en sept vingts feuilletz de pappier escriptes, comme bonnes, louables, dequite, raison et justice approuvee et approuvons... Voulons a ces causes estre dès a présent, a l'advenir et a toujours entretenues, et inviolablement gardees et observees de point en point et selon leur forme et teneur. Et pour cest effect et ad ce que nost bailly, prevost, et autres nos justiciers, officiers et subjects tant en ceste nostre ville de Sedan que autres terres (comme dict est) en despendans, nous voulons et ordonnons à nosd. prevost, faire faire demain par son greffier à l'heure accoustumée, appelez et presens ceulx qui ce seront a appeller en la chambre du conseil ou maison de ville ; lecture intelligiblement, et a haulte voix de ceste nostre presente ordonnance et confirmation, de laquelle nostre dict prevost enverra coppie signée par ledit greffier, par tous les lieux et endroicts de sadicte prevoste, jurisdiction et ressort. Pour en chascun de ces lieux et endroicts respectivement semblable observation en estre faicte comme en ceste nostredite ville. Car tel est nostre plaisir, et en tesmoing de ce que dessus, Nous avons signées de nostre main ceste nostre et présente ordonnance et confirmation et a icelle faict mettre et apposer le scel de noz Faict en nostre chasteau de Sedan le sabmedy vingtiniesme jour du mois d'octobre l'an mil cinq cens cinquante neuf et confirmees armes. *Faict en nostre chasteau de Sedan le sabmedy vingtiniesme jour du mois d'octobre l'an mil cinq cens cinquante neuf... et confirmees... et confirmons* (suivent les signatures d'Henri Robert de la Marck et de M. Desailly).

2. — *Table des rubriques de ce livre (1).*

1. — Du prévot et de sa juridiction.
2. — Des échevins et de leurs droits et juridictions.
3. — Des sergents et de leurs salaires.
4. — Du bailly et de sa juridiction.
5. — De l'ordre des procès au civil et au criminel.
6. — Des greffiers et de leurs droits et salaires.
7. — Des peines et amendes des crimes et délits.
8. — De la communauté de biens.
9. — Des donations et conventions entre l'homme et la femme.
10. — Du douaire.
11. — Des donations entre vifs.
12. — Des testaments et exécution d'iceux.
13. — Des successions et partages.
14. — Des fiefs.
15. — Du retrait lignager.
16. — Des tuteurs, curateurs et gardiens
17. — De la saisine et possession.
18. — De la prescription et propriété (et quelles choses sont meubles et immeubles).
19. — De l'hypothèque.
20. — Des servitudes réelles.
21. — Du guet et police de la ville.
22. — Des pasquits et pâturages.

3. — *Extraits concernant le droit matrimonial.*

**Dans le chapitre de l'ordre des procès au civil
et au criminel.**

98. Item. En matière d'homicide et baptures ou aultres, es-
quelles les parties requierent provision pour les funérailles

(1) Et en outre 22 articles ajoutés en 1549.

desdicts occis, de vivres, medicaments ou aliments desdicts vefves et de mineurs ou de blesses, suffira ung seul adjournement libellé ou signification de la requeste par escript baille a ceste fin a la personne ou au domicile de l'accusé en la presence de tesmoings et par vertu d'ung seul default duement veriffié le juge ordonnera que les charges et informations avec les rapports de *barbiers et chirurgiens* qui aurait visite l'occis ou blessés seront veuz pour adjuger provision s'il y eschet telle que de raison.

99. Item. Laquelle provision il pourra adjuger a son arbitraige eu esgard à la qualité du cas et des parties et a leurs estatz, facultez et chevances par l'advis de l'ung ou de deux hommes de conseil ou en faulte d'aulture conseil par l'advis des eschevins ou de deux d'entre eux en baillant par lesdictes parties qui obtiendront la provision caution suffisante de la rendre en deffinitive si faire ce doit.

100. Item. Et les sentences de vivres, medicamentz, alimentz, douaires sallaires ou loyers de serviteurs, donnees de aultres juges de noz terres et seigneuries hors de Sedan, inférieurs de nostre dict bailly non excedant la somme de dix livres tournoy pour une fois serait semblablement excutees nonobstant opposition ou appellations quelconques sans prejudice d'icelles en baillant caution.

148. Item. Ne pourront aussi les clerics mariez estre cites ou poursuivis par devant juges ecclesiastiques en matières civiles non privilégiées...

Chapitre 8. — De la communauté de biens.

191. L'homme et la femme conjointcs ensemble par mariaige des incontinent quilz sont espousez sont communs en biens meubles conquestz immeubles faicts durant et constant leur mariaige. Et après le trespas des dictz conjointcs ou de lung deulx se partissent les dits biens entre le survivant et les héritiers du premier mort nestoit que les dictz conjointcz fussent nobles ou le mary noble et ny eust enfans du dit mariaige comme sera dict cy après.

192. Item. Aussi toutes les debtes personnelles mobilières faictes et créés durant et constant leur mariaige et celles qui auroient esté faictes auparavant par lung ou l'autre des conjointes se paieront par moitié entre le survivant et les héritiers du premier decédé le tout soit quil y ait enfans ou non entre personnes roturières et non nobles et sans que le survivant soit tenu aucune chose payer des testament obsèques et funérailles du défunt ains en seront tenus les héritiers.

193. Item. De deux personnes nobles ou le mary noble vivans noblement sil ny a enfans de l'un ou de l'autre ou deulx deux le survivant emportera si bon luy semble tous les biens meubles pour toujours et les conquestz immeubles faictz durant et constant leur mariaige. A sçavoir moitié en propriété pour tousiours comme a luy appartenans de son chef et l'autre moitié en usufruit sa vie durant à la charge de payer les debtes personnelles mobilières et laigs testamentaires mobilières obseques et funérailles du premier decédé et à la charge aussi d'entretenir les dictz conquestz immeubles en bon et suffisant estat a tout le moins en tel estat quil les print lors du decez du premier mort Mais sil y a enfans deulx ou de lun deulx les dits biens meubles conquestz immeubles et debtes actives et passives, personnelles mobilières se paieront par moitié.

194. Item. Si tel survivant vouloit renuncer au dict privilège de prendre et avoir la totalité des dictz biens meubles et acquetz aux charges et par la manière dessus dicte faire le pourra dedans quinze jours après le jour du trepas en le déclarant en justice a sçavoir par devant le prevost ou son lieutenant ung eschevin et le greffier ou par devant le bailly et son greffier. Et en ce faisant se partiront les dits biens meubles et conquestz immeubles par moitié comme il est dict cy dessus au premier et second article de ce present chapitre de communauté de biens.

195. Item. Est le dict survivant saisi des dictz biens meubles et conquestz immeubles sans qu'il soit besoing de demander la délivrance aux heritiers du decédé déclaration premièrement faicte en justice qu'il accepte les dictz biens meubles et conquestz aux

charges dessus dictes et en faisant la dicte déclaration dedans quinze jour aprez le decès du premier mort les heritiers presens ou appelez s'ilz sont demourans en nos dictes terres et seigneuries. Toutesfois en cas de debat ou contredict de la part des dictz herittiers sera fait inventaire des biens meubles et des lectres tiltres et enseignemens aux despens de la succession. Nonobstant appositions ou appellations quelconque, avant que le survivant en puist aulcunement disposer, les dictz heritiers presens ou appelez. Et si par lissue du proces les heritiers succumboient le dict survivant sera par eulx remboursé des fraiz du dict inventaire et se seront tenuz des despens du debat faict a tort.

196. Item. Quant aulcun par son trespas delaisse enfans mineurs et le pere ou la mere survivant prent et retient les biens de luy et de ses enfans sans en faire inventaire ou partaige dedans ung mois a compter du jour du trespas du premier mort si le dict survivant est present et s'il est absent et hors noz terres et seigneuries pour ceste cause dedans deux mois ou dedans ung mois après son retour la communauté qui estoit entre le père et la mère sera continuée aus dictz enfans mineurs si bon leur semble en telle manière que de tous biens meubles et acquetz immeubles faictz par le survivant depuis le dit decedz et en viduité les dictz enfans auront et pourront demander moictié.

197. Item. Et en cas dabsence du survivant nostre procureur fiscal pourra incontinent après le trespas et enterrement faire faire inventaire par la justice à la conservation des droictz des parties. Et actendant que inventaire soit faict pourra par la justice faire sceller les coffres buffectz et lieux ou seront les dictz biens. Et neaulmoins — commectre personnes idoines — gens de biens à la garde du logis et des biens jusques ad ce que lon besoigne à la confection du dict inventaire qui sera incontinent et plutost que faire ce pourra après le trespas et sépulture comme dict est.

198. Item. Et si le dict survivant se remarioit sans encores avoir fait inventaire ou partage et les enfans du mariaige se voullioient aider de la communauté comme dict est les biens meubles tant du dict survivant que du premier decedé comme aussi du

sequent mary ou femme et les acquetz faictz par le dict survivant depuis le decez du dict premier mort se partiront par tiers dont les enfans auront ung tiers à cause de leur père ou mère predecédé, le survivant père ou mère ung tiers et le sequent mary ou femme ung aultre tiers.

199. Item. Ou si mieulx semble aus dictz enfans ilz pourront avoir et demander les biens escheuz de la succession de leur père ou mère premier mort à l'estimation ou valleur. Desquelz en faulte den avoir faict inventaire ou partage comme dict est seront les dictz mineurs parvenuz en aage de plaine puberté creuz par serment jointe la commune renommée prouvée par six tesmoins gens de bien du lieu ou le defunct sera demourant lors de son decedz.

200. Item femme vefve noble ou roturière après le trespas de son mary peult renoncer aux biens meubles d'elle et de son mary en gectant les clefz sur la fosse le jour de son enterrement et en declairant et faisant registrer la dicte renunciation au greffe. Présent le prevost son lieutenant et ung chascun dedans le lendemain du trespas se elle est roturière. Et se elle est noble suffira de faire la renunciation en justice dedans la huitaine gecter les clefz sur la fosse. Et en ce faisant demourra quicte des debtes de son dit feu mary et de celles qui auroient esté faictes et contractées par eulx ou lung deulx durant et constant leur mariaige. Mais neaulmoings elle sera tenue paier les debtes par elle faictes et créés auparavant son mariaige.

201. Item. Et ne perdra la dicte veufve pour telle renunciation son droict de douaire et sa part conquestz immeubles. Toutefois sil estoit deub aucune chose du pris des dits conquestz et la ditte veufve en vouloit avoir moictié, elle seroit tenu payer moictié de ce qui en seroit deub. Mais si elle vouloit renoncer à sa part des dictz conquestz, elle nen payeroit riens nestoit quelle y fust expressement obligée de son chef ouquel cas elle ne seroit quicte par le moien dicelle renunciation.

202. Item. Le survivant de deux conjointz par mariage ne prendra aucune chose par preciput comme le mary, les chevaulx

et harnois de guerre, ne aultre chose servent a son usaige, ne la femme robes, bagues, joyaux, vestemens, ne aultres biens meubles. Mais sera le tout party par moictié sinon que le mary pourra prendre hors part une robe et vestemens tel quil les portera honestement et sans fraude a lenterrement de sa femme et ordinairement en habit de deuil selon son estat et semblablement la femme une seulle robe, ung cottillon, ung chapperon ou couvrechef et habitz raisonnables telz quelle les portera a l'enterrement de son dict mary et debvra porter en estat et habit de deuil sans fraude.

203. Item. Le mary ne peult vendre ne aultrement alier ne obliger ou ypothecquer lheritage propre de sa femme, ne ceulx qui luy appartiennent auparavant leur mariaige sans lexpres consentement dicelle femme.

204. Item. Le mary est seigneur et legitime administrateur et dispositeur des meubles et des conquestz immeubles et actions mobiliaries tant de luy comme de sa femme et on peult agir et faire poursuite et les defendre en jugement et aultrement en disposer sans le consentement de sa femme. Et se peult agir et defendre pour les droictz et actions possessorées de sa femme sans procuration delle.

205. Item. Femme mariée ne peult par disposition entre vifz vendre donner ne aultrement alier ou ypothecquer ses heritaiges sans lauctorité et consentement exprès de son mary et sans auctorité de justice et se elle le faict les contractz sont nulz.

206. Item femme estant en lien de mariaige ne se peult obliger sans le consentement de son mary si elle n'est séparée quant aux biens par auctorité de justice ou marchand publique accoustumée de marchandes au veu et sceu de son mary ce tolerant et souffrant auquel cas elle peult contracter et se obliger pour le faict de la marchandise et des dependances.

207. Item. Femme mariée ne peult suster en jugement en demandant, ne en defendant en matieres civiles sans le consentement ou auctorité de son mary sinon que pour son prouffict et cause raisonnable au refus de lauctoriser par son mary elle fut

autorisée par justice ou quelle fust separée de son mary comme dit est.

208. Item femme séparée de son mary quant aux biens par sentence de juge peult et luy loist de contracter et disposer de ses biens meubles et immeubles ainsi et par la manière quelle pourrait faire si elle nestoit mariée, mais telle séparation nè se peult faire ains est nulle sinon quelle soit faicte par sentence de juge ou à tout le moins enregistrée au greffe de la justice du consentement des parties.

Chapitre 9. — Des donations et conventions entre l'homme et la femme.

209. L'homme et la femme en faveur de mariaige et en traictant icelluy peuvent faire entre eulx telz dons donations et advantage-mens que bon leur semble tant de biens meubles que de propres acquetz et conquestz immeubles.

210. Item. L'homme et la femme conjointcz ensemble par mariaige ne peuvent donner l'ung à l'autre, ne eulx advantagier l'ung l'autre, ne contracter entre eulx en quelque manière que ce soit sinon par donation mutuelle ainsi qu'il sera dict cy apres.

211. Item. L'homme et la femme conjointcz ensemble par mariaige non aians enfans peuvent donner l'ung a l'autre par don mutuel tous leurs biens meubles et conquestz immeubles pour en joyr ascavoir desdicts biens meubles a tousiours et des conquestz immeubles pour le regard du droict et portion du premier mort la vye durant du survivant seulement, a la charge de payer par ledit survivant les debtes, obsesques et funesrailles et legatz mobiliaries testamentaires et d'entretenir lesdits conquestz immeubles de menues reparations conme de clastures et couvertures en tel et si bon estat qu'il les trouve. Pourveu que les dictz conjointcz faisant ledict don mutuel lors d'icelluy soient sains et non mallades. Dont nous chargeons notre prevost son lieutenant eschevins et greffer y avoir regard en passant lesdictz dons mutuels et en faire mention esdictz contractz. Toutesfois s'il on en-

tenduz ces mots « eulx estans en santé » que si l'ung desdicts conjoint au temps dudict contract estoit mallade et il alloit de vie a trespas de ladicte malladie telle donation ne vauldroit. Mais s'il gairissoit et aiant cognoissance, ratiffioit ladite donation faicte en icelle maladie, supposé ores qu'il mourust le premier en ce cas ladicte donation seroit vallable, et ne se puet tel don mutuel renvoyer par l'une des parties sans le consentement de l'autre.

212. Item. Après le trespas du survivant, la moitié desdits conqestz immeubles concernant les droict part et portion du premier mort retourneront aux héritiers dudict premier decedde.

213. Item. Ledit don mutuel solennellement faict et passé par nostre justice saisit le survivant sans estre tenu d'en demander la tradition délivrance ou possession aux heritiers du premier mort, pourveu toutefois que dedans quinze jours a compter du jour du trespas du premier mort le survivant déclare en justice qu'il accepte ledict don aux charges dessus dictes et que ladicte déclaration soit enregistrée au greffe, les heritiers du premier decedde ad ce faire presens ou appelez, si lors dudict decedez, ledict survivant est présent, et s'il est absent, s'il a tenu faire ladicte déclaration dedans quarante jours, ou dedans quinze jours après son retour. Et en faulte de faire ladicte declaration dedans quarante jours et acceptation en justice dedans le temps dessus dict, ledict survivant ne sera saisi. Et neaulmoins pourra par action demander la joissance dudict don et possession des choses données à l'encontre des héritiers du premier mort qui ne seront tenuz rendre les fructz sinon depuis ladicte acceptation faicte en jugement comme dict est.

214. — Item. Si les deux conjoints par mariaige vendent les heritaiges de propre et de nissant de l'ung ou de l'autre et que soit dict et escript par le contract de la vendition que les deniers d'icelle seront remployés en acquisitions d'autres heritaiges de pareille nature. Ils pourront faire ledict remploy en acquisitions d'heritaiges qui sortiront pareille nature que ceux qui auront esté vendus. Pourveu que en l'acquisition dudict remploy en soit faicte mention ou protestation.

Chapitre 10. — Du douaire.

215. Femme vefve noble ou roturière incontinant apres le trespas de son mary est saisie pour son douaire coustumier de la moictié de tous les héritaiges que son mary avoit lorsqu'il l'espousa et de ceulx qui durant et constant leur mariaige luy sont escheuz et advenuz de succession en ligne directe soit descendant soit ascendant pour en joyr sa vie durant seulement.

216. Item, Si par traicte de mariaige il y avoit douaire prefix accorde la vefve douée aura son choix et option de prendre le douaire préfix et de laisser le coustumier ou prendre le coustumier et laisser le prefix si aultrement n'en est accorde ou dispose par traicte de mariaige pourveu que si elle veult elire et prendre le prefix et delaisser le coustumier, elle sera tenue de déclarer pardevant la justice du lieu ou son mary seroit demourant lors de son trespas devant ung mois apres le decetz de son mary s'il decedoit au pais et s'il decediot hors du pays et en loingtaing viaige tellement qu'elle nen fust advertie dedans ung mois elle seroit tenue de declarer dedans deux mois et pourveu aussi que ladicte election et declaration soit faite et registrée au greffe de la justice et n'est ladicte vefve saisie dudict douaire prefix jusque ad ce quelle l'ait eleu et accepte en justice comme dict est.

217. Item. Et ne courent les arreraiges dudict douaire prefix jusque ad ce qu'il ait este eleu et accepte en justice par la maniere dessus dicte.

218. Item. La douairière est tenue d'entretenir les heritaiges de son douaire de claustures couvertures et aultres menues reparations en tel estat qu'elle l'a trouve lors du trespas de son mary. Et quant les reparations seront necessaires, elle y pourra estre contraincte et poursuivie en justice ad ceste fin par les heritiers de son mary ou proprietaires desdicts heritaiges tenus en douaire et aussi tenue payer et acquiter des charges redevances reelles dues et constituées desdicts heritages avant ledict mariaige.

219. Item. Le douaire soit préfix ou coustumier n'est propre à la femme ne a ses enfans ou heritiers, mais seulement viaiger

n'estoit qu'il fust autrement convenu et accordé par traicté de mariaige.

220. Item. Femme noble ou roturiere renunçant aux meubles et conquestz immeubles demeures apres le decez de son mary n'est tenue payer les dettes constituees, ne procedant de son mary et si ne perd par le moien d'icelle renunciacion son douaire soit prefix ou coustumier.

221. Item. Le douaire de la femme soit prefix ou coustumier, ne peult estre vendu quicte ne aliene durant et constant le mariaige pose ores que la femme le consentict a tout le moins qu'elle n'en fust suffisamment recompensée en heritaiges de pareille valeur et pour en joyr en pareille nature et condition que son dict douaire.

222. Item. La femme apres le trespas de son mary, si elle elist et prend douaire coustumier, prend les heritaiges en l'estat qu'elle les trouve. A scavoir s'il y a bleds a sciller, vignes a vendanger, prez a faulcher ou aultres et fruitz pendans soient naturels ou industriaux elle les prend a son prouffict. Aussi quant elle decede les heritiers ou proprietaires reprennent les heritaiges en tel estat qu'il les treuvent lors du decedz de ladicte douairiere sans estre tenuz rendre aucuns fraiz labouraiges ou semences.

223. Item. Touteffois en aultre cas que de douaire en matière de succession et partaiges les fruitz industriaux comme bledz avouennes navettes poix febves et aultres fruitz pendans par les racines lors du decedz sont reputez meubles. Mais les fruitz naturels comme poires, pommes genedz, et prez ne sont meubles jusques apres le premier jour de may comme sera dict cy apres au chapitre de prescription et propriete.

224. Item. Et ou la douairière auroit de son vivant baille a louage moisson de grains ou pension d'argent aucunes terres, vignes, prez, jardins et aultres heritaiges chargez de son douaire a payer au jour saint Martin d'hyver comme il est accoustume ou aultre terme, et que la douairière de ceddroit avant le premier jour du mois de may les heritiers du mary ou aultres propriétai-

res prendront les louaiges pensions ou moissons des termes de l'année qui ne seront escheuz lors du decedz. Mais si ladicte douairière decedoit apres le premier jour de may les termes de louaiges depuis escheuy pour l'année appartiendront aux heritiers de ladicte douairiere comme choses mobiliaries.

225. Item. Femme vefve ayant douaire en terres nobles et féodales pour la premiere fois qu'elle se marie ne doit relief rachapt foy et hommaige ne aultres droictz. Mais si elle se remarie en aultres seconde tierces ou aultres fois elle doit droit de relief qui est le revenu d'une année au dict et estimation de gens ad ce cogoiscens.

Dans le chapitre des donations faites entre vifs :

226. Toutes personnes aagées de vingt cinq ans completz le vingtsixiesme commencé peuvent donner a qui bon leur semble par donation entre vifz tous leurs biens meubles et acquetz immeubles et leurs propres héritaiges a personnes habilles et capables s'ils n'ont enfans. Mais s'ils avoient enfans ne pourront au préjudice de leurs enfans donner que leurs meubles acquetz immeubles et le tiers de leurs propres héritaiges réservant les deux aultres tiers desdicts propres ausdictz enfans. Ne pourront aussy le mary et la femme donner l'ung à l'autre sinon par don mutuel quant il ny aura enfans ainsi qu'il est dict cydevant.

223. Item. Quant le père ou la mère donnent a leurs enfans ou aucuns d'eulx aucun heritaige en faveur de mariaige ou autrement, tel heritage est repute estre donne en avancement de hoirie et de succession et propre au donataire si par la donation il n'est autrement dict et accorde.

224. Item. Mesmement si en mariaige les pere et mere donnent heritaige aux futurs conjointz il sera repute propre a l'enfant des donateurs s'il n'est expressement dict que ce soit pour leur sortir de nature de conquestz.

225. Item. Tous heritaiges donnez par donation simple faicte entre vifz ou a titre onereux legs testamentaires ou autrement a

personne estrange qui n'est heritier presomptif du donateur ou testateur venant a la succession ab intestat sont reputez acquestz.

236. Item. Tous heritaiges donnez par donations simples legs testamentaires ou en advancement de succession ou par mariaige par le pere ou la mere ayeul ou ayeul freres ou sœurs non aians enfans ou aultres prochains parens ausquels les donataire ou legataire pouvoit succeder ab intestat seront reputez propres au donataire ou legataire tenant la coste et ligne dont le donateur ou testateur seroit parent et lignager du donataire ou legataire.

237. Item. Mais donations ou legatz testamentaires faictz aux dessusdictz a titre onereux comme de nourrir les donations payer leurs debtes ou aultres charges seront reputez acquestz jusqu'a la concurrence de l'estimation desdictes charges et de pardessus repute propre et naiscent et quant aux estrangers ausquelz aura este faicte donation pour remuneration de services ou bienfaictz ne sera requis de prouver les merites ou causes de la donation.

238 Item. Donation vendition ou aultre contract faict par femme mariée sans autorisation de son mary ou par enfant qui est en puissance de pere ou de tuteur ou curateur sans son consentement ne vault n'estoit que pour l'absence du mary ou pour necessite la femme n'obtinist permission de justice de vendre ou contracter pour cause legitime auquel cas elle le pourroit faire selon que justice l'ordonneroit en cognoissance de cause.

239. Item Si pere et mere en mariant leurs enfans donnent aucune chose soit en meubles ou heritaiges, lesdictz enfans seront tenuz les rapporter en venant a la succession de leurs dictz pere et mere, c'est asscavoir moictié en la succession du pere et l'autre moictié en la succession de la mere. Sinon que les enfans auquelz ilz auroient ainsi este donnez se seul sistent tenir a leur don et renuncer a la succession. Mais si la chose donnée estoit propre desdictz pere et mere elle se rapporteroit entierement a la succession de celluy duquel elle procede s'il ny venet renuncer ainsi que dict est.

240. Item. Filz ou filles mariez sont tenuz de rapporter les robbes nuptiales, joiaux et autres biens a eulx baillez en ma-

riaige ou pour leurs espouzailles. Et quant aux fraiz de nopces, si tous les enfans sont mariez du vivant des pere et mere qui auront marie aucun ou aulcune de leurs enfans, lesdictz fraiz de nopces ne se rapporteront pose que plus grandz fraiz fussent faictz pour l'ung que pour l'autre. Mais si aucuns estoient mariez et que le pere et mere ou l'ung d'eulx eussent faict les fraiz de nopces et que par leurs trespas, ils delaissent des enfans non mariez, en ce cas les dictz fraiz de nopces se rapporteront a l'estimation de gens ad ce cognoiscens n'estoit qu'ilz fussent liquidez ou limitez par le traicte de mariaige ou aultre paction auquel cas suffiroit d'en faire rapport selon la limitation ou liquidation par le traicte de mariaige.

241. Item. Homme estant en faute pult donner a son bastard, la quatrieme partie de ses acquistz en sa vie seulement pourvu qu'il en ait la possession et en soit ensaisiné et la donation insinuee du vivant du donateur.

242. Item. Le bastard estant en faute peult entrevifs donner tous ses biens ou aultrement disposer comme aultres personnes, mais non par testament ou ordonnance de derniere volonte.

243. Item. Don faict en concubinaige ou a concubine ne vault soit entre nobles ou roturiers.

244. Item. Toute donation faicte pour cause de mort ou pre-nant effect par la mort du disposant seront reputees de telle nature que les dispositions testamentaires et revoquablete a volonte pose ores qu'elles soient faictes par parolles de donation entrevifz avec clause ou promesse de garendie ou qu'il soit dict par icelles qu'elles ne puissent estre revoquees et si ne sont vallidees par serment n'estoit qu'elles fussent faictes en traicte de mariaige auquel cas elles tiendraient et ne seroient revocables.

252. Item. Toutes donations et aultres pactions et adventagemens faicts entre vifz ou a cause de mort convenances de succéder soient mutuelles ou égales ou non égales faictes et passes en traicte de mariaige et faveur d'icelluy posé qu'elles soient faictes avant ou après les fiensailles pourveu qu'elles soient passees par escript avant les espouzailles sont bonnes et valables pourveu que

ceux qui font telles pactions ou donations quant aux choses immeubles soient aagez de vingt ung ans completez ou que leurs pere et mere le consentent expressement et s'ilz n'ont pere et mere leurs tuteurs et curateurs ou en faulte de leurs tuteurs et curateurs, trois leurs prochains parens du coste paternel et trois leurs prochains parens du coste maternel et en faulte de parens de l'auctorité de justice ou l'advis de cinq ou six bourgeois honestes de bonne reputation.

253. Item. Depuis que deux personnes sont fiancees ilz ne pourront aliener leurs heritaiges et biens immeubles sans le consentement l'ung de l'autre pour eviter que depuis les fiensailles se face alienation en fraude de l'ung ou de l'autre des futurs conjointz.

254. Item. Donations generales et particulieres entre vifz ou a cause de mort faicte en traicte de mariaige en faveur de mariez ou de leurs descendans sont irrevocables tellement que le donateur ne peut aliener les choses par luy donnees ne d'icelles disposer.

Dans le chapitre des testaments.

257. Toute personne franche aagée comme dict est peult par testament et ordonnance de derniere volonte disposer de tous ses biens meubles et conquestz immeubles et du tiers de ses heritaiges et biens immeubles propres et de naiscent a personnes habilles et capables.

258. Item. Si aulcun donnait ou laissoit par testament plus que le tiers de ses heritaiges biens immeubles propres et de naiscent le legs ne seroit pourtant nul mais seroit reduict au tiers tellement que les deux tiers de ses heritaiges et biens immeubles propres et de naiscent demeureroient aux heritiers franchement deschargez de toutes debtes, obseques, funerailles et legs testamentaires.

262. Item. Le mary par testament et ordonnance de derniere volonte ne peult disposer des biens meubles et conquestz immeubles communs entre luy et sa femme au prejudice d'icelle ne de la moietie qui luy peult appartenir en iceulx par le trespas de son mary elle semblablement la femme au prejudice de son mary.

270. Item. Quant de deulx conjointz par mariaige, le mary est noble de quelque condition que soit la femme, le survivant emporte tous les meubles s'il ny a enfans d'eulx ou de l'ung d'eulx a la charge de payer les debtes obseques et funerailles et les heritiers seront tenuz de l'accomplissement du testament en maniere que si celluy qui decede a donne ou laisse par testament aucune chose de son meuble il fault que son heritier le rachete pour moictié ou le paye au legataire a l'estimation de ce qu'il voudra n'estoit que ledict laig eust este faict du consentement du seurvivant desdicts conjointz auquel cas ledict laig vauldra au prejudice dudict seurvivant.

272. Item. Homme et femme mariez ensemble ne peuvent par disposition testamentaire faire dons, laigs ou aulcuns advantagemens l'ung a l'autre, ne aux enfans l'ung de l'autre d'aillre mariaige.

Dans le chapitre des successions et partages.

287...Les heritaiges donnez en mariaige ou en advancement de succession retournent a ceulx qui les ont donne.

301. Item. Le père et la mère et aultres ascendans ne peuvent par mariaige par testament ou aultrement en quelque manière que ce soit directement ou indirectement avantager leurs enfans ni les enfans de leurs enfans ou aultres descendans venant a leur succession l'ung plus que l'autre et s'ilz le font il est nul (et remis en espèce, en partage si possible sinon moins prenant).

302. Item. Toutefois les avantaigiés pourront si bon leur semble se tenir ad ce qui leur aura été donné par mariaige et renoncer à la succession (car père, mère, ascendans peuvent avantager descendans en ligne directe pourvu que ceux-ci renoncer à leur success.)

303. Item. Les fraiz des banquetz de nopces ou espousailles ne se rapportent en succession au partaige, sinon ainsi et au cas que dict est cy dessus au chapitre des donations faits entre vifs.

304. Item. Les heritaiges donnés en mariaige tiennent le coste et ligne dont ilz sont procedez si par le contract et traicte de ma-

riaige, il n'estoit dict que ce sortissent nature de conquest aux futurs conjointz et aussi s'il font le rapport et collation en la ligne dont ils sont yssus si c'est en ligne directe, comme si le pere ou aultre ascendant donne son propre heritaige de donataire sera tenu de rapporter en venant à la succession du donateur et s'il vient du coste de la mere ou ayeulle, il se rapportera en sa succession et si ce n'estoit conquest au donateur et a sa femme moictie, se rapportera en la succession de l'ung et l'aultre moictié en la succession de l'aultre.

305. Item. Si par traicte de mariaige des enfans ou petitz enfans ou aultres de la ligne directe descendant il estait dict par expres que les heritaiges donner en mariaige sortiront nature de conquestz aux futurs conjointz neaulmoins l'enfant en faveur duquel est faite la donation et adventagement est tenu den faire collation et rapport.

306. Item. Fruictz d'heritaiges donnez en mariaige perçuz du vivant du donateur ne se rapportent en partaige.

Dans le chapitre du retrait lignager.

370. Item. Si aucun heritaige propre est vendu à deux conjointz par mariaige ou a l'ung d'eulx dont l'ung est parent lignaiger du vendeur retraict lignaiger n'a lieu pendant ledict mariaige pour ce qu'il est en ligne. Mais la part de celluy qui n'est lignaiger sera retraiable dedans l'an et jour de la dissolution du mariaige et que la part sera hors de ligne s'il y a ensaisinement pour les choses retrayées ou reception en foy et hommaige pour les choses féodales an et jour auparavant dudit decedz car s'il n'y avoit ensaisinement ou reception de foy et hommaige, le temps du retraict ne courroit du jour du decedz mais du jour de l'ensaisinement ou reception de foy et hommaige comme dessus est dict.

Dans le chapitre des fiefs.

333. Item. Quant une femme se marie pour la première ou seconde ou aultre fois ne doit quinct requinct ou relief des terres à

elle eschües de succession directe devant ou après qu'elle est mariée en première ou aultre nopces.

334. Item. Femme vefve tenant en douaire terres féodales quant elle se remarie doit droit de relief qui est le revenu d'une année dudict douaire.

335. Item. La femme après le trespas de son mary ne doit quint denier ne relief des terres nobles acquises avec son mary qu'elle a eu en partage contre les héritiers de son dict mary.

336. Item. Le vassal ne peut faire de son fief moindre fief sans le consentement du seigneur féodal si ce n'est pour le mariaige ou partage de ses enfans.

**Dans le chapitre des tuteurs et curateurs,
gardians et baillistes.**

397. La tutelle et curatelle fault dès lors que le mineur est marié soit filz ou fille.

399. Item. Ne peult le mineur de 25 ans aliener ses heritages et biens immeubles ne iceulx bailler a rente ou louaige a plus de dix ans sans l'auctorite de ses tuteurs et curateurs direct ou auctorite de justice avec inquisition precedante sur la commodite ou incommodite dudict mineur de sur la cause de l'alienation pose qu'il fut marié et dure la tutelle et curatelle pour cest effect et ad ce regard de ladicte auctorisation jusques a vingt cinq ans completz le vingt sixiesme commence.

405. Item. Tutelle legitime n'a lieu et doit estre prononce de tuteurs et curateurs aux mineurs s'il n'y en a de testamentaires.

407. Item. Entre nobles personnes ou le mary noble vivant noblement le survivant a la garde noble de ses enfans mineurs et ne faict tel gardian les fruitz siens mais est tenu en rendre compte auxdicts mineurs eulx venuz en aage en deduisant les fraiz et despens.

408. Item. Le bailliste ou gardian peult reprendre les terres nobles pour ses enfans et en faire les foy et hommage et service aux dessus des dictz enfans mineurs aux seigneurs feodaux.

409. Item. Si l'homme ou la femme noble qui a la garde des dicts enfans se remarie, ne perd pour ce ladicte garde et si ne doit consoler en aultre mariaige pour cause des fiefs appartenans a ses enfans aucun relief.

410 (A défaut de père et mère, aieul on aieule).

411 (A défaut le juge nomme tuteurs ou curateur).

412. Le fils est en âge de faire foy et hommage de ses fiefs a 18 ans et fille a 14 ans.

Dans le chapitre de la saisine et possession.

415. Le mary durant et constant le mariage se peult dire saisy de tous les heritaiges et droictz de sa femme et pour iceulx fournir intenter et conduire la plainte en cas de saisine et de nouvellete.

Dans le chapitre des hypothèques.

460. Quant aucun heritaige advient par acquisition ou autrement ou aucun ait auparavant renté sur tel heritaige en ce cas ladicte rente est confuse et semblablement si aucun heritaige demouroit vaquant et le rentier se douttoit en icelluy sans provision de justice le voullant dire sien a cause de ladicte rente pu par faulte d'icelle payer pareillement ladicte rente est confuse.

461. Item. Touttefois si tel acqueteur vouloit renuncer a l'heritaige ainsi charge de rente envers luy et retourner a son action qu'il avoit pour sadite rente faire le paira nonobstant ladicte confusion en tel ordre droict et prerogative qu'il estoit auparavant ladicte confusion.

462. Item. Mais quant telle confusion advient par le moien de ce que deux conjointz par mariaige acquierent rente immobiliere sur l'heritaige de l'ung d'eulx ou qu'ilz achetent l'heritaige redelvable de rente immobiliere entre l'ung d'eulx telle rente est seulement confuse tant comme le mariaige dure et non plus, en tant qu'il touche celluy qui n'a droict en la propriété de l'heritaige. Et peult demander apres le trespas l'aultre moitié de la rente achetée

ou moitié de l'heritaige achete, ou argent de moitié de la rente.

469. Item. L'obligation condamnation ou sentence donnée contre le mary n'est exécutoire contre la femme sans la oyr premierement et contre elle faire declairer ladicte obligation condamnation ou sentence exécutoire.

Vu :

Le Président de la thèse,
CH. LEFEBVRE.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

Le droit matrimonial dans la région de Sedan avant le Coutumier.

	Pages
<i>Sources.</i>	1
Droit de Mouzon.	3
Droit de Liège	4
Droit de Rethel	5
Loi de Beaumont	7
Loi de Vervins	9
Loi de Bouillon, de Renwez, d'Ivois	10
Cartulaires d'Orval, St-Hubert, Signy, St-Pierre-les-Mézières, Novy, etc.	11
<i>Sur les actes du mari et de la femme</i>	15
Généralités sur les rapports des époux	15
Contrats	24
Libéralités	41
Délits et crimes.	43
<i>Sur les biens des époux.</i>	45

Le droit matrimonial dans la Coutume.

<i>Sources.</i>	53
I. — Le coutumier	53
II. — La coutume.	61
III. — Le commentaire.	76
<i>Le régime des biens des époux.</i>	80
Point de départ de la communauté	81
Biens communs	84
Meubles	84
Conquets immeubles.	86

Passif commun	90
Dettes antérieures au mariage	92
Dettes contractées au cours du mariage	93
Biens propres.	95
Liberté des conventions matrimoniales	102
<i>Fonctionnement de l'association conjugale</i>	106
Le mari.	106
Ses pouvoirs sur les biens communs, dispositions entre vifs,	
à titre gratuit	109
à titre onéreux	110
Délits.	113
Crimes des époux	114
Les pouvoirs du mari sur les propres de sa femme	115
Ses pouvoirs sur ses propres	116
Dispositions testamentaires.	116
La femme.	117
Son rôle dans l'association conjugale, sa capacité.	117
Dispositions testamentaires	119
Femme commerçante	121
Séparation de biens dans le coutumier	121
— dans la coutume	122
<i>Fin de l'association conjugale</i>	125
Causes de dissolution	125
Enfants mineurs.	127
Privilège des nobles.	128
Préciput de la femme	129
Reprises des propres, récompenses.	131
Rachats de rentes	133
Achats d'immeubles grevés de rentes au profit de	
l'un des époux.	134
Ventes de propres, remploi.	135
Reprises de la femme	137
Son hypothèque légale sur les biens du mari.	137
Fruits des propres.	139
Acquit du passif.	144
Option de la femme, sa renonciation	144

Le douaire de la femme.

Antérieurement à la coutume rédigée.	149
Dans le coutumier et la coutume.	162

Libéralités entre époux.

Antérieurement à la coutume rédigée.	169
Dans le coutumier et la coutume.	175
Textes concernant le douaire.	187
Textes concernant les libéralités entre époux.	191
Extraits du Coutumier de Robert V de la Marck.	194

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
